



Assemblée nationale  
Québec

# journal des Débats

Quatrième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le mercredi 25 avril 1979

Vol. 21 — No 19

Président: M. Clément Richard

## Table des matières

Débat sur le discours sur le budget	
M. Gérard Gosselin (suite).....	853
M. John Ciaccia.....	854
M. Jean-Pierre Jolivet.....	858
M. Fernand Lalonde.....	861
M. Fernand Grenier.....	866
M. Jean-François Bertrand.....	871
M. Reed Scowen.....	876
Dépôt de documents	
Rapport de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.....	877
Arrêtés en conseil relatifs à l'article 55 de la Loi des Travaux publics.....	877
Projet de loi no 13 — Loi sur le registre des électeurs	
Première lecture.....	877
M. Robert Burns.....	877
Questions orales des députés	
Politique étrangère du gouvernement.....	878
Prise en considération du conflit à la CTCUQ.....	879
Politique relative à l'enseignement privé.....	880
Dossiers à la Commission de la protection du territoire agricole.....	883
Grève à l'Université du Québec à Montréal.....	885
Questions inscrites au feuillet.....	886
Avis à la Chambre.....	887
Motion relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes	
M. Rodrigue Biron.....	888
M. Gilles Michaud.....	891
M. André Marchand.....	892
M. Maurice Bellemare.....	894
M. Lucien Lessard.....	897
M. Yvon Picotte.....	898
M. Marcel Gagnon.....	900
M. Robert Lamontagne.....	901
M. Gilles Grégoire.....	903
M. André Raynauld.....	903
Mise aux voix de la motion.....	905
Ajournement.....	905
Annexe	
Questions inscrites au feuillet.....	906

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*

*Adresse: Service des Documents Parlementaires*

*Assemblée nationale*

*Hôtel du Gouvernement, Québec.*

*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le mercredi 25 avril 1979

(Dix heures dix minutes)

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Mme la Présidente, comme je l'ai annoncé en fin de séance hier soir, je crois que nous devrions occuper la matinée au complet — à moins d'avis contraire en cours de route, mais je prévois que ce soit toute la séance de ce matin — au débat sur le discours sur le budget. Je vous prie donc d'appeler l'article 73) du feuillet, Mme la Présidente.

#### Débat sur le discours sur le budget

**La Vice-Présidente:** Il s'agit de la reprise du débat sur la motion du ministre des Finances et du Revenu proposant que cette Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et la discussion sur les motions de censure. C'est M. le député de Sherbrooke qui avait la parole au moment de l'ajournement du débat.

M. le député de Sherbrooke.

#### M. Gérard Gosselin (suite)

**M. Gosselin:** Je termine, Mme la Présidente, l'exposé que j'avais commencé il y a déjà quelques semaines. Dans la première partie de cet exposé, j'avais démontré comment le régime québécois d'impôt était devenu, par les diverses mesures appliquées en 1978/79 et en 1979/80, le régime le plus progressiste du Canada, fermement dédié à soutenir les travailleurs à petits et moyens revenus. Ce n'est pas la moindre chose que de dire aujourd'hui que les moyens revenus au Québec paient moins d'impôts qu'en Ontario avec un revenu moyen inférieur et que notre gouvernement a assumé pleinement ses responsabilités dans la répartition du fardeau fiscal en regard des charges familiales, mais aussi de la capacité de payer des contribuables. Donc, ce budget 1979/80 du gouvernement est un budget vraiment progressiste, un budget qui confirme encore la volonté de notre gouvernement de soutenir les familles, les travailleurs. J'avais enfin insisté sur l'urgence — une urgence fondamentale — de réunir bientôt nos impôts à un seul levier de gouvernement, de façon à nous permettre définitivement une politique intégrée de développement des ressources au Québec.

Je voudrais pour terminer ce bref exposé parler un peu de ma région. De tradition, la grande région des Cantons de l'Est est celle qui est identifiée aux industries manufacturières, particulièrement le secteur des textiles, vêtements, chaussures,

Evidemment, plusieurs milliers d'emplois dépendent et ont dépendu, toujours avec une cer-

taine précarité, de ces grandes industries dont on reconnaît que, par l'évolution des conjonctures économiques internationales, elles étaient de plus en plus menacées. La disposition, adoptée l'année dernière, de détaxation radicale sur les vêtements, les chaussures et les textiles a eu un effet extraordinairement stimulant et a donné un regain d'espoir de développement et une consolidation des emplois dans ces secteurs. Cela a eu un effet très positif pour ma région. Des investissements importants ont été réalisés dans le secteur de l'industrie du textile et de la chaussure, notamment, et d'autres investissements sont annoncés pour les prochaines années. J'ai ici une coupure de journal à savoir que la Dominion Textile a choisi d'investir \$4 millions, avec l'aide du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale et de la Société de développement industriel du Québec, pour les prochaines années, pour du renouvellement de machinerie et pour une maximalisation de sa production de fil. On s'attend même à une augmentation de 20% de la production.

C'est dire jusqu'à quel point, par la stratégie d'appoint qu'a été la détaxation sur les vêtements, les textiles et les chaussures, particulièrement dans le secteur du textile, il y a vraiment un effet stimulant qui s'est produit. La garantie que le ministre des Finances a donnée à l'intérieur de son budget de prolonger pour plusieurs années encore cette détaxation radicale fait en sorte que les industries en question auront vraiment la possibilité, au cours des prochaines années, de faire la démonstration qu'elles peuvent s'implanter sur le marché américain, nord-américain, dans le sens de devenir vraiment concurrentielles avec les partenaires américains et dans le sens aussi de garantir, pour un plus long terme, la vocation traditionnelle de ces industries dans notre région.

D'ailleurs, il y a eu une négociation assez laborieuse cette année pour le renouvellement des conventions collectives dans le secteur du textile. Elle a abouti à la signature d'une convention de trois ans qui concerne plusieurs milliers de travailleurs chez nous. Je veux espérer qu'avec les mesures Parizeau de détaxation, avec également toute la bonne volonté que les entreprises mettront dans les investissements qu'elles feront et les travailleurs dans le rendement qu'ils donnent déjà, qui est très bon dans ce secteur en région, on pourra réussir vraiment à atteindre les objectifs de consolidation économique importante dans le secteur du textile et celui du vêtement notamment.

Dans le secteur de la chaussure, on a aussi plusieurs entreprises qui ont bénéficié l'année dernière de cette détaxation et qui continueront d'en bénéficier. Je voudrais signaler un petit problème, par ailleurs, dans le secteur de la chaussure. On a traditionnellement produit des chaussures de consommation courante en région. La plupart des entreprises produisent des chaussures de consommation quotidienne et de consommation populaire-

Or, il y a un marché pour le produit fin, le produit un peu sophistiqué. D'ailleurs, il y a tout le

marché américain qui est en attente d'un produit plus perfectionné, notamment le soulier fin, les bottillons de cuir fin. Il y a un problème qui se pose de ce côté; nos tanneries québécoises ne sont pas encore, semble-t-il, complètement équipées à Saint-Pascal pour produire le cuir fin nécessaire à ces productions. Je pense qu'il y a vraiment des politiques d'appoint à appliquer dans le secteur de la chaussure pour permettre de développer une industrie de pointe de produits plus perfectionnés qui auraient un marché aux États-Unis. Dans la situation présente, tant qu'on n'aura pas consolidé les équipements à Saint-Pascal au niveau des tanneries québécoises qui produiront la qualité de cuir fini qu'on n'aura plus besoin d'importer comme c'est le cas actuellement, les entreprises qui travaillent sur ces produits sont particulièrement grevées par les douanes.

Il y a un taux de 17,5% qui est actuellement imposé en tarifs douaniers sur les matières premières de cuir fin qui servent à ce type de chaussures. C'est un élément majeur pour lequel le ministre des Finances du Québec et le ministre de l'Industrie et du Commerce devraient faire des plaidoyers très vigoureux auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce fédéral de façon que cette taxe soit abolie pour permettre à ces entreprises de chaussures de diversifier leur production et de s'implanter dans le secteur où elles peuvent devenir concurrentielles aux États-Unis. C'est un point que je voulais souligner parce qu'il me semble très important.

Je voudrais simplement compléter cet exposé en signalant que le régime d'épargne-actions est très bien accueilli aussi et pourrait être particulièrement prometteur dans une région comme la mienne où il y a beaucoup d'idées nouvelles de lancement d'entreprises qui naissent et où il y a vraiment un besoin d'orienter des formes de capitalisation populaire vers la promotion de ces entreprises. Je pense qu'il y a lieu d'encourager vraiment les gens qui ont les moyens et qui vont bénéficier d'abaissements fiscaux très intéressants en contribuant à la formule d'épargne-actions à la promotion de l'industrie locale. C'est là où on a encore beaucoup de chemin à faire, dans les Cantons de l'Est. Je voudrais solliciter ici les professionnels du milieu, les gens qui se sentent capables de contribuer à cela et aussi les entreprises de notre milieu qui sont de plus en plus dynamiques à vraiment contribuer au programme d'épargne-actions dans le sens de stimuler l'investissement régional. Je vous remercie beaucoup, Mme la Présidente.

(10 h 20)

**La Vice-Présidente:** M. le député de Mont-Royal.

**M. John Ciaccia**

**M. Ciaccia:** Mme la Présidente, un budget reflète les priorités d'un gouvernement. Dans sa planification, le ministre devrait examiner certains problèmes économiques, essayer d'y apporter des

solutions qui devraient tenter d'apporter des changements au fardeau fiscal s'il est trop élevé pour certains secteurs de la population. Le ministre devrait prendre avantage des expériences des années précédentes d'autres administrations et appliquer même les leçons du passé ainsi que l'expérience d'autres gouvernements. Un budget, Mme la Présidente, indique la direction dans laquelle le gouvernement essaie de conduire la population dans le domaine économique, politique et social. Un budget reflète la philosophie, la pensée d'un gouvernement et les moyens qu'il va prendre pour arriver à ses objectifs.

Examinons ce budget, examinons les intentions du gouvernement et essayons d'évaluer les solutions que le gouvernement nous suggère. Prenons, par exemple, premièrement, la réforme de la fiscalité municipale. Cela fait des années qu'on en parle. Cela fait des années que les municipalités, que les contribuables voient qu'il y a un certain malaise dans la façon dont les services sont donnés par les municipalités et la manière dont les contribuables sont appelés à fournir les fonds nécessaires pour payer ces services, spécialement dans les municipalités qui sont regroupées, comme la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec. Il y a certains services qui sont donnés par ces gouvernements régionaux, ces municipalités régionales et on s'est plaint de la façon dont les revenus étaient perçus, comment les contribuables pouvaient arriver à payer pour tous ces services, les services de la police, les services de transport urbain.

Il y a quelques années, Mme la Présidente, il y a eu même des plaintes, des protestations, des rencontres résultant des hausses de taxes de la Communauté urbaine de Montréal. Les gouvernements ont essayé de trouver des fonds, et il n'y a pas de réforme complète qui s'est amorcée dans ce domaine. Les municipalités ont toujours apporté à l'attention du gouvernement qu'elles avaient besoin de sources de revenus, sources de revenus basées plutôt sur un rendement économique; c'est-à-dire, au fur et à mesure que les besoins augmenteraient, que l'économie augmenterait, cela se refléterait dans le revenu des municipalités. Les municipalités se plaignaient, se sont toujours plaintes qu'on ne pouvait pas limiter les sources de revenu à la taxe foncière. A une époque, premièrement, les services que les municipalités donnaient étaient très limités. Il y avait aussi, à une époque, il y a des années et des années, que la richesse était représentée par des valeurs immobilières. Mais, aujourd'hui, la position est entièrement différente. Aujourd'hui, les services que les municipalités sont appelées à donner sont beaucoup plus nombreux qu'ils ne l'étaient il y a cinq, dix, quinze, vingt ans. La propriété comme telle n'est plus un signe, une indication de la richesse ou des valeurs de la personne. Il y a des milliers et des milliers de petits propriétaires qui ont acquis une propriété pour se loger ou pour louer et ce ne sont plus les mêmes moeurs, ce n'est plus la même indication des valeurs et de la richesse de la population.

La position des municipalités dans les dernières années, spécialement les municipalités regroupées, les municipalités urbaines — comme je le disais tantôt, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté urbaine de Québec — a toujours été de ne pas se baser seulement sur les immeubles comme assiette fiscale pour répondre aux besoins des municipalités.

Que propose le ministre dans son budget? Il abolit la taxe scolaire. C'est un soulagement temporaire. Il va prendre cet argent et le dossier aux municipalités. Le ministre propose exactement ce que les municipalités lui ont dit qu'il ne fallait pas faire. Il ne fallait pas limiter le revenu des taxes municipales seulement à l'assiette municipale; il ne fallait pas se baser seulement sur les taxes foncières parce que les services des municipalités vont augmenter plus vite que les valeurs immobilières. Si une personne a une propriété, c'est bien beau de lui dire: Ta propriété vaut plus cher aujourd'hui. Il vit dans sa maison, cela ne lui donne rien que sa valeur ait augmenté. Pour cette raison, on augmente ses taxes, on va payer pour le transport urbain, pour le service de la protection civile, pour le service de police et tous les autres services de la municipalité.

Je n'appelle pas cela une réforme, on retourne en arrière. Une réforme, c'est une amélioration, c'est trouver de nouveaux moyens de résoudre un problème. On ne va pas à l'encontre de toutes les représentations qui ont été faites. On impose une soi-disant réforme. C'est un concept primitif, la question de taxer seulement les immeubles pour obtenir des revenus dans une municipalité. C'est primitif et c'est régressif. Cela n'affecte pas seulement les petits propriétaires, cela va affecter les locataires. Pensez-vous que, quand une conciergerie reçoit une augmentation de taxes, ce ne sont pas les locataires qui vont subir l'augmentation? C'est évident. Cela ne sera pas absorbé par le propriétaire. On affecte le petit propriétaire qui a une petite maison qu'il a acquise de peine et de misère. Il a peut-être un petit salaire, mais c'est sa maison et il veut demeurer dedans. On lui dit: C'est toi qui vas payer pour tous les services, ta maison vaut plus cher aujourd'hui.

On affecte le locataire. On affecte les relations entre le propriétaire et le locataire. On peut bien avoir des problèmes avec la loi 107, avec les demandes qui sont devant la régie. Les actes du gouvernement portent les locataires et les propriétaires à s'engueuler, à avoir des problèmes découlant de mesures telles que celles que le ministre nous propose.

Le transport en commun. Vous avez ici, à Québec, une grève qui dure depuis le mois de janvier. On ne voit rien dans le budget pour essayer d'aider le transport en commun. Le ministre délégué à l'énergie nous dit: Il faut voir à la conservation de l'énergie, il faut économiser l'énergie. L'endroit le plus important, le plus efficace pour l'économiser, c'est dans le transport en commun. Où sont les sommes dans le budget pour arriver à ce soi-disant objectif que le gouvernement se donne pour pallier ce problème qui

existe immédiatement, aujourd'hui, dans la Communauté urbaine de Québec? Il existe à Montréal. Les trains de banlieue, on a demandé au ministre des Transports de trouver des allocations pour permettre aux gens d'utiliser ce service. A un moment donné, il y avait 33 000 personnes qui utilisaient le service de train de banlieue, le train Montréal-Deux-Montagnes. Ils ont coupé le service, ils ont augmenté les tarifs. Il y a seulement 17 000 personnes qui l'utilisent. Est-ce que le ministre des Finances peut nous expliquer comment la population, les contribuables vont pouvoir payer sur la taxe foncière les sommes nécessaires pour le transport en commun dans la ville de Québec et dans la ville de Montréal? J'aimerais avoir une explication du ministre des Finances. Comment ce problème va-t-il se régler? Je vous le dis, Mme la Présidente: C'est impossible de le faire de cette façon.

En plus, il y avait une raison, une justification pour les subventions du gouvernement au transport en commun. Quand quelqu'un prend le train de Deux-Montagnes et s'en va en bas de la ville à Montréal, c'est pour gagner un salaire, donc payer des impôts. Il peut obtenir un meilleur emploi dans le centre-ville de Montréal que peut-être à Deux-Montagnes. Qui bénéficie de ces impôts? C'est le gouvernement. Alors, il y avait une justification à fournir certaines sommes, certaines subventions pour permettre à ces contribuables de gagner leur salaire et de pouvoir aller à leur travail si on offrait ce service. Ce service ne pourra jamais être comblé par la taxe foncière. Cette taxe va affecter la construction.

(10 h 30)

Dans plusieurs endroits dans la région de Montréal, dans la région de Québec, les taxes foncières au Québec sont parmi les plus élevées de tout le pays. Pensez-vous qu'elles vont être réduites avec la mesure du ministre qui veut que tous les services municipaux soient payés par les taxes foncières? Elles vont augmenter encore de plus en plus. Cela va devenir impossible pour un citoyen qui gagne un salaire moyen de devenir propriétaire d'une petite maison. Cela lui est presque impossible aujourd'hui. Avec ces mesures, le ministre ferme la porte à cette catégorie de personnes pour acquérir un bien, une maison. Cela va avoir des retombées dans le domaine de la construction, cela va avoir des retombées économiques.

Mme la Présidente, franchement, même quand on parle aux maires de différentes municipalités, ils nous disent que cela va être un désastre. Dans une année ou deux, il va falloir faire une autre réforme, sauf que celle-là sera encore plus difficile parce que les problèmes auront augmenté.

Que peut-on dire de cette mesure du ministre? Oui! Cela a l'apparence d'une réforme. Le ministre espère que la population dise: Cela doit être une réforme, le ministre a dit que c'était une réforme. C'est malhonnête, c'est malheureux que le ministre doive procéder de cette façon. On peut seulement tirer la conclusion que c'est une autre

apparence pour le référendum. On se prépare à donner l'impression à la population qu'on donne un bon gouvernement, qu'on prend les mesures nécessaires, qu'on fait des réformes fiscales mais, en fait, on n'en fait pas. On pèse encore plus. On impose plus de fardeaux au contribuable au nom d'une soi-disant réforme. On peut seulement tirer la conclusion que le gouvernement est déterminé à tromper la population. Ce n'est pas innovateur, ce n'est pas une réforme. Cela ne donnera pas plus de fonds aux municipalités dans deux ou trois années. Ce n'est pas basé sur un rendement économique et cela peut avoir des conséquences assez désastreuses. Même, il y a déjà des maires de différentes municipalités qui se sont plaints et ont fait des représentations au ministre à cet effet.

Prenons un autre sujet, la taxe de vente. Le ministre nous a annoncé l'abolition de la taxe de vente dans certains secteurs: sur les vêtements, chaussures et textiles. Cela veut dire que ceux qui achètent des chaussures jusqu'à un certain montant, des vêtements jusqu'à un certain montant, les produits des textiles ne paieront pas de taxe de vente. C'est évident. Il a lancé cela avec un grand éclat et le côté ministériel a applaudi cette mesure. On va épargner des taxes à la population du Québec. En contrepartie — on n'a pas applaudi quand on a fait cette annonce — le ministre a annoncé que tous les ministères, les agences gouvernementales, les organismes financés par le gouvernement qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas payé des taxes à la consommation et les taxes foncières vont dorénavant les payer et, en plus, on augmente les taxes sur les entreprises téléphoniques de \$18 millions à \$51 millions. Qui, pensez-vous, va payer les taxes de ces ministères et organismes gouvernementaux et de ces compagnies de téléphone? Ce sont les mêmes personnes qui vont acheter des chaussures, des vêtements et des produits du textile. La population peut bien dire, comme le disait Job: Le Seigneur m'a tout donné; le Seigneur m'a tout ôté. Mais je ne crois pas que la population va continuer comme Job l'a dit et va bénir le saint nom du Seigneur. Je ne pense pas que dans ce cas-ci, on va bénir ce Seigneur.

Cela me fait penser à un magicien avec les lapins. Devant un auditoire, il fait disparaître le lapin et tout l'auditoire l'applaudit. Vous savez comme moi, Mme la Présidente, que le lapin est encore là; il n'est pas disparu. C'est la même chose. Les taxes sont là; elles ne sont pas disparues; on va les payer tous ensemble, collectivement, individuellement.

Mme la Présidente, je voudrais me référer au prochain point, les impôts en général. On nous dit toujours qu'on réduit les impôts. Beaucoup de représentations ont été faites auprès du ministre quant aux impôts pour certains niveaux qui ne devraient pas être plus élevés que les impôts en Ontario. Alors, le ministre nous introduit un programme d'épargne-actions. C'était pour remédier à ce problème des impôts additionnels au Québec plutôt qu'en Ontario. Malgré les déclarations du ministre que dans certaines catégories on paie plus en Ontario qu'ici les faits sont les suivants:

Trois Québécois sur quatre paient toujours plus d'impôt que les Ontariens. Quelle catégorie des trois sur quatre? C'est très intéressant. Les contribuables de 65 ans et plus, les personnes âgées, paient plus ici qu'ils ne paient en Ontario. Pourtant, ces contribuables auraient besoin de plus d'aide, de plus de reconnaissance de la part du gouvernement.

Mme la Présidente, je crois que j'ai 30 minutes.

La Vice-Présidente: D'accord. Allez donc.

M. Ciaccia: Merci. Alors, vous avez les contribuables célibataires de 65 ans et plus qui paient plus d'impôt ici qu'en Ontario. Les contribuables mariés de 65 ans et plus paient plus d'impôt ici qu'en Ontario. Les contribuables qui gagnent de \$3000 à \$10 000 paient plus d'impôt ici qu'en Ontario. La seule catégorie, ce sont les gens qui gagnent de \$10 000 à \$12 500... Quand on monte au niveau plus élevé que \$12 500 ou \$15 000, on paie encore plus au Québec qu'en Ontario.

Un salaire de \$17 500, Mme la Présidente, ne rend pas une personne millionnaire. Ce n'est pas un salaire très élevé dans l'économie d'aujourd'hui. Les raisons et les explications que le gouvernement donne sont difficiles à comprendre. Malgré toutes les représentations, il dit certaines choses qui sont un peu contradictoires. Il dit: Ici, au Québec, on a les mêmes services qu'en Ontario: alors, il faut payer plus cher. Si on a les mêmes services, on a des salaires moins élevés. A première vue, cela semble être logique mais, si on examine les faits, le ministre oublie que nous faisons encore partie du Canada, qu'il y a un système de péréquation et le système de péréquation est justement pour pallier les différences régionales qui existent au Canada, et les revenus plus élevés de l'Ontario, de l'Alberta sont redonnés aux provinces les moins avantagées. Ce qui fait que le Québec, avec 27% de la population, reçoit 50% des sommes de péréquation allouées par le gouvernement fédéral. Le ministre n'a pas dit cela. Le but de ce programme fédéral d'allouer les sommes de péréquation qui sont perçues par tout le Canada, c'est exactement pour permettre que tous les services dans tout le Canada soient égaux parce que nous sommes égaux d'un océan à l'autre, tous les Canadiens. C'est un des bénéfices dont nous jouissons dans le fédéralisme. Le ministre oublie de dire cela.

L'autre explication qu'il donne est la suivante. Il dit: En Ontario, on taxe moins les millionnaires. Mais il y a une contradiction. On taxe moins les millionnaires et les salaires sont plus élevés. Est-ce que vous pouvez comprendre cela, vous, Mme la Présidente? On les taxe moins, et les salaires moyens, pas seulement les salaires des riches, sont plus élevés. N'y aurait-il pas une leçon à tirer de cela? N'y aurait-il pas une petite leçon à tirer en disant: Ecoutez! Si on taxe moins tout le monde, on va avoir plus d'investissements, on va avoir plus d'emplois créés au Québec et on aura plus

d'impôts? Ce n'est pas la seule conclusion qu'on peut tirer de cela?  
(10 h 40)

Mme la Présidente, je peux comprendre le ministre d'Etat au développement social, il cherche à aider les pauvres. C'est louable et on doit appuyer ses mesures, mais la meilleure façon d'aider les pauvres, c'est de trouver des emplois, de créer la richesse, d'attirer des investissements ici. Cela, le gouvernement ne le fait pas, parce que si on le faisait, cette aide viendrait automatiquement parce qu'il y aurait plus d'investissements, il y aurait plus d'argent, il y aurait plus d'emplois, il y aurait plus de salaires élevés et on aurait besoin de moins de mesures sociales qui coûtent de l'argent à chacun de nous.

On est en compétition ici, Mme le Président, pour des capitaux. Est-ce que vous pouvez expliquer pourquoi quelqu'un va venir investir au Québec avec le budget du ministre? Pourquoi viendrait-on investir des capitaux ici? Je voudrais citer le ministre avant qu'il soit ministre des Finances; c'est très intéressant. A ce moment-là, je crois qu'il pouvait se permettre d'être plus honnête parce qu'il n'y avait pas de référendum et il pouvait donner les vraies réponses à la question: Pourquoi les gens devraient-ils venir ici investir des capitaux? Je cite le ministre dans une entrevue qu'il a donnée, il y a de cela longtemps, en 1971: Il faut cesser de s'accrocher au maudit mythe — excusez, je cite le ministre, Mme la Présidente — des richesses naturelles au Québec. Ce n'est pas parce qu'il y a une rivière canadienne-française catholique qu'il faut absolument mettre un barrage dessus. On a passé le stade de la rentabilité automatique des ressources naturelles. Tout minerai n'est pas bon à extraire; toute forêt n'est pas bonne à exploiter; tout cours d'eau n'est pas nécessairement bon à utiliser en énergie.

Pour inciter les capitaux à venir ici, Mme la Présidente, il faut avoir un budget qui encourage les gens à venir investir et non les mesures que le ministre a incluses dans ce budget, non ces mesures qui semblent pénaliser les gens qui veulent travailler. Quels sont les messages de ce budget? Quelles conclusions pouvons-nous tirer des différentes mesures que le ministre nous a annoncées? Premièrement, le budget nous dit: Ne faites pas d'argent parce que si vous faites de l'argent, on va le taxer, on va vous l'enlever et on va trouver tous les moyens pour le prendre. Le budget nous dit: Ne créez pas d'emplois au Québec parce que c'est plus facile d'aller en créer en Ontario; ils vont vous compenser, vous allez payer moins de taxes si vous le faites en dehors du Québec. On décourage la création d'emplois.

Le budget nous dit: N'augmentez pas votre niveau de vie. Non, parce que pour augmenter notre niveau de vie, il faudrait pouvoir s'acheter une propriété qui ne serait pas surtaxée, il faudrait avoir des impôts moins élevés, ce qu'on n'a pas. Il ne faut pas augmenter nos biens. C'est la nouvelle philosophie du gouvernement. Il ne faut pas augmenter nos biens, c'est un péché. Le mot "profit", les mots "augmentation des biens" deviennent un

des péchés capitaux. Il faut les taxer et il faut les faire disparaître. On voit l'arrogance — non seulement l'arrogance mais l'insulte — envers des milliers de Québécois qui oeuvrent dans le secteur privé, qui contribuent à la prospérité du Québec dans ce secteur.

Dans le budget, on a parlé du système d'épargne-actions. Premièrement, c'est une illusion parce que quelqu'un qui a \$25 000 par année, Mme le Président, n'a pas le capital de risque pour acheter des actions comme celles-là, mais il va être taxé tout de même. C'est encore une illusion; c'est encore une apparence de solution. Vous vous souviendrez comment on s'est moqué, en annonçant ce programme, des gens qui vivent sur le dos de ce système parce qu'un gouvernement, cela fonctionne seulement par les taxes qui sont payées par l'entreprise privée. Vous n'avez pas d'autres moyens de payer pour notre système de gouvernement, pour nos programmes sociaux et tout le reste.

Le ministre a dit: La plupart de ceux qui ont des revenus élevés ont une profonde confiance dans le régime capitaliste. Le fondement même du capitalisme est que celui qui retire un profit prend des risques.

Mme la Présidente, c'est honteux de se moquer de la majorité de la population de cette façon. Si le ministre d'Etat au développement social veut vraiment arriver à ses objectifs, la meilleure façon, c'est d'encourager l'emploi ici et d'augmenter les investissements. On veut niveler la société. C'est la philosophie du gouvernement ici. En essayant de faire cela, on va baisser tout le monde. On n'augmentera le niveau de vie de personne. C'est cela, la philosophie qui est à la base de ce budget et je suis contre cette philosophie, Mme la Présidente. Je pense que c'est le temps de le dire. C'est le temps d'apporter la lumière à la population, de voir quels sont les vrais objectifs de ce gouvernement. C'est important de le savoir parce qu'on va avoir un référendum et on essaie de cacher la vérité à la population. C'est important que la population sache comment le gouvernement va légiférer si jamais il devient indépendant.

C'est bien beau de dire à la fin du discours: Voici ce qu'on peut faire avec la moitié de nos revenus. Imaginez-vous si on les avait tous. Ecoutez, on est déjà assez étouffé avec la moitié des revenus. On va être deux fois plus étouffé si vous les avez tous. Dieu nous garde de cette éventualité, de cette philosophie pernicieuse. C'est pernicieux. Cela décourage l'effort honnête. Vous voulez pénaliser les gens qui veulent travailler honnêtement. Vous ne voulez pas les récompenser. C'est cela, la philosophie de votre budget.

En conclusion, Mme la Présidente — il me reste quelques minutes — on cherche par tous les moyens à cacher la vérité et à donner l'apparence qu'on fait quelque chose tandis qu'on a tous les autres objectifs et toute la population va en souffrir. La réforme fiscale municipale, ce n'est pas une réforme. La taxe de vente qui a été enlevée, on va la payer peut-être encore plus par

d'autres moyens. Ce n'est pas un soulagement, la taxe de vente. Les impôts, on en paie plus ici qu'ailleurs. Je n'ai pas mentionné le déficit de \$1,5 milliard, peut-être que c'est plus. Une des vérités du budget, c'est que le chômage a augmenté. Mme la Présidente, c'est malheureux qu'on ait cette philosophie, ces objectifs déguisés dans le budget. Si les journaux rapportaient à la population vraiment ce que ce gouvernement fait, je suis convaincu que la population se révolterait et avec raison. Merci.

**M. Bellemare:** Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** Nous en sommes au discours sur le budget. Est-ce que je me trompe, M. le leader de l'Union Nationale, en croyant que vous étiez déjà intervenu sur le discours sur le budget?

**M. Bellemare:** J'ai actuellement tellement d'occupations en dehors à cause des élections complémentaires; c'est peut-être cela qui m'a fait oublier que j'avais déjà parlé.

**La Vice-Présidente:** Nous vous entendrons sur un autre sujet, connaissant votre compétence, M. le leader de l'Union Nationale.

**M. Lalonde:** Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** ... je sais que le Parti québécois m'avait avisé que le député de Drummond voulait intervenir. Alors, je suis prêt à laisser ma place aussitôt qu'il arrivera en Chambre, mais je ne voulais pas qu'on croie que le budget était adopté immédiatement.

**La Vice-Présidente:** Si le député est disponible; autrement, nous passerons à un autre intervenant ou à M. le député de Marguerite-Bourgeoys. M. le député de Vanier; ce sera ensuite M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Bertrand:** Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire le député de Marguerite-Bourgeoys. Je n'étais pas informé que le député de Johnson avait parlé. Il me semblait qu'il avait parlé, mais je n'en étais pas du tout certain. C'est vous, Mme la Présidente, qui, ayant à tenir compte des droits de parole, nous avez rappelés à l'ordre, ce matin. Mais le député de Drummond, croyant que le député de Johnson allait parler, s'est sans doute absenté pour quelques minutes. Il n'y aurait pas objection, je pense, à ce que le député de Laviolette puisse prendre la parole, Mme la Présidente, immédiatement, suivi du député de Marguerite-Bourgeoys.  
(10 h 50)

**La Vice-Présidente:** Je m'adressais à M. le leader adjoint du gouvernement. Je pensais que vous me demandiez la parole sur cette motion-ci. M. le député de Laviolette, vous avez la parole.

Nous entendrons ensuite M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Jean-Pierre Jolivet**

**M. Jolivet:** Merci, Mme la Présidente. On avait fait mention de différents intervenants; je m'étais absenté parce que je ne pensais pas que j'aurais à parler si tôt sur le budget.

Une des choses sur lesquelles je voudrais faire porter une partie de mes propos — et cela s'adresse en particulier à mon comté parce que, dans mon comté, nous avons plusieurs industries du vêtement, de la chaussure, du cuir et du textile — c'est sur une de ces importantes décisions du ministre des Finances d'abolir la taxe de vente.

Quand nous sommes arrivés au gouvernement, plusieurs compagnies de cuir dans ma région, que ce soit au niveau de la chaussure, que ce soit au niveau des gants de travail en particulier ou que ce soit au niveau des textiles, avaient certaines difficultés. Dans la campagne électorale de 1976, j'avais eu l'occasion de rencontrer ces personnes qui, dans mon milieu, sont des travailleurs de ces usines, ainsi que les industriels, et on avait fait mention de certaines des difficultés qu'ils avaient. J'ai eu l'occasion, durant les années 1976 et 1977 de participer même à des rencontres avec des gens du secteur de Saint-Tite dans l'industrie du cuir, à des rencontres avec le député fédéral de mon comté en partie — mon comté étant vaste se divise, au niveau fédéral, en deux secteurs, c'est-à-dire celui de Saint-Maurice — qui était, à l'époque, ministre de l'Industrie et du Commerce, avant d'être ministre des Finances. Nous avions discuté à son bureau des difficultés de ces sociétés, soit au niveau des importations, soit au niveau de l'étiquetage des marchandises provenant de l'étranger et de la concurrence avec des pays étrangers où la fabrication était moins onéreuse de ces gants de travail, de ces vêtements.

La compagnie de chaussures que j'ai dans mon coin avait aussi certaines difficultés. Après ces rencontres et ces discussions avec les représentants du Québec — on a eu les mini-sommets en particulier sur le vêtement, la chaussure et le textile — il avait été, l'an dernier, décidé, dans ce qu'on avait appelé la fameuse chicane sur la taxe de vente, au niveau du Québec, de favoriser ces secteurs mous. Quand il a été question de la remise sur pied de cette taxe avec le nouveau budget, plusieurs des compagnies et personnes de mon secteur avaient demandé s'il était possible de la part du ministre de maintenir l'abolition de cette taxe.

Quand est arrivé le budget, je dois dire que c'est avec joie que, dans l'ensemble de mon comté, nous avons appris que le ministre avait décidé de maintenir l'abolition de la taxe sur les vêtements, les chaussures et l'ensemble des secteurs mous du cuir chez moi.

Je pense qu'il est important d'en faire mention, parce que les industriels pourraient s'asseoir sur leurs lauriers et dire: Maintenant, on a cette abolition qui nous permet de mieux rencontrer le



marché. Ils pourraient faire en sorte que, finalement, cela ne vaille rien, s'ils ne font pas l'effort de vraiment, par l'aide apportée à ces industries, rentabiliser leurs industries. Dans son discours, le ministre le faisait aussi en termes d'appel, dans les trois ans à venir, à l'ensemble de ces industries, de devenir concurrentielles dans le marché futur, sans les aides du ministère.

Chez moi, il y a des compagnies, des industriels qui ont fait des demandes, dans le cadre de programmes gouvernementaux, d'aide à ces industries afin qu'elles soient concurrentielles sur le marché. Le ministre des Finances disait que l'aide apportée à ces industries devrait faire en sorte qu'au bout de trois ans elles puissent vraiment aider le marché. Bien entendu, nous ne demandons pas qu'elles fassent concurrence aux pays du Tiers-Monde qui, dans certains cas, réussissent à vendre sur le marché québécois des marchandises à un coût minime par rapport aux marchandises fabriquées au Québec, aux États-Unis ou ailleurs, dans des pays qui, au point de vue des structures économiques, sont semblables au Québec.

Un autre sujet important pour les gens de plusieurs secteurs de mon comté, c'est ce dont nous avons commencé à discuter hier, la loi 1, c'est-à-dire le supplément de revenu pour les travailleurs. Je profite de la circonstance pour dénoncer, quant à ceux qui profiteront de ce supplément de revenu pour les travailleurs, cette mentalité qu'ont les gens en regard des assistés sociaux ou des gens sur l'assurance-chômage à l'effet que ce sont des paresseux, des gens qui ne veulent pas travailler. Cette incitation au travail faite par cette politique de supplément de revenu pour les travailleurs répond à une demande souvent faite par les gens qui, par leurs impôts, essaient, par les sommes d'argent versées à l'aide sociale ou à l'assurance-chômage, de venir en aide à ceux qui ont de la difficulté. Il ne faut pas considérer que tous ceux qui sont sur l'aide sociale ou sur l'assurance-chômage, comme la rumeur publique le dit souvent, sont des fainéants, des paresseux et des gens qui ne veulent rien faire pour se sortir de ces difficultés. Nous en rencontrons dans nos bureaux de comté. Ces gens savent que cette incitation au travail, pour eux, est un apport important. Cette incitation au travail, découlant du supplément de revenu aux travailleurs, est donc primordiale.

Nous rencontrons un autre groupe de personnes dans nos bureaux de comté — le discours sur le budget y répond aussi — les jeunes. On accuse souvent le gouvernement de ne pas créer d'emplois, de ne pas permettre à ces jeunes d'entrer sur le marché du travail. On oublie souvent quelque chose; on demande à ceux qui sortent des universités ou du secteur cégepien d'avoir de l'expérience. C'est un peu comme une roue qui tourne. On leur demande de l'expérience pour commencer à travailler. Au bout de la course, ne pouvant trouver de l'emploi, ils ne peuvent pas prendre de l'expérience et, finalement, ils se retrouvent entre deux chaises, si on peut dire. L'aide prévue — on verra comment elle s'imbriquera

dans les politiques gouvernementales — de \$20 millions additionnels pour permettre à ces jeunes d'entrer sur le marché du travail pourra, à mon avis, régler le problème de plusieurs de ces jeunes de trouver de l'emploi et de pouvoir y demeurer. Même si l'expérience s'acquiert par l'habitude des choses faites, elle ne peut s'acquérir, c'est bien évident et tout le monde en est conscient, sur les bancs d'école.

(11 heures)

Une autre rumeur publique veut que les gens profitent de l'aide sociale en essayant de trouver les lacunes de la loi pour y vivre en se sentant bien à l'aise. Les gens ont l'impression que parce qu'ils sont bénéficiaires de l'aide sociale — je ne dis pas que ce sont les bénéficiaires de l'aide sociale qui disent cela, ce sont les gens qui paient les impôts pour qu'ils puissent bénéficier de l'aide sociale — ils profitent de l'aide sociale. Ce n'est pas un cadeau d'être obligé de recevoir l'aide sociale. L'article 12 de la loi, qui n'est pas appliqué — comme disait le ministre — à des gens qui pourraient trouver de l'emploi mais qui ne le veulent pas, s'il était appliqué pourrait permettre, avec l'incitation du supplément au revenu de travail, de faire en sorte que des gens qui sont actuellement bénéficiaires de l'aide sociale en sortent et les sommes pourraient être mieux utilisées.

Pour les personnes âgées, une politique qui a été mise de l'avant par le gouvernement depuis que nous sommes au pouvoir, davantage axée sur les soins à domicile, dans bien des milieux cependant a été mal — et là, je pèse mes mots — utilisée. Les CRSSS qui avaient pour mission d'utiliser pour les personnes âgées les sommes disponibles pour les soins à domicile, dans bien des cas, ont utilisé ces sommes non pas pour rendre des services aux personnes âgées, mais pour se donner du personnel qui leur manquait, c'est-à-dire pour le bureau administratif. Le ministre, cette année, ajoute aux soins à domicile mais met aussi des conditions. On voit ce que cela donne dans nos milieux actuellement. Des organismes bénévoles qui sont prêts à donner de leur temps, de leur énergie pour faire profiter au maximum les sommes prévues pour les soins à domicile ont actuellement des réunions avec les CRSSS pour voir à ce que les sommes — et là, je fais appel à tout le monde, que ce soit au niveau des CRSSS, au niveau des CLSC, au niveau des organismes bénévoles — disponibles pour les soins à domicile pour les personnes âgées soient vraiment utilisées pour les soins à domicile et non pour combler des besoins administratifs d'organismes. Ces gens se réunissent pour essayer de partager les sommes pour donner les services aux personnes âgées.

Une des mesures qui, je pense, pourrait être importante là-dedans, c'est que les CRSSS pourraient avoir accès à la portion qui leur revient à condition d'avoir vraiment placé l'argent pour les soins à domicile dans les organismes bénévoles.

La réforme fiscale au niveau des municipalités. Il y a un point sur lequel, je pense, il est important d'appuyer et de porter son attention.

Dans les rencontres que j'ai eues avec les gens de mon milieu, les journalistes et les personnes qui posaient les questions sur la réforme fiscale, une des choses qui, à mon avis, n'est pas assez ressortie et qui vaut la peine d'être mentionnée, c'est le crédit d'impôt foncier. On connaît les sommes qui sont retournées aux personnes âgées à leur demande, au niveau des taxes scolaires qu'elles ont à payer. Nous connaissons, au niveau des cultivateurs, à la suite de la réforme de la loi 90, la même chose; des sommes leur sont retournées parce qu'on dit souvent que la terre est leur outil. Au niveau des petits propriétaires et des locataires, des sommes leur seront retournées, à partir de l'année en cours, grâce au crédit d'impôt foncier. Dans l'ensemble de la réforme de la fiscalité municipale, les municipalités pourront aller dans le champ entier de l'impôt scolaire actuel, à partir de 1980. Elles ne seront pas obligées d'aller dans l'ensemble du champ; elles pourront y aller. Des exemples dans les municipalités de chez nous indiquent que, dans la municipalité de Grand-Mère, par exemple, c'est près de \$250 000 que la municipalité pourra aller chercher en taxe supplémentaire au niveau du champ d'impôt scolaire total. C'est-à-dire que si elle n'y va pas et qu'elle veut garder le budget de cette année, elle n'aura qu'à aller chercher \$0.74 du montant actuellement payé dans l'impôt scolaire. Tout ce qu'elle ira chercher additionnellement pourra lui permettre d'avoir des sommes supplémentaires.

Mais la personne qui, elle, paie des taxes, qui les paie actuellement au niveau municipal et au niveau scolaire, n'aura maintenant qu'à payer un seul compte au niveau municipal, mais, en plus, elle pourra aller chercher un crédit d'impôt foncier, ce qui touchera près de deux millions de Québécois. Je pense que c'est important de bien saisir, au niveau des personnes, ce que cela veut dire, le crédit d'impôt foncier. Pour un salaire de \$7000, une personne imposée comme célibataire pourra recevoir un crédit d'impôt foncier de \$109 pour l'année 1979 et de \$118 pour l'année 1980. Prenons la même table au niveau de l'impôt, c'est-à-dire \$7000 de revenu, mais pour une personne mariée. Cette personne aura un crédit d'impôt de \$163 en 1979 et de \$179 en 1980. Ce crédit d'impôt foncier vient donc en aide à ce qu'on appelle les locataires, mais aussi aux petits propriétaires. Comme je le disais tout à l'heure, cela touche tout près de deux millions de Québécois, 1 072 000 locataires et 928 000 propriétaires.

Donc, quand on regarde cette réforme du régime fiscal au niveau des municipalités, je prendrai l'exemple d'une autre municipalité dans mon comté, la municipalité de Grandes-Piles qui, avec la réforme de la fiscalité, pourra même réduire sa taxe municipale au niveau scolaire. Ce qui est important aussi — et cela, le ministre le disait à l'intérieur de son discours sur le budget — c'est que, avec les responsabilités nouvelles données soit aux conseils de comté renouvelés, soit aux municipalités, sera accordée aussi une source de financement équivalente. Quand on a parlé au

niveau des municipalités de leur donner la responsabilité, on leur a dit: Vous aurez des responsabilités additionnelles, mais aussi vous aurez les sources de revenus additionnelles, de telle sorte que les municipalités ne seront plus obligées de venir, comme on dit, quémander à Québec des sommes d'argent pour être capables de se donner des services additionnels. Oui, ce qu'on appelle les pèlerinages à Québec.

Dans un autre secteur qui peut être important pour mon comté — j'ai hâte et plusieurs personnes dans mon comté ont hâte que cette loi puisse vraiment voir le jour — il y a le crédit touristique. Quand on parle de la région de Parent ou qu'on parle de la région de La Tuque ou de la Basse-Mauricie, quand on parle du Festival western de Saint-Tite, cela dit quelque chose aux gens. Ce crédit touristique est donc une chose importante, que ce soit pour les pourvoyeurs en forêt — que j'appelle dans mon langage les hôteliers de la forêt — que l'on parle des organismes qui reçoivent les touristes — je parle de La Tuque en particulier où l'ouverture de la forêt a apporté davantage de tourisme l'an dernier — je pense que cette loi du crédit touristique sera d'une très grande importance. Je suis assuré que l'Assemblée nationale considérera avec attention cette loi du crédit touristique. On me dit à ma gauche que ce n'est pas seulement dans mon comté que le crédit touristique aura une importance. Je sais que, dans le coin de Kamouraska-Témiscouata, il a aussi son importance. Quant à moi, il y a une dernière chose que je voudrais ajouter avant de quitter, c'est la dévaluation du dollar.

**Une Voix:** Il s'en va?

**M. Jolivet:** Je ne quitterai pas l'Assemblée nationale, soyez-en assurés.

**Une Voix:** Bravo!

**M. Jolivet:** Je veux dire quitter le discours.

**Une Voix:** Une autre élection partielle.

**M. Jolivet:** Non, non. On ne vous donnera pas cette chance. On va le garder pour nous.  
(11 h 10)

**Une Voix:** On va aller voir...

**M. Jolivet:** La dévaluation du dollar. Je me souviens, au lendemain des élections de 1976, des rumeurs qui avaient circulé sur la dévaluation du dollar: c'était le PQ qui était responsable avec son élection. Je me souviens de cela parce que l'actuel ministre des Finances fédéral, qui — comme je le disais tout à l'heure — est mon député au niveau d'une partie de mon comté, le comté de Saint-Maurice qu'on appelle, au fédéral, avait crié sur tous les toits que la dévaluation du dollar en 1973 — il l'avait crié parce qu'il était venu faire campagne contre nous autres dans notre comté, il l'a fait en 1976...

**Une Voix:** Ce n'est pas chrétien!

**M. Jolivet:** Il avait parlé de la dévaluation du dollar comme étant une catastrophe. Cette dévaluation du dollar faisait en sorte que, dans l'ensemble du Canada, le dollar était dévalué à cause de l'élection du PQ. Je me souviens d'une personne âgée qui me disait, après l'élection ontarienne où on s'attendait à avoir un gouvernement majoritaire; on a eu un gouvernement qui était très en difficulté au niveau du vote: Parce qu'on s'attendait d'avoir un gouvernement majoritaire en Ontario, et parce qu'il y avait un gouvernement minoritaire, finalement le dollar était dévalué en conséquence. La même chose quand il y a eu le tout dernier changement, il y a quelques jours, à l'Île-du-Prince-Édouard, comme il y a eu, en Nouvelle Écosse, un changement de gouvernement entre les bleus et les rouges au fédéral, on n'a jamais entendu parler qu'il y avait une dévaluation du dollar. Pourquoi le gouvernement du Parti québécois qui arrive amène-t-il une dévaluation du dollar? A l'époque, c'était la pire catastrophe qu'on pouvait avoir. La personne de 72 ans me dit: M. Jolivet, il y a deux choses; ou c'est vrai ou ce n'est pas vrai. Si c'est vrai, c'est que le Québec a certainement une importance dans l'ensemble de l'économie canadienne, parce que ce n'est pas le dollar québécois qui a baissé; c'est le dollar canadien. Si ce n'est pas vrai, c'est parce qu'ils veulent nous faire peur. Dans l'année qui vient de s'écouler, au fédéral on a parlé de la dévaluation du dollar. Le même ministre qui, en 1973 et en 1970, est venu dire dans mon comté que si le dollar était dévalué et s'il avait des difficultés, cela n'aurait pas de maudit bon sens. J'emploie encore le même terme que le député de Mont-Royal a employé tout à l'heure; cela n'a pas de maudit bon sens...

**M. Ciaccia:** Mme la Présidente, je ne peux pas laisser passer cela. Je n'ai pas utilisé ce terme. J'ai cité le ministre des Finances qui a utilisé ce terme. Il y a une différence.

**M. Jolivet:** C'est vrai que c'est une citation. Je m'en excuse, M. le député.

**M. Ciaccia:** Il y a une grande différence.

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Jolivet:** Je ne retirerai pas ce terme quand même. Pour vous dire que cela a été bénéfique, les compagnies de pâtes et papiers, chez moi, dans mon comté, que ce soit à La Tuque, à Grand-Mère ou à Shawinigan, dans le comté voisin, s'acheminent vers des années importantes au niveau de l'exportation de leur papier journal. Le ministre fédéral dit: C'est bon pour l'économie puisque cela nous permet de meilleures exportations. Il faudrait s'entendre. Au moment où le PQ entre au pouvoir, vous avez remarqué que le dollar canadien a baissé. On a accusé le Parti québécois. Le référendum s'en vient. Avez-vous remarqué que le dollar augmente? Posez-vous la question? Qu'est-ce qui se passe?

**Une Voix:** ...

**M. Jolivet:** Oui, peut-être que c'est la faute du PQ, encore une fois.

**Une Voix:** Le "PQuiou".

**M. Jolivet:** Donc, pour vous dire qu'on peut faire jouer autour de la Brink's. Cela me faisait un peu penser à ce que le député de Lotbinière, le chef de l'Union Nationale, disait hier: C'est quasiment vouloir faire encore un autre coup de la Brink's avec l'argent qui part du Québec parce que les gens, à la frontière du Québec, vont pouvoir aller en Ontario pour l'argent qu'ils ne pourront plus maintenant, semblerait-il, conserver au Québec parce qu'on taxe davantage au niveau des successions et ces choses-là.

Dans ma parenté, il y a des gens qui ont vécu à la frontière de l'Alberta ou de la Saskatchewan; là-bas, la base militaire s'appelait Alsask. Les gens n'avaient pas de taxe à payer en Alberta et il n'y en a pas plus encore au niveau de l'achat et de la taxe de vente. Pensez-vous que les gens qui restaient à la frontière se sont emberlificotés, comme on dit, des difficultés pour l'Alberta ou pour la province voisine? Voyons donc! Ce sont des choses qu'on veut faire croire au monde, des peurs qui ne sont pas réelles. Quand cela coûte plus cher en automobile pour aller acheter de l'autre côté, on achète chez nous et on le garde chez nous. C'est plutôt d'une façon positive qu'on doit regarder l'ensemble de l'évolution du Québec et non pas de façon négative.

C'est sur ces mots, Mme la Présidente, que je laisse la place à un autre pour un discours sur le discours sur le budget.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Fernand Lalonde**

**M. Lalonde:** Mme la Présidente, il est d'usage au début d'une intervention dans le cadre du débat sur le discours du budget de saluer ses électeurs et c'est avec plaisir que je salue les miens, les citoyens de la ville de LaSalle, du comté de Marguerite-Bourgeoys.

A substantial portion of my constituents have the English language as their mother tongue and I wish to extend to them my best regards and the promise of being a good member to represent all Canadian citizens living in LaSalle and I promise to them that under a liberal government, at the next general election, nobody will ever be a second class citizen ever, and this is a formal promise that we make.

Mme la Présidente, c'est donc l'occasion pour un député de réitérer ses promesses, réitérer son engagement politique à l'égard des électeurs et des électrices de son comté, qui suivent, d'ailleurs, nos débats depuis quelques mois à la télévision, et je le fais avec plaisir.

Mme la Présidente, la ville de LaSalle est le comté de Marguerite-Bourgeoys. C'est une ville de travailleurs, une ville jeune qui a une population d'environ 77 000 personnes actuellement; ce n'est donc pas une petite ville. C'est une ville qui, en plus de cela, est dans le cœur même de l'île de Montréal, entourée de la ville tricentenaire de Lachine et de la ville centenaire de Verdun; toute jeune entre ces deux doyennes, la ville de LaSalle est constituée d'une population de travailleurs, est très industrialisée et est donc, au plus haut point, intéressée au budget que peut présenter un gouvernement d'année en année.

Mais, nous avons un problème particulier à la ville LaSalle que je voudrais soulever ici. Lors de l'annonce par l'ancien ministre des Affaires sociales, le député actuel de Saint-Laurent, au printemps 1976, d'un plan de construction de divers centres d'accueil pour personnes âgées, il avait été décidé qu'à la ville LaSalle, où il n'y a aucun centre d'accueil actuellement, aucune infrastructure particulière pour prendre soin des personnes âgées, il y aurait un centre d'accueil de 300 lits dont 100 construits immédiatement et 200 dans une période ultérieure de quelques années.

La construction devait débiter en décembre 1976. Cela avait été annoncé en avril, non pendant la période électorale. En avril 1976, cela avait été annoncé; le terrain est acheté depuis des années; les plans sont en confection et on doit commencer la construction en décembre 1976. Or, la première chose que le nouveau gouvernement péquiste fait en arrivant au pouvoir, c'est de suspendre la construction de tout centre d'accueil pour s'imposer une réflexion nouvelle. Je ne pense pas qu'on doive reprocher immédiatement d'emblée à un nouveau gouvernement de faire le point sur des dossiers importants. A ce moment-là, comme tous les autres membres de cette Assemblée qui, même des deux côtés, avaient des projets qui étaient en marche ou en voie de préparation chez eux, nous avons fait preuve de patience et nous avons attendu que le ministre complète sa réflexion.

(11 h 20)

Or, dans la ville de LaSalle, nous croyons que la réflexion du ministre a pris trop de temps. Je vais vous citer une partie d'une lettre de M. Jean-Guy Bonnier, président du Centre d'accueil de LaSalle, adressée au ministre Denis Lazure, le 12 juin 1978. A ce moment, cela fait déjà un an et demi que ce gouvernement est au pouvoir. Il dit ceci, entre autres: Les délais indus qu'a eu à subir le projet d'un centre d'accueil pour personnes âgées à LaSalle sont actuellement une farce pour plusieurs, mais ils constituent un drame pour les personnes âgées qui attendent. A peu près à la même époque, lors de l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales, le 5 juin 1978, le ministre, en réponse à une question du député libéral de Saint-Laurent, avoue que le projet de 300 lits est réduit à 200 seulement et il avoue que les 100 autres lits seront prévus pour ailleurs. La question du député de Saint-Laurent était très claire. Je la cite:

M. Forget: J'imagine que les autres 100 lits sont prévus pour ailleurs.

M. Lazure: Oui.

Alors, on ne dit pas où ils sont rendus, par exemple, les 100 lits.

Mais ce qui est clair, c'est que la population de LaSalle, de près de 80 000 habitants, qui n'a aucun centre d'accueil pour personnes âgées, a perdu 100 lits. Tout d'abord, première conséquence de l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir. Deuxième conséquence: un centre d'accueil dont la construction devait commencer en décembre 1976 n'est pas commencée au moment où je vous parle, Mme la Présidente, en ce 25 avril 1979. Je pense qu'il s'agit d'un abus de pouvoir. Au nom de tous les citoyens de la ville de LaSalle, et en particulier des personnes âgées, je m'élève contre cette inaction de la part du ministre des Affaires sociales, de son ministère. Il faut que les retards, les délais arrêtent, cessent actuellement et que la construction commence dans les plus brefs délais. Il arrive, à un moment donné, Mme la Présidente, qu'une population perde confiance même en ses institutions, parce qu'il ne s'agit plus de savoir si elle a perdu confiance en ce gouvernement, c'est déjà fait. Cela se remplace un gouvernement. Oui, LaSalle — venez à LaSalle, vous allez voir — la confiance, il n'y a aucun doute... D'ailleurs, je vous parlerai de Jean-Talon tantôt. Mme la Présidente, la perte de confiance dans ce gouvernement de la part des citoyens de Marguerite-Bourgeoys, ce n'est pas tellement grave. C'est déjà fait, un gouvernement cela se remplace.

Mais il y va de la crédibilité de nos institutions. Lorsqu'un ministère comme le ministère des Affaires sociales traite avec autant de hauteur une population entière, c'est sur les institutions, à un moment donné, que les citoyens commencent à se poser des questions. Je demande au ministre des Affaires sociales de donner suite immédiatement à ce projet de centre d'accueil, de mettre fin aux tergiversations des fonctionnaires qui changent une petite fenêtre ici, un petit coin là. Cela presse, il faut que cela commence; la pelletée de terre, c'est pour maintenant. C'est cela le message des citoyens de la ville de LaSalle au ministre.

Mme la Présidente, ce n'est pas seulement ce problème qui préoccupe les gens de mon comté. Ils sont préoccupés, comme les électeurs de Jean-Talon, par le chômage, la menace du chômage, la stagnation économique, l'incertitude politique que la présence de ce gouvernement perpétue dans notre climat.

Je voudrais vous parler pendant quelques instants du séparatisme de ce gouvernement. On a bouclé la boucle, Mme la Présidente. On est passé du séparatisme à l'indépendance, à la souveraineté, à la souveraineté-association et on est revenu à la séparation pure et simple avec le document "D'égal à égal", même si le premier ministre avait fait des grands sparages, des pirouettes de haute voltige en octobre dernier pour nous dire que souveraineté-association, c'était en un seul mot que l'un ne va pas sans l'autre.

Malgré tout cela, le document "D'égal à égal", dont on a fait état avec tant de parade ici, le dit bien clairement et le leader du gouvernement l'a dit à des journalistes étrangers. Vous savez, Mme

la Présidente, quand on parle à un journaliste étranger, on dit: Ecoutez, cela va être pour les autres, on peut leur dire la vérité. Cela va être publié loin, nos autochtones ici ne liront pas cela; on peut bien leur dire la vérité: c'est l'indépendance.

L'association, qu'est-ce que cela fait là-dedans? Cela fait drôle souveraineté-association, cela a l'air contradictoire. Pourquoi, M. le leader du gouvernement, vous obstinez-vous à mettre l'association là-dedans? C'est la tactique, Mme la Présidente. On peut le dire aux journalistes étrangers, parce qu'ici on ne lit pas les journaux étrangers. On en est revenu à la séparation. Les centaines d'électeurs de Jean-Talon que j'ai vus personnellement depuis des semaines en faisant du porte-à-porte et que mes collègues ont rencontrés, ont comme une de leurs principales préoccupations le séparatisme de ce gouvernement.

On dit dans les sondages — c'est assez évident aussi, mais cela dépend un peu des questions qui sont posées — que les gens ne savent pas trop trop ce que cela veut dire souveraineté-association. C'est exact, les gens ne savent pas pourquoi, parce que le gouvernement entretient très savamment la confusion là-dessus. A un moment donné, le premier ministre dit quelque chose; le lendemain, c'est le conseil exécutif du parti qui dit autre chose. Tout le monde est mêlé. Je t'embrouille, deux plus deux, cela fait cinq. Alors, tout le monde se pose des questions et c'est cela qu'on veut dans ce gouvernement. On ne veut pas des réponses, on veut des questions.

J'aimerais bien que les sondeurs aillent dans Jean-Talon faire du porte-à-porte, comme on fait nous, tous les députés libéraux, depuis plusieurs semaines. Je vous assure que les électeurs et les électrices, plus particulièrement de Jean-Talon, savent ce que cela veut dire, la souveraineté-association, savent ce que cela veut dire, le Parti québécois; ils savent que c'est la séparation. Ils savent cela, c'est très clair.

**M. Bertrand:** Question de règlement.

**La Vice-Présidente:** Sur une question de règlement, M. le député de Vanier.

**M. Bertrand:** Je vous demande, Mme la Présidente, une directive. Je ne veux certainement pas empêcher le député de Marguerite-Bourgeoys, loin de là, de continuer sur ce sujet de la souveraineté-association, mais dans la mesure où vous admettez que cela puisse se faire dans le cadre du discours sur le budget, car, ayant à prendre la parole après le député de Marguerite-Bourgeoys, j'aimerais bien aussi bénéficier de la même latitude, de la même marge de manoeuvre pour traiter de ce sujet.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Vanier, je n'ai pas à vous faire la démonstration que nous devons nous en tenir à l'article 127 du règlement quant au discours sur le budget. Ceci donne la latitude d'intervenir sur quelque sujet que ce soit.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Merci, Mme la Présidente, d'avoir protégé mes droits et privilèges. Il n'y a rien de plus important actuellement, je pense, pour une bonne portion des électeurs du Québec, ceux de Jean-Talon en particulier, que l'élection partielle actuelle et que le séparatisme. C'est très important.

J'aimerais que ceux qui font des sondages, comme je le disais tantôt, fassent du porte-à-porte. Il n'y a pas de problème à savoir ce qu'est le Parti québécois, quelle est l'option constitutionnelle de la candidate Mme Beaudoin du Parti québécois; c'est le séparatisme. C'est dommage, quand bien même le député de Vanier ferait des grimaces, que voulez-vous que je vous dise, c'est la vérité! On sait qu'en votant pour le Parti québécois on vote pour la séparation. Or, il n'y a pas de place dans la province de Québec, je pense, qui est plus antiséparatiste, antiséparation que le comté de Jean-Talon. Des gens qui ont une expérience de la vie bien sentie et qui savent que la séparation ne nous mène nulle part.

(11 h 30)

Donc les électeurs et les électrices de Jean-Talon, je vous le dis, Mme la Présidente, vont voter contre le Parti québécois, parce qu'ils ne veulent pas se séparer. Ils savent que si la candidate du Parti québécois est élue, cela va être un battage de publicité, le départ du référendum et ils ne veulent pas que cela serve de symbole à ce gouvernement de symbole, d'image, de battage publicitaire et de propagande politique. Ils n'en veulent pas, ils en ont eu plein le dos depuis deux ans.

Une préoccupation, pour ceux qui ont choisi le Québec et le Canada comme nous, est celle de ne pas diviser leur vote. Ils ne veulent pas diviser leur vote entre les tiers partis. Apparemment, il y en a dans l'élection et ils sont bien conscients qu'un vote pour l'Union Nationale est un vote pour le Parti québécois dans cette élection partielle. Ils savent que la signification de l'élection partielle dépasse de beaucoup le choix d'un député parce que les candidats me semblent avoir chacun ou chacune des qualités, des talents, etc. qui pourraient leur permettre la participation au débat politique.

Donc, il n'en va pas de la valeur personnelle des candidats. Mais les citoyens de Jean-Talon sont fort conscients de l'importance de cette élection partielle, de la signification qui dépasse le simple choix d'un député parce qu'ils savent que ce gouvernement de parade, de propagande politique va prendre tout dans leur vote pour en faire une signification autre. Ils savent que la candidate péquiste est séparatiste. Que voulez-vous? Elle essaie de le cacher. Cela a réussi pour le Parti québécois en 1976, à la faveur d'un tour de passe-passe, mais cela ne réussira pas cette fois-ci. Les gens de Jean-Talon sont plus vigilants que cela.

La deuxième préoccupation que j'ai constatée dans le porte à porte des centaines de personnes que j'ai rencontrées est de ne pas diviser le vote, de voter pour Jean-Claude Rivest, le candidat libéral.

La troisième préoccupation, aussi importante, celle-là, est la grève des autobus, la grève du transport en commun à Québec. Les gens ne comprennent pas comment il se fait que ce gouvernement, qui a fait la leçon à tout le monde jusqu'à il y a deux ans sur les grèves et en particulier sur les grèves dans le secteur public, dans les services publics, ne fait rien. On entend les babillages du caucus québécois, du petit caucus des députés péquistes de la région de Québec, on entend leur petite "sauterie" de temps en temps et leurs petites protestations à haute voix, mais on veut plus que cela. Il y a plein de personnes âgées, dans le comté de Jean-Talon, qui sont obligées de rester à la maison, qui ne peuvent pas prendre l'autobus pour aller aux simples loisirs que leur permet leur état. C'est à cause, justement, du manque de transport en commun.

Quand le député de Vanier, le président, va-t-il nous expliquer cela? Comment, le président du caucus du Parti québécois, va-t-il nous expliquer cela? J'ai hâte qu'il nous explique comment il se fait que depuis trois mois le gouvernement ne fait rien. Nous avons suggéré la nomination d'un médiateur déjà le 1er mars. Le caucus du Parti québécois l'a découvert il y a quelques jours. Imaginez-vous, il a inventé cela il y a quelques jours! Cela fait deux mois qu'on somme le gouvernement de nommer un médiateur dans ce conflit pour faire cesser cette prise en otage de la population. Je ne fais pas de jugement de valeur sur la grève ou sur la position patronale ou syndicale, non, ce n'est pas à nous de le faire ici, c'est au gouvernement de prendre position, de s'impliquer et de régler ce problème qui est une des préoccupations importantes, en particulier pour les électeurs de Jean-Talon.

Vous le savez, tout le monde le sait, dans Jean-Talon, il y a beaucoup de personnes âgées. Ces personnes âgées sont littéralement prises en otage par le gouvernement qui se ferme les yeux, qui ne veut pas s'impliquer dans une grève qu'on ne devrait pas avoir, d'ailleurs, avec un bon gouvernement péquiste. On ne devrait pas avoir ça, des grèves. Le bon climat social devait demeurer tout le temps. On ne devait pas avoir de grève, surtout dans le secteur public. Là, on en a une et le gouvernement joue à l'autruche. Il se met la tête dans le sable et dit: Il n'y a pas de grève. Oui, il y a une grève. Allez faire du porte à porte, M. le Président! Pas vous, mais enfin... J'ai fait du porte à porte et c'est évident que la population reproche au gouvernement et reproche naturellement au Parti québécois et à sa candidate l'inaction du gouvernement dans la grève des autobus. La leçon va être dure à apprendre.

Il y a un autre aspect de ce budget que je déplore, qui n'a peut-être pas été mentionné souvent dans le débat actuel. C'est l'absence totale de politique concernant le rapport du Conseil du statut de la femme. Ce rapport, "Égalité et Indépendance", publié avec beaucoup de gestes par le gouvernement, du moins Mme le ministre responsable du Conseil du statut de la femme,

aurait été entièrement d'accord avec le rapport. Elle nous avait promis, en novembre dernier, une décision du Conseil des ministres; tout ce qu'on a eu, en janvier, c'est la formation d'un petit comité. On a entouré Mme le ministre de deux hommes, deux ministres. Je ne sais pas pourquoi, est-ce qu'on craint qu'elle ne puisse pas mener à bien sa mission sans homme? C'est déjà, il me semble, faire insulte, faire injure à Mme le ministre. C'est tout ce qu'on a.

J'avais posé une question au ministre des Finances avant le budget, à savoir: Est-ce qu'il accepterait la recommandation tout à fait particulière concernant la réforme fiscale faite par le Conseil du statut de la femme? M. le ministre s'est voilé derrière la confidentialité conventionnelle et traditionnelle du ministre du budget. Je ne peux commencer à converser ici, dit-il, des décisions que je prends lors de mon budget. Il s'est caché derrière cette tradition que le ministre des Finances ne peut pas dévoiler même le iota d'un commencement de décision budgétaire. Je me suis très gracieusement plié à cette attitude du ministre des Finances et j'ai attendu le discours du budget. Je l'ai lu, je l'ai relu, je n'ai pas trouvé le mot "femme" une seule fois, ou peut-être une fois. Il aurait pu prendre une décision concernant la recommandation de la réforme fiscale sans prononcer le mot "femme" possiblement mais il n'y a absolument rien dans le discours du budget sur cette suggestion, cette recommandation du Conseil du statut de la femme qui est centrale.

Pourtant, le gouvernement nous a promis une acceptation globale. Le gouvernement, vous me direz, interrogativement? Peut-être pas. Mme le ministre, elle, nous a promis une acceptation globale. Est-ce qu'elle va devoir encore menacer de démissionner pour que le Conseil des ministres la suive dans cette politique? Je l'ignore. On sait une chose, c'est que c'est le ministre des Finances qui était le méchant garçon qui ralentissait, qui empêchait Mme le ministre responsable du Conseil du statut de la femme d'annoncer des décisions concernant la politique féminine du gouvernement. Or, le ministre des Finances a manqué une excellente chance dans son discours sur le budget de débloquent cette question. Et la déception du Conseil du statut de la femme est évidente. Elle est encore discrète. Il me semble que Mme la présidente du Conseil du statut de la femme ait une confiance en ce gouvernement. Naturellement, le Conseil du statut de la femme étant un organisme gouvernemental ou, enfin, paragouvernemental, on ne peut pas le lui reprocher. Mais je lui dis que nous allons, de l'Opposition, faire preuve de vigilance, à savoir comment le Conseil du statut de la femme va se tenir debout devant le gouvernement. Nous allons voir à ce que son rapport soit traité comme il le mérite par le gouvernement et non pas simplement par la nomination de comités et par des absences totales dans le discours du budget, qui est la décision gouvernementale la plus importante — on le sait — dans l'année.

(11 h 40)

M. le Président, ce sont donc ces principaux points que je voulais porter à l'attention de l'Assemblée et de la population. Il y a tellement de déceptions à la suite de ce budget qui témoigne de l'impossibilité de ce gouvernement de gouverner au profit de toute la population! Mais impossibilité, pour ce gouvernement, pour quelle raison? A cause de sa propre turpitude. Ce gouvernement est emprisonné dans son dilemme. Il propose l'indépendance. Il impose l'incertitude politique, donc, par voie de conséquence, l'incertitude économique. Il voit la population diminuer. Il voit fuir les investissements privés. Il voit le chômage augmenter. Il voit la monnaie tomber. Pourtant, il maintient son option indépendantiste. C'est suicidaire. Naturellement, si ce n'était que le gouvernement qui se suicidait, vous ne m'en verriez pas tellement peiné; malheureusement, c'est toute la population qui va souffrir de la présence de ce gouvernement séparatiste qui ne recherche qu'une chose.

La seule idée qui réunit ce gouvernement, c'est l'indépendance. C'est le seul commun dénominateur de tous les membres de ce cabinet. Enlevez l'indépendance et là, on a une agglomération de vedettes de diverses tendances. La séparation est l'inspiration quotidienne de tous leurs gestes, de tous leurs silences, de tous leurs mensonges, de toutes leurs demi-vérités. C'est la seule chose à laquelle ils pensent le matin en se levant, le soir en se couchant, et entre les deux aussi. C'est la seule chose qui est l'inspiration de ce gouvernement. Cela transperce, cela commence à transpercer. Oh! c'est important, la publicité, parce que cela semble masquer tout cela. La publicité, est-ce qu'on peut en parler? La publicité est un instrument dont se sert ce gouvernement pour masquer, avec beaucoup de finesse et de raffinement, la véritable inspiration de ce gouvernement. Ce Parti québécois nous avait enlevé même nos symboles, même notre drapeau. Il s'est approprié cela, oui, avec un petit sourire. On l'a repris. Cela appartient à tous les Québécois, le drapeau.

M. le Président, ce budget témoigne donc de l'incapacité de ce gouvernement de donner l'impulsion nécessaire au Québec pour réduire le chômage, faire face à l'inflation, créer des emplois. Les 70 000 emplois que le ministre d'Etat au développement économique, qui est là devant moi, doit livrer aux Québécois annuellement pendant cinq ans, où ira-t-il les chercher? Pas au gouvernement. Son voisin, le ministre des Finances, vient de dire qu'il y aura moins de "jobs" au gouvernement. Donc, il reste le secteur privé. Or, le secteur privé, il faut quand même le traiter honnêtement. Il faut arrêter de parler de bandits, de traîtres. Vous l'avez fait. Oui, des membres de ce gouvernement ont dit cela. Je sais que le ministre d'Etat au développement économique est en train de faire une petite manoeuvre de séduction, mais de courte durée. Que voulez-vous? Ce n'est pas lui qui prend les décisions. C'est le ministre des Finances. Il a beau faire des discours et aller leur dire: Vous êtes beaux, vous êtes fins, mais ensuite, il revient au bureau et le ministre des Finances lui

dit: On taxe. On taxe plus fort. C'est cela. Alors qu'a-t-il à dire? Le ministre d'Etat au développement économique est allé dire...

**Le Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys, je m'excuse de vous interrompre dans votre intervention comme cela, mais je vous rappelle que votre temps est expiré.

**M. Lalonde:** M. le Président, mon temps étant expiré, comme vous l'avez dit, je vais simplement conclure en disant que ce budget, sous le couvert d'une allure sérieuse et sévère, est l'aveu d'échec de ce gouvernement de donner aux Québécois un gouvernement fort, une économie forte, un chômage le plus bas possible. C'est un aveu d'échec dont les résultats commenceront à apparaître bientôt. Merci, M. le Président.

**Le Président:** Merci.  
M. le député de Vanier.

**M. Bertrand:** M. le Président...

**M. Brochu:** M. le Président...

**Le Président:** M. le député de Richmond.

**M. Brochu:** ... me permettez-vous une petite demande de directive?

**Le Président:** Oui.

**M. Brochu:** Je vous ferai remarquer que, depuis le début des travaux, ce matin à dix heures, il y a eu deux intervenants du côté du Parti québécois et deux intervenants du côté du Parti libéral. Maintenant, je pense qu'il serait logique que le député de Mégantic-Compton puisse intervenir.

**M. Bertrand:** M. le Président, là-dessus...

**Le Président:** M. le député de Vanier.

**M. Bertrand:** ... je suis tout à fait disposé à laisser le député de Mégantic-Compton parler avant moi, même si vous m'avez reconnu, dans la mesure où à 12 h 15, lorsque j'aurai normalement le droit de faire cette intervention, d'utiliser mon droit de parole, je puisse aller jusqu'à 12 h 45 pour faire en sorte qu'il y ait une certaine justice et que nos débats qui se terminent habituellement à 12 h 30, mais qui sont permis jusqu'à 13 heures par le règlement puissent se terminer à 12 h 45.

**M. Brochu:** M. le Président, cela nous fait plaisir de collaborer dans ce sens-là. Il n'y a pas de problème.

**Le Président:** M. le député de Saint-Louis.

**M. Blank:** M. le Président, nous du Parti libéral avons du travail à faire et, sachant qu'on finit toujours à 12 h 30 le mercredi, nous avons arrangé des rencontres, des caucus spéciaux pour aujourd'hui.

d'hui. Pour faire plaisir au député de Vanier, on ne peut pas à ce stade-ci, alors que tous les arrangements sont faits, donner notre consentement pour changer les coutumes de la Chambre.

**Le Président:** Juste un moment, s'il vous plaît! Je suis prêt à rendre une décision. Je dois vous signaler, M. le député de Saint-Louis, qu'il n'y a pas besoin de consentement en l'occurrence, parce que le règlement dit que les travaux vont jusqu'à 13 heures. C'est une entente qui a presque toujours existé depuis l'application du règlement sessionnel qu'on termine le mercredi généralement vers 12 h 30. Mais ce n'est pas impératif, parce que le règlement parle de 13 heures. Si quelqu'un ne veut pas continuer cette entente, la présidence est liée par la volonté du député de Vanier s'il veut continuer jusqu'à 12 h 45.

**M. Blank:** Je veux demander à la présidence comment on peut se fier à des consentements ou à des accords. On a conclu des accords avec le leader de la Chambre pour terminer à 12 h 30 le mercredi. On a pris des engagements et aujourd'hui c'est le député de Vanier qui veut changer cela. Est-ce qu'à l'avenir...

**M. Bertrand:** Ce ne sont pas des consentements.

**M. Blank:** ... chaque fois qu'on fait un accord avec le gouvernement, ce sera changé? Est-ce que c'est de cette façon que les travaux de la Chambre vont se poursuivre? Si on veut avoir la collaboration de l'Opposition officielle, on n'agira pas de cette façon-là.

**Le Président:** M. le député de Mégantic-Compton.

#### M. Fernand Grenier

**M. Grenier:** M. le Président, inutile de vous dire que je vais, ce matin, profiter de ce discours sur le budget pour vous donner de bonnes nouvelles du comté de Jean-Talon. Vous deviez vous y attendre et j'aime mieux être net et bien clair pour vous dire que c'est mon intention de profiter de cette période pour donner à la province, aux gens du Québec métropolitain principalement, des nouvelles qui peuvent intéresser un bon nombre de contribuables du Québec relativement aux élections complémentaires qui se tiennent présentement au Québec, soit dans le comté de Jean-Talon et dans le comté d'Argenteuil.

M. le Président, l'Union Nationale, qui se bat actuellement dans deux circonscriptions électorales du Québec pour faire valoir ses opinions, mène un excellent combat, m'informe-t-on, dans le comté d'Argenteuil et un excellent combat également dans le comté de Jean-Talon avec le frère du chef de l'Union Nationale, M. Grégoire Biron. Pas besoin de vous dire, M. le Président, également que les partis adverses, les deux que vous con-

naîsez bien, le Parti québécois et le Parti libéral, mènent aussi une lutte acharnée.

(11 h 50)

Conscient que le Parti québécois voudrait gagner des points dans ce comté, conscient que le parti de M. Ryan voudrait conserver cette circonscription qui appartenait jadis à l'ancien ministre des Finances et, bien sûr, conscient que l'Union Nationale dans ce comté veut également marquer des points, comme c'est le cas des deux autres formations politiques. C'est dans ce cadre que se font les élections dans Argenteuil et dans Jean-Talon. Tout le monde a les mêmes structures; tout le monde travaille bien; tout le monde parle d'informer les électeurs, les contribuables de ce comté sur sa pensée.

Quant à nous, pas besoin de vous dire que, dans ce comté où il y avait peu d'élections qui s'étaient faites depuis une dizaine d'années, nous avons dû planter des racines pendant les deux premières semaines. Aujourd'hui, l'équipe est joliment bien structurée et elle se compare agréablement à celle des autres formations. Comme le disais si bien notre ancien premier ministre: Plus je me regarde, plus je me déssole, et plus je me compare plus je me console.

Dans ce comté qui réservera des surprises aux électeurs lundi soir prochain, M. le Président, je vous engagerais à ne pas vous promettre dans votre comté afin d'être disponible pour suivre les résultats qui vont être passablement intéressants pour bon nombre d'électeurs de la région de Québec.

M. le Président, nous faisons quand même face à une drôle de campagne qui est faite ou bien par le Parti québécois ou bien par le Parti libéral. Quant à l'Union Nationale, nous avons notre formation politique que nous tentons de faire accepter par un plus grand nombre d'électeurs; nous avons notre chef que nous tentons de faire accepter par un plus grand nombre d'électeurs; nous avons notre programme et nous avons notre candidat. Quant à d'autres formations, on regarde aller les candidats dans le comté et on a l'impression que la candidate du Parti québécois tente de faire ignorer son parti. Je ne sais pas ce qui se passe dans la région de Québec mais la candidate tente de faire ignorer son parti. Partout, dans ce programme qui est distribué, à l'intérieur comme à l'extérieur, il n'est aucunement question du PQ. Je ne comprends pas cela. Je ne sais pas ce qui se passe. Pourtant, je vois votre collègue qui entre, Mme la Vice-Présidente, elle n'est pas Vice-Présidente de la Chambre cette personne et elle ne parle pas de son parti politique. Je me demande si elle a des choses à cacher. Cela n'a pas l'air populaire de parler du PQ dans Jean-Talon, alors on ne parle que de la candidate. Cela me rappelle un peu l'élection de 1966 quand on disait de l'Union Nationale, dans le temps: Ne parlez pas du parti; parlez des candidats seulement. On va surprendre le monde; on va faire élire des candidats et le parti sera au pouvoir. En somme, c'était cela. On donnait ce thème exactement comme ce



qui se passe dans le comté de Jean-Talon. La candidate parle de son programme, parle d'elle-même mais ne parle pas du Parti québécois. Cela n'a pas l'air bien fort.

Bien sûr qu'elle distribue des pamphlets. On en a eu un bon qui a été donné à la population. Si cela avait été l'Union Nationale qui avait fait cela, M. le Président, cela aurait été un scandale qui aurait pris les huit colonnes des journaux pendant pas mal de temps parce que, ayant dans sa poche de veste la date de l'élection, on a distribué dans le comté un pamphlet qui portait sur les personnes âgées...

**M. Clair:** Un dépliant.

**M. Grenier:** Non! Je l'ai demandé à l'Office de la langue. On appelle cela un pamphlet, cette forme-là. Il y a des dépliant. Cela en est un, mais ceci est un pamphlet; il faudrait vous dire cela, M. l'avocat. C'est la différence. J'ai vu une personne de l'Office de la langue, à votre emploi, M. le ministre; c'est elle qui m'a confirmé cela en faisant mon porte à porte. Je n'ai pas dit qu'elle était "PQuiou", par exemple.

**M. Landry:** Elle n'était pas au travail.

**M. Grenier:** Non plus, elle avait le droit de faire cela.

M. le Président, ayant dans ses poches la date de l'élection, elle distribuait un pamphlet qui arrivait après l'annonce des élections dans chacun des comtés. Pas besoin de vous dire que s'il avait fallu que ce soit l'Union Nationale qui fasse cela, c'est effrayant comment on aurait été pervers, épouvantable devant le public; mais, ce sont des PQ, pas de problèmes; les purs sont de ce côté de la Chambre. Cela s'accepte bien; cela va bien; c'est agréable.

Conférence sur Jeffery Hale; la candidate, par hasard, est à la conférence de presse. Trois gros ministres du gouvernement étaient là et annonçaient qu'on convertirait cela en centre d'accueil. Comme par hasard, la candidate était dans la salle. J'ai attendu mon Biron; j'aurais aimé cela qu'il soit invité. On n'a pas été invité à la conférence de presse. Je ne comprends pas cela. Pourtant, la transparence du gouvernement aurait dû faire qu'on aurait rencontré là le candidat du PQ et, en même temps, le candidat libéral qui se promène entre la tapisserie et le mur dans le comté. On n'était pas invité. Les media nous ont rapporté qu'il y avait eu une conférence, une grosse. Le leader qui était ici en Chambre, annonce — on me l'a rapporté hier — qu'il y a eu une demande du caucus du Parti québécois de la région de Québec et de Mme Beaudoin pour qu'il y ait un médiateur nommé dans le conflit du transport en commun.

Savez-vous que cela frise l'indécence un petit peu, il faut au moins admettre cela. Cela frise l'indécence un petit peu. On aurait pu être plus que cela à demander un médiateur. Cela aurait pu être le gouvernement. Par hasard, le ministre du

Travail est malade. J'ai l'impression, M. le Président, qu'il va être malade jusqu'à lundi. Lundi, il va être mieux. J'ai cette impression, une petite maladie en passant qui va durer jusqu'à lundi et, lundi, il va être de retour en Chambre. J'ai hâte de voir cela, mardi. Ah oui! il a le droit d'être malade. On doit choisir ses moments pour être malade. On a le droit à tout cela, c'est bien sûr. Cela fait drôle un peu. La candidate du Parti québécois refuse toute confrontation dans le comté. Elle se promène dans le comté. Radio-Canada a essayé, TVA a essayé, CHRC a essayé, tout le monde a essayé d'avoir la candidate dans des salles quelque part.

Tout ce qu'on a trouvé, c'est la salle qui a été le plus "confrontée", si vous voulez, cela a été une salle dans Sillery où on a fait parler la candidate du Parti québécois de 20 heures à 21 heures, le candidat du Parti de l'Union Nationale, de 21 heures à 22 heures et le candidat de M. Ryan, de 22 heures à 23 heures. C'est la seule espèce de confrontation qu'il peut y avoir eu. Mais jamais on n'a été capable de les asseoir à une même table et dire: Madame, vous allez nous expliquer aujourd'hui ce qu'est votre secteur privé de l'enseignement pour le PQ. C'est quoi? Vous êtes pour cela vous et votre programme est contre cela. Vous allez me dire cela aujourd'hui. Vous allez venir nous parler du livre vert de l'enseignement religieux devant les communautés, il y en a 2000. Il paraît qu'ils "flirtent" les soeurs par les temps qui courent. Vous allez venir nous parler de cela. On aurait aimé cela nous autres, à une table, l'entendre parler. Motus, pas un mot, comme disait ma belle-mère. On ne l'a vue nulle part. Elle n'a pas voulu. On aurait voulu, devant les hommes d'affaires de Sillery, des hommes qui bâtissent le Québec, l'entendre parler de l'indépendance à la table. Il y aurait eu elle et il y aurait eu M. Biron, et Rivest serait peut-être bien venu aussi entendre parler de cela et ils auraient parlé de l'indépendance du Québec.

Cela aurait été bon. Ensuite, il y aurait eu les personnes âgées. On aurait pu parler d'hébergement. Cela arrive, on aurait eu une deuxième partie. Il y aurait eu les personnes âgées aussi. J'aurais aimé entendre parler de cela. Je vois que mon temps s'use, c'est de valeur, on a pris trois à quatre minutes sur mon temps. J'aurais aimé cela qu'on la rencontre. Il paraît que c'est une personne qui est agréable. J'aurais aimé qu'on la voie et qu'on puisse discuter avec elle à une même table. Il paraît que c'est une personne qui est bien à ce qu'on me dit. Mais, mon Dieu, qu'elle a donc de la misère à parler du Parti québécois. On ne la trouve nulle part à aucune table pour parler de son programme de parti.

Quant à l'autre candidat, j'ai d'excellentes nouvelles à vous donner. Cet autre candidat, on a appris qu'il a été le conseiller spécial de M. Bourassa pendant quelques années; de 1970 à 1976, il a été le conseiller spécial de M. Bourassa. Il l'a conseillé dans différentes choses et il a été assez près de lui. Je sais pas mal de choses sur le nouveau chef qui s'appelle Ryan. J'ai eu l'occasion de travailler avec lui, en tout cas avec

ses aides pendant pas mal de temps. M. le Président — et ici c'est pas mal moins drôle, quand on partage des opinions comme la nôtre, c'est pas mal moins drôle — c'est un homme qui travaille pour une chose, sa cause à lui. Il a appris une chose depuis qu'il est en politique, par exemple, que de faire de la politique, c'est bien différent du fait d'écrire un éditorial au Devoir quand on est tout seul dans notre bureau, et qu'il n'y a personne pour nous contester.

Le chef du Parti libéral a appris cela. Je dois vous dire, M. le Président, que, ce qui se passe dans le comté, cela ressemble étrangement à ce qui se passe depuis 1976. Le 13 novembre 1976, il a dit aux gens que, pour se débarrasser de l'équipe de Bourassa, il fallait voter pour le Parti québécois. Il a répété la même chose, le chef du Parti libéral. Cela n'est pas vieux, ce que je vous dis là. Ce n'est pas de l'histoire ancienne cela. Il y a des personnes qui partagent l'opinion de l'indépendance du Québec ou de la souveraineté et de la séparation, appelez cela comme vous voudrez, je respecte ces personnes, je ne partage pas cette opinion. Je suis d'avis que ce Québec doit rester dans le Canada. J'avais l'impression que l'Union Nationale était de cet avis. J'avais l'impression qu'elle aurait pu être aidée largement par le Parti libéral du Québec. Ce n'est pas l'intention du chef du Parti libéral que d'aider là-dedans. On a largement des confirmations de cela. Sa première déclaration relève du 13 novembre 1976 quand il a écrit qu'il fallait voter pour le Parti québécois pour se débarrasser d'une équipe pourrie qui était celle de Bourassa. Première déclaration.

(12 heures)

Ce gars là se présente dans le Québec et il se promène dans le comté à quêter des votes dans les vitrines d'autos avec Rockey belle calotte, comme on l'a qualifié dans le coin. Il se promène dans le comté à quêter des votes et à déclarer aux Appartements Bourlamaque ici, quand on était passé là avec Biron et Bellemare et qu'on avait été très bien accueilli par ces gens, considérant qu'il y avait le quart des gens qui s'étaient rendus à sa rencontre avec son candidat de tapisserie et de mur, quand il a réalisé qu'il y avait une trentaine de personnes dans la salle qu'il a incitées à voter pour sa formation politique, constatant qu'il y avait un grand nombre qui étaient des adversaires irréductibles, il leur a dit, il y avait des témoins: Si vous n'aimez pas ma face et ne voulez pas voter pour nous, votez pour le Parti québécois. C'est la déclaration de Ryan, la semaine passée. Je mets au défi le député qui vient de se faire élire dans une élection complémentaire à Notre-Dame-de-Grâce d'aller vérifier. C'est son chef Ryan, le chef libéral, qui dit aux gens des Appartements Bourlamaque, à Québec, s'ils ne veulent pas de son parti ou de sa face, de voter pour le Parti québécois.

Cela peut faire l'affaire des péquistes, cela peut faire l'affaire des souverainistes. Est-ce que cela fera l'affaire de M. Côté de Québec-Lait ici, dans Québec, qui est président de la fondation Pro-Canada? Est-ce qu'il va l'aimer, son poulain,

Rocky belle calotte? Est-ce qu'il va l'aimer, son poulain? J'ai hâte. J'aimerais bien qu'il se fasse élire dans le comté d'Argenteuil et qu'il nous arrive en Chambre, cet homme-là. Du train où vont les choses, j'ai l'impression que dans le parlement, il n'entrera pas par la porte d'en avant, il va arriver par la porte des vidanges.

M. le Président, je vois la campagne de peur que mène le Parti libéral. Elle n'est pas neuve cette campagne. En 1973, on se promenait dans le Québec et on nous disait... J'entends le conseiller de M. Bourassa qui se promène et qui dit: L'Union Nationale est de trop, elle est de trop — c'est le thème de sa campagne — l'Union Nationale est de trop. On n'était pas de trop en 1973, on nous a laissés tout seuls. On s'est battu, on a fait l'erreur de se battre contre le Parti québécois en 1973, et cela a fait élire 102 rouges dans le Québec. Cela devait être assez. Cela n'empêche pas que trois ans après le gouvernement était un gouvernement indépendantiste dans la province. On ne la laissera plus, la place, on va être présent et on va structurer l'Union Nationale dans Jean-Talon, en faisant élire un candidat dans Jean-Talon. Vous savez comme moi qu'il y a 50% des gens qui sont indécis dans le moment et qui louchent confortablement du côté de l'Union Nationale. Je peux vous dire cela.

Maintenant que cet avorteur de Pro-Canada se met le nez dans le comté de temps en temps, qu'il a envoyé son épouse dans les trois premières semaines, on va aller demander à M. Côté, de la fondation Pro-Canada, qu'est-ce qu'il pense de son poney, comment est-ce qu'il le trouve bon, comment est-ce qu'il l'aime maintenant.

M. le Président, cette campagne de peur qui a été amorcée en 1973, on en retrouve les thèmes. Le candidat de la tapisserie, qu'on reconnaît ici, c'est sa campagne, le choix: Je suis fier d'être Québécois et fier d'être Canadien. C'est drôle comme cela prend un ton qu'on reconnaît depuis 1973. En 1973, l'élection s'est faite dans le comté, on a fait peur à tout le monde et on a dit: Si vous ne voulez pas avoir un gouvernement indépendantiste, sauvez-vous dans le Parti libéral. On s'est sauvé 102 comtés sur 110. Cela a donné les résultats qu'on a connus en 1976. En 1976, la formidable équipe de Bourassa-Mackasey s'est proménée. Elle est venue chez nous à Sawyerville, dans mon comté, à East-Angus, à Cookshire, à Bury. Là, comme le Bonhomme Sept-Heures, en croque-mitaine qui venait réunir les anglophones du coin, on leur disait: Sauvez-vous encore une fois dans le Parti libéral. Cette fois, ils ne se sont pas sauvés. Ils sont entrés dans l'Union Nationale et ils se trouvent en sécurité, je peux vous dire cela. Ils ne l'ont pas cru, Mackasey. Quand il a eu le malheur de démissionner d'ici pour aller se présenter là-bas, cet homme, on lui a fait la fin de la "job".

**M. Scowen:** ... M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Grenier:** M. le Président, le candidat du Parti libéral...

**Le Président:** Je m'excuse, M. le député de Mégantic-Compton, question de règlement, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Scowen:** M. le Président, est-ce que je peux vous poser une question de règlement? A ma connaissance c'est le discours sur le budget. En tenant compte de la qualité...

**Le Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, je dois vous rappeler qu'à l'occasion du discours sur le budget, de même qu'à l'occasion du débat sur le discours inaugural, les membres de l'Assemblée nationale peuvent, à leur discrétion, aborder n'importe quel sujet. C'est une vieille tradition parlementaire. Dois-je vous rappeler que votre collègue, le député de Marguerite-Bourgeoys, tout à l'heure, a longuement abordé le même thème que celui que le député de Mégantic-Compton est en train d'aborder.

**M. Scowen:** Question de privilège, M. le Président. Cela fait maintenant deux fois que le député fait allusion au député de Notre-Dame-de-Grâce. Tenant compte de la qualité de son intervention, je comprends parfaitement pourquoi M. Ryan a suggéré qu'on ne doit pas voter pour l'Union Nationale. C'est très clair.

**M. Brochu:** Question de règlement, M. le Président.

**M. Scowen:** Je veux qu'il arrête de faire allusion au député de...

**Le Président:** ... privilège sur votre intervention, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce. Je souhaite que vous n'interrompiez pas les intervenants inutilement.

M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** Pour continuer, parlant du candidat qui est dans le comité de la peur du parti de M. Ryan, d'abord, M. Ryan, il faudrait savoir qu'il n'a pas besoin de parler pour faire peur au monde, il n'a qu'à se promener! Après 19 heures le soir, quand il fait des apparitions à la télévision, je la ferme car cela empêche mes enfants de dormir pour la nuit! S'il compte sur son physique pour gagner des votes, je n'ai pas l'impression que c'est avec cela qu'il va être élu.

La lettre qui a été envoyée aux anglophones du comté de Jean-Talon témoigne encore une fois de cette campagne de peur que mène le Parti libéral depuis sept ou huit ans dans le Québec. Ce groupe qui s'appelait Bourassa-Mackasey en 1976 s'appelle aujourd'hui Ryan-Rivest. Ce sont les mêmes personnes qui font encore peur au monde et qui tentent de jouer sur les sentiments. Les Québécois, en personnes averties — cette ville de Québec — n'ont plus ce sentiment de peur. On ne les énerve plus avec des choses comme cela. De si

belles lettres envoyées aux anglophones du Québec, on prend maintenant cela avec un grain de sel.

Le candidat libéral qui a fait partie de cette société troublée qu'on a connue sous l'équipe Bourassa de 1970 à 1976, cette société où on a vu notre Québec menacé d'éclatement, vous vous en souvenez, c'est ce même avocat qui était conseiller de la peur de M. Bourassa de 1970 à 1976. C'est ce même avocat qui se présente aujourd'hui. Le public, les gens de Québec connaissent maintenant les tactiques du parti de M. Ryan et je n'ai pas l'impression que dans ce comté on sera prêt à endosser une pareille candidature. Des messieurs du comté que j'ai précédemment nommés, alors qu'ils rencontraient trois anglophones du comté de Jean-Talon, leur ont dit: Vous êtes anglophones, venez donc nous aider, cela ne va pas bien dans Jean-Talon. Ils ont dit: Non, vous avez choisi le mauvais poney. Si vous nous aviez donné un homme à l'image du comté, un homme d'affaires, un homme bien, comme en présente un l'Union Nationale, on serait peut-être avec vous, mais l'éparpillement des forces du Parti libéral dans Jean-Talon va vers le fédéral. Il n'y a pas beaucoup de monde qui veut s'associer à une défaite, vous savez. On en trouve de moins en moins, surtout quand on est un homme important, un homme qui a eu des victoires à son crédit: on n'aime pas s'associer à des défaites. On fera appel aux députés cette semaine, on va appeler les députés du Parti libéral et on leur fera parcourir les rues de Jean-Talon, on leur demandera d'aller quêter des votes. Le chef a donné l'exemple avec sa calotte il y a une quinzaine de jours. On leur demandera d'aller quêter des votes dans l'une ou l'autre des maisons.

Comme le disait un ancien ministre d'Ottawa — son poste de député n'est peut-être pas en danger, ce n'est que son job de ministre qui l'est pour la prochaine élection — à des gens, s'il fallait gagner l'élection de Jean-Talon avec seulement 500 voix de majorité, on aurait un moyenne claqué dans la face! La frousse de ce parti témoigne d'un parti qui s'effrite et d'un parti qui ne correspond plus aux besoins d'un comté comme celui-là. C'est une campagne de peur. J'aurais aimé qu'on fasse une vraie campagne, qu'on parle des thèmes, qu'on parle de l'administration du gouvernement. Il y en avait en masse, on pouvait le faire. Qu'on parle comme on doit le faire lors d'une élection complémentaire. On juge l'administration d'un gouvernement, c'est pour cela, une élection, et ensuite on tente de faire passer une candidature, de voter pour une candidature. Ce candidat du Parti libéral qui est loin en arrière, en popularité, de son parti, il est obligé de se faire remorquer par son parti. Ce n'est pas d'avance. C'est ce qui fait dire aux hommes d'affaires de Québec: Si on avait choisi un meilleur poney!

C'est dommage pour M. Rivest, je le connais bien. Probablement qu'il ira au ciel comme moi, un peu en retard, parce qu'il a été rouge trop longtemps, il va passer par le purgatoire un bout

de temps. C'est dommage pour lui, j'ai bien de la sympathie, mais on aurait dû permettre à cette convention, quand on a choisi un candidat, un éventail plus large permettant de choisir quelqu'un qui correspondait davantage à l'image du comté. Pendant que le Parti québécois et le Parti libéral disaient à tout le monde qu'ils choisissaient comme thème de parler d'économie, on leur a joué un tour, on a présenté un économiste.

(12 h 10)

Maintenant, on leur demande de parler de l'économie. La candidate du Parti québécois se promène et tente de ne pas parler trop fort. Quant au candidat libéral, entre la tapisserie et le mur, il essaie de parler du référendum. Il est trop tôt, ce n'est pas le temps. Cela va arriver un petit peu plus tard, on parlera de cela à ce moment-là et on va le régler. On va régler cette question. On va régler cela à ce moment-là. Quant au chef lui-même avec son thème de bipartisme, ce n'est pas le droit canon ni le droit divin. C'est fini au Canada, c'est fini cela. Les partis sont multipliés partout et si les Québécois ne sont pas capables de choisir entre trois ou quatre formations politiques, je pense bien que ce n'est pas leur faire confiance. Qu'il cesse de se battre avec un cheval de bataille qui est fini, épuisé. En Ontario, il y a longtemps qu'on accepte qu'il y a malheureusement des libéraux, des conservateurs et des NPD. Au Canada, il y a également, malheureusement, un libéral qui a été là trop longtemps, des conservateurs, des NPD et des créditistes. C'est la même chose dans le Québec. Il ne sera pas tout seul. Le bipartisme, c'est fini; on est rendu au multipartisme et les hommes sont capables de faire un choix. C'est cela le nouveau Québec, c'est cela le nouveau pays, ce sont les nouveaux citoyens. Il est le seul — l'ancien directeur du Devoir — à se battre sur une telle question, à vouloir retourner au bipartisme. Qu'il apprenne que ce n'est pas le droit canon ni le droit divin. C'est fini cette affaire. C'est fini et il est tout seul à se promener avec ses épouvantails à moineaux. Je pense que la campagne dans Jean-Talon va en témoigner.

Quand on voit une campagne comme celle que mène l'Union Nationale, en présentant son candidat, en présentant son parti, en présentant son chef, et on ne le cache pas puisqu'il porte le même nom, c'est positif. Quand on voit les dépliants qu'on distribue dans les deux langues, on ne cache pas non plus ce qu'on a à présenter dans ce comté. Quand on voit également un homme qui représente sa famille, on n'a rien à cacher non plus. C'est un homme respecté dans le comté, une famille respectée que la famille Biron, à l'intérieur du Québec. On lance des dépliants qui sont bien préparés et qui reflètent également l'image d'un candidat qui est capable de se faire élire et qui est capable d'amener des votes qui valent la peine. Quand vous voyez ce célibataire qui se promène dans le comté, à la recherche de femmes et d'enfants, on se demande si on a bien compris. Je vous mets la puce à l'oreille. Vous regarderez le journal, à la page 2, vous avez une photo excellente du chef du Parti libéral, qui est organisé à peu

près comme cela. Vous jetterez un coup d'oeil. J'ai l'impression qu'il y a des gens même dans sa maison d'information, qui font exprès pour le couler. A sa place, je me méfiera de mon entourage. Il y a des gens qui sont là exprès, et j'essaierais de trouver s'il n'y a pas dans son entourage des gens qui ont leur carte de l'Union Nationale. Ce n'est pas impossible, M. le Président. Il faut savoir faire de l'organisation, il faut avoir de l'organisation partout et il ne faut s'occuper uniquement de notre candidat, il faut s'occuper des autres aussi.

Quand il se fait du sondage dans les rues de Québec, il faut être capable de se promener avec un macaron de Biron. Je l'ai mis tout à l'heure, ce n'était pas admis en Chambre mais je l'ai proche, je peux vous le montrer, il est beau. C'est le plus beau qu'il y ait. Je n'ai pas besoin de vous dire que des gens, quand il y a une campagne de M. Biron dans le comté, quand il y a une campagne qui se fait aussi avec le candidat libéral, avec un beau L dessus, partent et vont faire les mêmes sondages pour voir si les gens qui nous ont dit qu'ils étaient pour Biron restent pour nous autres. Ils vont voir le même monde. Quand on arrive, ils disent: Oui, M. Biron, vous nous plaisez; vous êtes un homme d'affaires à l'image de Jean-Talon et on vous estime. Bon, le candidat de la tapisserie s'en va après et il arrive chez des gens qui disent: Vous êtes notre gars, avec le macaron du gros L dessus. Et avec un autre bonhomme qu'on a envoyé, ils disent: Bien, j'hésite, je vais voir, je regarde les programmes. On laisse passer! Arrive la candidate du Parti québécois. On l'envoie encore dans la mêlée, notre gars, avec le PQ. Il passe aux portes et dit aux gens, avec ses dépliants du PQ: Puis, qu'est-ce que vous pensez? Ah! maintenant, je ne sais pas. Ce sont des gens polis dans Jean-Talon. Quand ils sont avec nous autres, ils nous le disent, mais pour les autres, ils restent polis. Je trouve ces gens très éduqués, très réservés, corrects, mais on sait ce qui se passe.

M. le Président, je peux vous dire une chose, c'est que cette campagne témoignera pour les Québécois, les Québécois de la ville de Québec et les Québécois de la province, et aussi témoignera d'un effort tout à fait différent dans Jean-Talon de ce qui se passe ailleurs. Ces gens, contrairement à ce qu'on aurait pensé au début, ne voteront pas à 40% comme cela se fait dans d'autres parties de la province, mais donneront un vote important ici. Plus ils sortiront donner un vote important, plus cela va peut-être arriver comme dans Johnson. Vous vous en souvenez, cela n'allait pas bien dans le Parti libéral, dans le temps. On a présenté le chef de l'Union Nationale, il s'est fait élire dans Johnson avec une bonne majorité. Il y a des gens qui disaient: Mais il avait vu des libéraux et il avait réglé son affaire. J'ai passé un mois et demi avec le leader de l'Union Nationale dans le comté de Johnson pour faire l'élection. Il y avait un rouge dans chaque paroisse; ils ont tout fait pour sortir leurs votes. Les gens ne voulaient pas voter pour nous autres, c'était fini, c'était usé. C'est ce qui se passe dans Jean-Talon actuellement.

Je regrette de devoir terminer. J'aurais eu tellement d'autres choses agréables à vous conter que vous auriez aimé entendre, mais je n'aurais pas voulu, non plus, dévoiler toute notre stratégie. Vous auriez aimé les entendre. C'est de toute beauté, M. le Président. Je vous fais rapport et je vous reviendrai, bien sûr, la semaine prochaine. Vous serez peut-être heureux de voir que le chef de l'Union Nationale est à son fauteuil avec son frère qui occupera l'autre fauteuil qu'on lui réserve ici. Merci beaucoup, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Vanier.

**M. Jean-François Bertrand**

**M. Bertrand:** M. le Président, merci au discours sur le budget qui nous permet une telle entrée en matière sur un enjeu qui, en ce moment, passionne — c'est le moins qu'on puisse dire — les députés de cette Assemblée nationale. Merci, M. le Président, pour votre compréhension et pour votre très large ouverture d'esprit d'accepter que cette Assemblée nationale, qui devrait normalement être le forum de répliques au discours sur le budget, soit aussi l'occasion — et pourquoi pas? — de parler de ce qui se passe en ce moment au Québec et, donc, de souligner au passage la tenue de deux élections partielles, l'une dans le comté d'Argenteuil et l'autre dans le comté de Jean-Talon. Evidemment, les intervenants du Parti libéral et de l'Union Nationale ayant décidé de localiser leur intervention dans la circonscription de Jean-Talon, vous comprendrez fort bien qu'étant moi-même un député de la région de Québec il me fasse extrêmement plaisir d'abonder dans le même sens et de parler aussi de cette élection partielle dans le comté de Jean-Talon.

Nous faisons beaucoup de porte-à-porte. Nous rencontrons des centaines et des milliers de citoyens. Nous sommes, depuis maintenant plus d'un mois, à l'écoute de la population de ce comté. Nous avons rencontré avec Mme Beaudoin des personnes de l'âge d'or, des jeunes, des femmes, des travailleurs, des fonctionnaires, des gens qui, pour plus de 31 500, vont être appelés le 30 avril, lundi prochain, à se donner un nouveau député.

Je crois qu'il y a un certain nombre de choses qui doivent être dites. Il y a plusieurs mois, lors d'une convention du Parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, cet éditorialiste au journal *Le Devoir* qui, le 14 novembre 1976, conseillait à l'ensemble des Québécois de voter pour le Parti québécois et de battre le gouvernement Bourassa, a battu celui qui était le ministre des Finances du Québec, qui était l'enfant chéri du comté de Jean-Talon, qui était le député de ce comté, et que les électeurs de ce comté aimaient et appréciaient. L'actuel chef du Parti libéral, M. Ryan, qui avait dit aux gens du comté de Jean-Talon de voter contre le gouvernement Bourassa dont faisait partie M. Raymond Garneau, est le même homme qui, quelques mois après, venait ici à Québec au colisée battre le ministre des Finances, député de Jean-Talon, M. Raymond Garneau.

Donc, la raison d'être de cette élection partielle, le pourquoi d'une élection lundi prochain, c'est qu'un jour, dans l'histoire de ce parti politique qu'est le Parti libéral, M. Ryan a défait le député de Jean-Talon, M. Raymond Garneau. M. Raymond Garneau n'ayant pas reçu l'acceptation qui, je pense, était tout à fait légitime... Quand on a subi une défaite, on se dirige vers son chef de parti et on dit: Maintenant, considérez-vous que mes services pourraient toujours être utiles? Croyez-vous que ma contribution pourrait être intéressante pour le Parti libéral? Quelle a été l'attitude de M. Ryan? Une attitude de refus, de rejet et même de mépris. Quand on va dans un comté, au moment d'une convention et que, parlant d'un candidat qu'on a défait à une convention d'un parti politique, on appelle cet homme M. René Garneau, je pense qu'il y a des questions à se poser sur le respect qu'on porte aux hommes qu'on a battus.

(12 h 20)

Aujourd'hui, si le député de Jean-Talon, M. Raymond Garneau, était encore en place, il pourrait faire équipe avec le chef du Parti libéral et améliorerait sans doute sa performance. Mais M. Garneau, qui est un homme fier, qui est un homme qui n'allait certainement pas se laisser marcher sur le corps par celui qui, avant les élections de novembre 1976, avait conseillé aux Québécois de voter contre le Parti libéral, a simplement décidé de quitter la vie politique. S'il y a une élection partielle dans le comté de Jean-Talon lundi, M. le Président, c'est parce que M. Raymond Garneau, qui était le député de ce comté, battu et rejeté par l'actuel chef du Parti libéral, qui avait conseillé aux Québécois de dire non au gouvernement Bourassa, a décidé de quitter la vie politique. C'est pour cela qu'il y a aujourd'hui une élection partielle dans le comté de Jean-Talon. Ce n'est pas parce qu'il y a un référendum. Ce n'est certainement pas parce que nous avons dit à l'ensemble des électeurs du comté de Jean-Talon qu'on voulait une élection partielle dans ce comté. C'est parce que M. Ryan, par son attitude, a fait en sorte que M. Garneau n'avait pas d'autre choix pour sa dignité et sa fierté personnelle que de décider de quitter la vie politique et, donc, de démissionner comme député du comté de Jean-Talon.

Dans un tel contexte, M. le Président, il apparaît tout à fait normal que nous répitions à la population du comté de Jean-Talon, aux citoyens de ce comté que nous respectons, que si cette élection a lieu, c'est parce qu'il faut, d'abord et avant tout — je dirais même que c'est l'unique raison — donner à ce comté le député qu'il n'a plus depuis la démission de M. Raymond Garneau. C'est cela l'enjeu de l'élection partielle dans le comté de Jean-Talon. Ce comté est sans député depuis la démission de M. Garneau. Il y a une élection pour en trouver un autre, pour faire un nouveau choix et pour trouver la personne la mieux qualifiée pour représenter les électeurs du comté de Jean-Talon au gouvernement et à l'Assemblée nationale. C'est cela l'enjeu du 30 avril prochain, M. le Président. Cela, les citoyens du comté de Jean-Talon l'ont compris malgré les

répétitions successives du candidat libéral qui, bien loin de vouloir faire porter l'élection partielle sur cette décision de choisir un nouveau député, aimerait drôlement que cette élection soit l'occasion de tenir un mini-référendum avant celui qui doit venir et qui viendra en son temps, M. le Président.

M. le Président, il y a un sondage qui a paru tout récemment dans *Dimanche-Matin* et qui a été réalisé par l'Institut québécois d'opinion publique. Ce sondage révèle des choses extrêmement intéressantes. Je voudrais vous en parler pendant quelques instants. M. le Président, dans le comté de Jean-Talon, dans ce comté où 31 500 électeurs vont se donner un nouveau député lundi, nous apprenons — nous le savions, mais maintenant c'est confirmé — qu'il y a 51% des citoyens et citoyennes qui sont satisfaits de leur gouvernement: 51%. En effet, dans un sondage qui a été tenu pas plus tard que la semaine dernière, demandant aux électeurs de ce comté: Etes-vous, d'une façon générale, plutôt satisfaits ou plutôt insatisfaits du gouvernement de M. Lévesque? on a répondu ainsi: 10,1% très satisfaits, 41% satisfaits, 21,2% peu satisfaits, et 9% pas du tout satisfaits. 51,1% des citoyens du comté de Jean-Talon, c'est-à-dire la grande majorité, la majorité absolue des citoyens du comté de Jean-Talon sont satisfaits de leur gouvernement alors qu'à peine 30% en sont insatisfaits.

M. le Président, je m'étais posé bien des questions sur la stratégie qu'utilisait le candidat libéral dans ce comté depuis le début de la campagne, qui ne faisait porter aucunement sa campagne sur le gouvernement actuel. Jamais le candidat libéral ne parle du gouvernement, ne parle du bilan du gouvernement, ne parle de la performance du gouvernement. Chaque fois qu'il parle à des citoyens, c'est pour parler du référendum. C'est pour précéder la tenue du référendum et c'est pour soulever, dans le cadre d'une élection où on doit choisir un député pour le comté de Jean-Talon, toute la question de l'avenir du Québec. Je me demandais pourquoi. Le sondage m'a permis de comprendre. C'est que le candidat libéral dans le comté de Jean-Talon n'a aucunement intérêt à faire porter cette campagne sur le choix d'un député et sur le jugement d'un gouvernement parce que les électeurs du comté de Jean-Talon ont déjà décidé qu'ils étaient satisfaits de ce gouvernement et que, quant à eux, ils ne demandaient pas mieux que de voter pour un autre député qui va venir s'ajouter à l'équipe du gouvernement que forme le Parti québécois. Parce qu'ils sont satisfaits de ce gouvernement, ils ne demandent pas mieux que d'avoir un député de plus pour avoir un gouvernement encore meilleur pour l'ensemble des citoyens du Québec et en particulier du comté de Jean-Talon.

C'est pour cela, M. le Président, que je dis aujourd'hui, particulièrement aux gens du comté de Jean-Talon, que le candidat libéral est en train de tromper la population de ce comté, de jeter de la confusion, de mêler les cartes et, ce qui est plus grave, de mêler les gens en tentant de laisser

croire que, le 30 avril prochain, ils vont prendre une décision sur l'avenir du Québec, alors que tout le monde sait, dans ce comté — les électeurs ne sont pas dupes des tactiques et des stratégies du Parti libéral — que l'enjeu de l'élection partielle, c'est de choisir un nouveau député en remplacement de M. Raymond Gagné qui a dû démissionner parce qu'il a été battu et rejeté par l'actuel chef du Parti libéral qui a dit aux Québécois en novembre 1976: Votez contre le gouvernement Bourassa. C'est cela, l'enjeu. Les gens ne se tromperont pas le 30 avril prochain. Ils vont mettre de côté les stratégies et les tactiques du Parti libéral pour comprendre le véritable objectif de cette campagne et se donner comme député la personne qui soit la mieux qualifiée pour les représenter au gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Il y a une deuxième information, M. le Président, très intéressante à propos de ce sondage dont je vous parlais tout à l'heure. Il y a une question qui a été posée aux citoyens du comté de Jean-Talon. On leur demandait: Quelle est, d'après vous, la personne la mieux qualifiée pour vous représenter à l'Assemblée nationale du Québec? 26% des personnes interrogées ont répondu: Mme Louise Beaudoin; 16%, c'est-à-dire 10% de moins, ont répondu: M. Jean-Claude Rivest à 5% ont répondu: M. Grégoire Biron.

Dans ce comté, M. le Président, depuis le début de la campagne électorale, une chose apparaît clairement; de tous les candidats qui se présentent à la population du comté de Jean-Talon, Mme Beaudoin, par sa formation, son expérience, sa compétence, sa connaissance du comté et sa volonté de s'engager à défendre et à promouvoir les intérêts de la population de Jean-Talon, apparaît clairement depuis la semaine dernière, et très nettement en avance, comme la personne la mieux qualifiée pour les représenter au gouvernement et à l'Assemblée nationale du Québec.

Je pense encore là, M. le Président, comprendre pourquoi le candidat libéral évite tellement de parler de son propre bilan, de sa propre formation et de son expérience, parce qu'une autre vérité que les gens du comté de Jean-Talon se doivent de savoir avant d'aller voter le 30 avril, c'est que celui qui tient lieu de candidat du Parti libéral dans le comté de Jean-Talon en ce moment est la même personne qui, de 1970 à 1976...

Il ne parle pas de cela dans sa publicité, j'ai lu sa publicité et il y a un paragraphe qui parle de collaboration avec M. Raymond Gagné à l'époque où M. Lesage était le chef du Parti libéral et qui, tout à coup, ça saute à l'époque de 1976, 1977, 1978, au moment où il était le chef de cabinet de l'actuel leader du Parti libéral de l'Assemblée nationale, M. Gérard-D. Lévesque. Il y a un blanc, il y a un grand trou entre les deux, M. le Président, et la vérité de ce blanc, c'est qu'il est rouge. Il est rouge d'un gouvernement dont ce candidat a été le principal conseiller de 1970 à 1976. Tout le monde sait ici, à l'Assemblée nationale, que le candidat libéral a été, pendant six ans, le principal conseiller du premier ministre Bouras-

sa et qu'au moment où les Québécois, le 15 novembre, ont dit non au gouvernement Bourassa, il voit revenir aujourd'hui par la porte d'en arrière l'homme, l'ombre, celui qui, pendant six ans, a été le conseiller de ce gouvernement que les Québécois ont décidé de battre le 15 novembre 1976. (12 h 30)

Les gens, les citoyens, la population du comté de Jean Talon va-t-elle dire oui lundi à l'homme qui a été le principal conseiller du gouvernement Bourassa auquel les Québécois ont dit non le 15 novembre 1976? Je ne le crois pas, M. le Président. Je crois que les gens se doivent de savoir que les problèmes, les difficultés, le chômage, l'insécurité économique, les conflits sociaux, le patronage, la corruption, le favoritisme, tout ce que les gens ont décrié, tout ce à quoi ils ont dit non, le 15 novembre 1976, ils n'ont pas le goût aujourd'hui, se servant de l'ombre de celui qui a été le premier ministre pendant six ans, ils n'ont certainement pas le goût aujourd'hui de dire oui, à cela.

Par contre, M. le Président, et nous le sentons parce que nous parcourons ce comté, députés et ministres du gouvernement actuel, et partout les gens nous parlent de notre candidate. Partout on nous dit: Voilà quelqu'un qui non seulement se présente bien, voilà quelqu'un qui non seulement parle intelligemment, voilà quelqu'un qui, non seulement est né ici, a vécu ici, a étudié ici, a travaillé ici, mais voilà quelqu'un qui, par son expérience acquise au gouvernement du Québec, dans trois gouvernements successifs, M. le Président, Union Nationale, Libéral et Parti québécois, voilà une femme dont la formation, dont l'expérience au sein du gouvernement et dont la connaissance profonde de ce comté parce qu'elle y a vécu, qu'elle y est enracinée, qu'elle connaît les gens et que les gens de ce comté la connaissent, voilà une dame qui va faire honneur à la population qu'elle veut représenter à compter de lundi prochain.

C'est un choix dont les gens de ce comté seront fiers, M. le Président, parce que c'est un choix qui provient de leur milieu, qui provient du genre d'approche qu'ils voient à la vie politique. Je voudrais dire à quel point Mme Louise Beaudoin, depuis le début de cette campagne électorale, a représenté tout ce que les gens de ce comté veulent voir défendre au gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Mme Beaudoin d'une façon très claire s'est engagée, au nom des personnes âgées, au nom de ces 30% de population qui ont au-dessus de 60 ans dans le comté de Jean-Talon, sur un certain nombre d'enjeux, sur un certain nombre d'objectifs qui, pour elle, sont fondamentaux et qui devraient servir à améliorer le bien-être de ses citoyens. Elle s'est engagée à faire en sorte qu'on améliore les politiques d'habitation pour les personnes âgées. Déjà dans ce comté, nous nous réjouissons tous ensemble de voir que, sur l'ancien site de la Sûreté du Québec, 80 nouveaux logements vont être construits dans le cadre d'un centre d'accueil pour les personnes âgées, 170 nouveaux logements vont être construits pour

faire en sorte que les familles à faible ou moyen revenu puissent avoir des logements qui répondent à leurs besoins. Mais elle dit: Même si le gouvernement a déjà fait beaucoup depuis novembre 1976, ce gouvernement doit encore faire plus pour les personnes âgées. Elle s'est engagée à les défendre dans le domaine de l'habitation. Elle s'est engagée à les aider, au niveau du gouvernement, dans la promotion du programme d'allocation au logement, tellement Mme Beaudoin croit que, pour les personnes âgées de Jean-Talon et de tout le Québec, il faut que pour ceux et celles dont les revenus ne suffisent pas à répondre aux augmentations de loyer, année après année, il y ait de la part du gouvernement une aide additionnelle sous la forme d'une allocation au logement. Mme Beaudoin croit à cela parce qu'elle croit au mieux-être des personnes âgées, et elle s'est engagée à défendre un tel objectif, au sein du gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Mme Beaudoin considère aussi qu'il faut améliorer les politiques de soins à domicile. Il y a des personnes âgées qui veulent demeurer chez elles. Il y a des personnes âgées qui, par contre, voulant demeurer chez elles, ont besoin de soins à domicile. Bien que le gouvernement actuel ait déjà doublé les crédits accordés aux soins à domicile, Mme Beaudoin dit: C'est vrai, le gouvernement a déjà fait beaucoup pour améliorer les soins à domicile, mais il doit encore faire plus et, en particulier, pour les gens du comté de Jean-Talon. Troisième engagement qu'elle a formulé et qu'elle va défendre et promouvoir.

Pour un autre engagement, elle veut que, dans le domaine des loisirs, les personnes âgées du comté de Jean-Talon puissent profiter des équipements récréatifs que possèdent les collèges, les CEGEP, et je pense en particulier au Club des employés civils, qui profite aux fonctionnaires du gouvernement du Québec. Il faut que ces équipements récréatifs servent comme on a l'a fait, par exemple, dans le cas du Manoir Montmorency, dans votre propre comté, M. le Président. Voilà une chose merveilleuse pour laquelle je sais que vous avez travaillé, parce que vous êtes un député, dans ce comté, qui défendez les intérêts de vos concitoyens. Mme Beaudoin veut faire la même chose dans le comté de Jean-Talon. Ce comté est sans député. Dans votre comté, M. le Président, il y a un député, un bon député. Dans le comté de Jean-Talon, il y avait un député, il n'y en a plus. Mme Beaudoin se propose d'être ce député qui va pouvoir faire dans Jean-Talon, dans le domaine des loisirs, ce qu'un homme comme vous avez réussi à faire, M. le Président, dans le comté de Montmorency. Quatrième engagement.

Cinquième engagement de Mme Beaudoin. Cette année, dans le cadre de son budget, l'actuel gouvernement prévoit l'injection de \$25 millions pour aider à la création d'emplois pour les jeunes. Mme Beaudoin, dans son comté, compte beaucoup de jeunes. Il y a des jeunes qui fréquentent des institutions publiques comme des institutions privées dans ce comté. Il y a des jeunes qui fréquentent l'Université Laval et qui ont besoin de

savoir ce que nous sommes prêts à faire à la sortie de l'école pour les aider à trouver quelque chose sur le marché du travail. Mme Beaudoin reconnaît que \$25 millions cette année, pour aider à la création d'emplois chez les jeunes, c'est bien, c'est beaucoup, mais qu'il faut encore faire plus. Elle s'engage, comme futur député de ce comté, à faire en sorte qu'au sortir de l'école le jeune rencontre davantage d'appuis, des appuis plus concrets pour l'aider à entrer le plus rapidement possible sur le marché du travail et, dans toute la mesure du possible, dans le secteur où ce jeune a été formé à l'école. Voilà le cinquième engagement que le futur député du comté de Jean-Talon propose aux citoyens.

Sixième engagement. Il faut absolument relancer l'industrie de la construction. Nous sommes contents, dans la région de Québec, de constater qu'uniquement cette année \$75 millions d'argent nouveau vont servir à des projets de construction. Je vous en donne, des exemples: \$7 millions au CEGEP Garneau, dans le comté de Jean-Talon; \$7 millions à la Sûreté du Québec pour la construction d'habitations nouvelles; \$45 millions pour le palais de justice qui sera construit dans la région de Québec; \$5 millions accordés par le gouvernement, pour un investissement total de \$15 millions, pour l'agrandissement du Colisée de Québec. Dans mon seul comté, à 1000 pieds de distance, il y a trois projets de construction qui sont en réalisation ou en voie de l'être. A Sainte-Claire-d'Assise, construction de 40 logements pour les personnes âgées, dont quatre prévus pour les handicapés. Juste à côté, la reconstruction du patro Roc-Amadour qui s'en vient, grâce à l'action des citoyens de la région, grâce à l'appui des Chevaliers de Colomb du conseil de Limoilou et grâce à la participation massive, par une campagne de vente, du Patro-lapin auprès de l'ensemble de la population. Je sais qu'au cours des prochains jours les autorités du patro Roc-Amadour vont rencontrer le ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. Un autre projet en réalisation.

Tout juste à côté, le projet d'agrandissement du colisée va aussi permettre la création d'emplois, la relance de l'industrie de la construction et va faire qu'à Québec on pourra maintenir, dans le seul sport professionnel où on peut escompter un avenir, une équipe de hockey professionnelle. (12 h 40)

La relance de l'industrie de la construction, avec la participation et la collaboration de l'entreprise privée, Mme Beaudoin y croit et elle veut défendre et promouvoir ces objectifs. Un autre engagement: l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans l'école publique. Il faut absolument, suite au dépôt du plan d'action du ministre de l'Éducation pour revaloriser le secteur public, que Mme Beaudoin, profitant de sa connaissance très pratique et très concrète des enjeux en éducation dans le comté de Jean-Talon, puisse s'asseoir ici à l'Assemblée nationale et dire avec l'ensemble des parlementaires que l'éducation dans le secteur public doit être revalorisée, qu'on doit retour-

ner à certaines valeurs essentielles, à la rigueur, à la discipline afin que les parents qui confient leurs enfants à l'école sachent que l'école est dans le prolongement du milieu familial et qu'il y a là un milieu d'éducation plus humain, de plus grande qualité. Cela permettra que l'école publique aujourd'hui, au Québec, puisse véritablement jouer son rôle et répondre non seulement à son grand objectif de démocratisation, mais correspondre aussi à un objectif de qualité de l'enseignement. Mme Beaudoin s'est engagée à défendre cela.

Elle s'est aussi engagée à défendre... Et tout le monde a reconnu que Mme Beaudoin a fait preuve d'un sens très profond de la connaissance de son comté et de sa volonté de représenter les citoyens de son comté. Dans le comté de Jean-Talon, il y a plus de 50% des élèves, des jeunes, des étudiants qui fréquentent des écoles privées, plus de 50%. Mme Beaudoin, tout en reconnaissant que la priorité et l'effort principal d'un gouvernement doivent être d'améliorer le secteur public, de le revaloriser et de s'assurer que ce secteur public rencontre ces objectifs de qualité, dit, par contre, en même temps et du même souffle, qu'on peut aussi, dans notre système scolaire, non seulement permettre — parce qu'il ne s'agit pas simplement de dire: Elles sont là, donc on les garde — mais défendre un héritage que les Québécois ont, qui fait partie de leur patrimoine et qui a permis la formation de ceux qui aujourd'hui, au Québec, occupent des postes partout, dans tous les secteurs d'activités.

Mme Beaudoin dit qu'il y a possibilité, par des lois, par des crédits, par des sommes, par des subventions efficaces, d'assurer le maintien des écoles privées en reconnaissant par le fait même l'héritage que ces écoles privées représentent, l'apport de ces écoles privées à l'enrichissement de la collectivité québécoise, tout cela, bien sûr, dans le respect de la priorité accordée à la revalorisation du secteur public. Mme Beaudoin s'y est engagée, et il s'est trouvé un éditorialiste, M. Dubuc, de la Presse, pour dire que Mme Beaudoin, par cet engagement, avait fait la démonstration de son sérieux, de la profondeur de sa réflexion et de sa volonté sincère de bien représenter les intérêts des citoyens du comté de Jean-Talon.

Un autre engagement, M. le Président, concerne la ville de Sillery. Mme Beaudoin a dit: Il n'est pas question de fusion de Sillery avec Québec ou Sainte-Foy sans que les citoyens de Sillery y donnent leur accord. C'est fini, avec le gouvernement actuel, les fusions forcées. Une belle preuve de cela en a été le dossier de Buckingham. Ce gouvernement n'a pas hésité à rencontrer la population et à souscrire à leur volonté en faisant qu'il y ait un démembrement d'une fusion qui avait été forcée par l'ancien gouvernement. Avec nous, il n'y en aura pas. Si les citoyens de Sillery veulent demeurer maîtres chez eux, ils le demeureront, quant au gouvernement actuel, et Mme Beaudoin s'y est engagée.

Elle s'est engagée aussi à défendre le patrimoine de son comté. Voilà un des beaux comtés



du Québec. Voilà un comté qui regorge de richesses sur le plan du patrimoine. Mme Beaudoin s'est engagée à ce que chaque fois que des plans d'aménagement seront discutés, ces plans d'aménagement le soient en consultation avec la population et en respectant la population qui aura été consultée.

Dernier engagement, tout le monde aura compris que Mme Beaudoin veuille, au nom des femmes du comté de Jean-Talon, s'assurer que les objectifs qui ont été annoncés par le Conseil du statut de la femme puissent être le plus possible atteints par le gouvernement actuel. Quand elle veut défendre les femmes, Mme Beaudoin veut aussi parler au nom des familles. Elle veut parler au nom de ces milliers de femmes pour qui, dans un comté comme Jean-Talon, ce qui compte, entre autres, c'est d'améliorer la qualité de l'éducation de leurs enfants, c'est d'assurer la sécurité économique de leur mari et faire que, pour elles-mêmes, il puisse y avoir des chances égales dans notre société. Voilà ce qu'une candidate comme Mme Beaudoin pourrait défendre comme objectif si elle est élue, et je crois sincèrement qu'elle le sera le 30 avril prochain.

Je terminerai, M. le Président, en disant que les gens du comté de Jean-Talon ont compris les enjeux de cette élection. Ils comprennent qu'ils doivent dire non au chef du Parti libéral qui leur a enlevé leur député, M. Raymond Garneau, qui a provoqué la démission de M. Garneau. Ils vont dire non à ce chef du Parti libéral. Ils vont dire non au candidat qui a été le principal conseiller du gouvernement Bourassa, ce même gouvernement auquel ils ont dit non le 15 novembre 1976. Ils vont dire non au candidat qui a comme chef celui qui disait aux Québécois de voter pour le Parti québécois le 15 novembre 1976 et qui est ensuite devenu le chef de ce Parti libéral. Ils vont dire non à tout cela, M. le Président. Ils vont dire non à la stratégie de ceux qui essaient de faire de cette élection un mini-référendum parce qu'ils ont peur de parler du gouvernement...

**M. Blank:** M. le Président, j'invoque le règlement.

**M. Bertrand:** ... peur de parler de la satisfaction de la population.

**M. Blank:** Le député a déjà dépassé son temps. Cela fait trois minutes...

**Le Président:** M. le député de Saint-Louis, j'ai signalé à M. le député de Vanier que son temps était expiré. Il n'est pas expiré depuis trois minutes, je regrette, M. le député de Saint-Louis, mais il est expiré depuis 30 secondes. C'est pour cela que je vous demande de conclure. J'ai accepté, M. le député de Saint-Louis, que les autres dépassent d'une minute également ou à peu près.

**M. Bertrand:** Je termine, M. le Président, en disant que le choix, l'enjeu, la décision de lundi, c'est de choisir la personne la mieux qualifiée

pour représenter les citoyens du comté de Jean-Talon, choisir un remplaçant à M. Raymond Garneau. Je pense que Mme Louise Beaudoin a tout ce qu'il faut. Elle est prête, M. le Président, mais elle a besoin du consentement de la population du comté de Jean-Talon et elle a confiance que cette population va lui accorder cet appui.

**Le Président:** Merci.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Scowen:** Merci, M. le Président. Je suis descendu aujourd'hui pour parler du budget, mais c'est évident, clair et net que ce n'est pas possible, le sujet étant des élections partielles, si je comprends bien. Je vais suivre la ligne de pensée des autres députés autant que possible.

**Le Président:** Je voudrais savoir, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce — je m'excuse de vous interrompre — si vous réclamez l'ajournement du débat ou, pour être plus juste, l'ajournement de la campagne électorale, ou si vous voulez intervenir immédiatement là-dessus.

**M. Scowen:** Oui, je vais intervenir, M. le Président.

**Le Président:** Alors, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, vous avez la parole sur le débat sur le discours sur le budget.

**M. Scowen:** Je vous remercie.

**Le Président:** M. le député de Pointe-Claire, je vous reconnaitrai sans doute après pour l'ajournement du débat.

**M. Shaw:** J'aimerais avoir une directive, s'il vous plaît, M. le Président.

**Le Président:** Oui, M. le député de Pointe-Claire.

**M. Shaw:** On sait fort bien, M. le Président, que c'est le discours sur le budget et avant qu'on ait la télédiffusion de ces débats, je suis sûr que, dans une période électorale, le temps n'était pas gaspillé ou employé aux fins de promouvoir des candidats politiques. Aujourd'hui, j'ai vu un avant-midi qui a été pris... Un instant...

**M. Blank:** Il reste seulement onze minutes au député pour parler... Ce n'est pas une question de règlement du tout, M. le Président.

**Le Président:** S'il vous plaît, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce! M. le député de Pointe-Claire, pourriez-vous abréger vos remarques? Je voudrais savoir, M. le député de Pointe-Claire, si vous intervenez sur une question de règlement ou une demande de directives.

**M. Shaw:** Une question de règlement.

**Le Président:** D'accord.

**M. Shaw:** On sait fort bien, M. le Président, que dans la période du discours sur le budget, on peut parler de n'importe quelle chose. C'est vrai, mais c'est parce que les caméras sont en Chambre que c'est utilisé comme thème aujourd'hui. C'est pour cette raison que j'invoque aussi la loi no 2 qui dit que vous devez donner le même temps à chaque candidat, même quantité et qualité. Autrement, on dira que la loi no 2 est une façade. (12 h 50)

**Le Président:** M. le député de Pointe-Claire, j'ai indiqué qu'après l'intervention de M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, je vous reconnaîtrai. C'est ce que je ferai, M. le député de Pointe-Claire.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Blank:** Une minute, M. le Président. Il peut arriver qu'à une heure, le député de Notre-Dame-de-Grâce n'ait pas fini son discours.

**Le Président:** M. le député de Saint-Louis, cela n'est évidemment pas exclu.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

### M. Reed Scowen

**M. Scowen:** Merci, M. le Président.

J'ai eu l'occasion, depuis deux semaines, de circuler et de faire du porte-à-porte dans le comté de Jean Talon où je suis, comme le député de Vanier, étranger. J'ai visité, je pense, 200 ou 300 portes et j'ai été surpris par l'accueil, la réception que j'ai reçue. C'était vraiment frappant. J'ai trouvé que les personnes que j'ai rencontrées, au moins, ne sont pas aussi simplistes que le député de Vanier et elles n'accepteront pas du tout les idées démagogiques qu'on vient d'entendre de la part de ce député.

Premièrement, la question de l'appartenance de M. Gameau et de M. Rivest à M. Bourassa, c'est une affaire difficile que le député de Vanier essaie de prouver. Il essaie à la fois de dire que M. Rivest était un important conseiller de M. Bourassa sans dire aussi que M. Gameau était le ministre des Finances de M. Bourassa. Il essaie de faire l'impossible parce qu'il sait très bien que M. Gameau est une personne très populaire dans le comté de Jean-Talon, et avec raison, en dépit du fait que M. Gameau a été, pendant plusieurs années, le bras droit de M. Bourassa.

Je soulève cette question simplement pour démontrer à tout le monde que c'est de la démagogie parfaite d'essayer d'impliquer M. Rivest avec M. Bourassa et de ne pas impliquer M. Gameau avec M. Bourassa. En effet, ils faisaient tous partie d'une équipe. Ils ont fait des choses assez intéressantes pour le Québec; ils ont fait des erreurs, bien sûr, mais ils sont sortis de cette affaire chacun, avec sa propre valeur, avec sa propre personnalité. M. Rivest était le conseiller de M. Bourassa, mais il faut rappeler que M. Rivest fut aussi choisi personnellement par M. Gameau comme conseiller. Il a travaillé également d'une

façon très proche avec M. Lesage. Il a été conseiller de M. Bourassa. Il était conseiller jusqu'au mois dernier avec M. Gérard-D. Levesque. C'est un conseiller qui a donné des conseils qui ont été des fois acceptés, des fois rejetés, mais qui étaient toujours des conseils très pondérés.

C'est le choix personnel de M. Gameau. Depuis le début de l'élection, M. Gameau a appuyé M. Rivest, a donné sa collaboration parfaite à M. Rivest et, quand j'ai passé dans les maisons, je n'avais pas la moindre hésitation à dire, et je le répète, que M. Rivest, c'est l'adjoint de M. Gameau, la personne choisie par M. Gameau pour le représenter dans le comté de Jean-Talon. Quand les députés péquistes essaient de lier M. Rivest à M. Bourassa et oublient de lier M. Gameau à M. Bourassa, je pense que tout le monde peut comprendre facilement que c'est de la démagogie, un effort pour semer de la confusion parmi tout le monde.

Un deuxième point que je veux soulever, c'est la question du patronage. Le patronage est partout dans cette élection du côté gouvernemental. On vient d'écouter le député de Vanier parler des subventions de \$45 millions qui seront versées généralement dans le Québec. Il n'a pas dit Jean-Talon parce que c'est clair que ce ne sera pas dans Jean-Talon. Je veux vous raconter une histoire très précise là-dessus. Cela fait deux semaines maintenant qu'on a eu une commission parlementaire sur les affaires municipales et c'était la journée où l'hébergement pour les personnes âgées dans les anciens bureaux de la Sûreté du Québec a été annoncé. On avait posé la question au ministre si c'était avancé pour des fins électorales. Il a dit: Je ne le sais pas. Alors, à l'époque, il y avait le président de la Société d'habitation du Québec, M. Couture, à côté de lui. J'ai demandé au ministre si je pouvais poser une question au président de la SHQ. Il a dit: Oui, posez la question. J'ai demandé à M. Couture, le président de la Société d'habitation du Québec: Est-ce que le projet...

**M. Shaw:** M. le Président, question de règlement. J'invoque le quorum, s'il vous plaît.

**Le Président:** Qu'on appelle les députés!

A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Louis, s'il vous plaît!

Qu'on appelle les députés, parce qu'il n'y a toujours pas quorum!

M. le député de Saint-Louis, s'il vous plaît!

Compte tenu des circonstances, l'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à quinze heures cet après-midi. Je vous reconnaîtrai à l'ajournement du débat. On va ajourner forcément le débat, mais vous devrez poursuivre à ce moment, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

L'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à quinze heures.

Suspension de la séance à 12 h 58

Reprise de la séance à 15 h 10

**Le Président:** A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.  
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.  
Déclarations ministérielles.  
Dépôt de documents.

M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom de M. le ministre de l'Éducation.

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

### Rapport de la Corporation des urbanistes

**M. Charron:** Au nom du ministre responsable des corporations professionnelles, je voudrais déposer le rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec pour 1977/78.

**Le Président:** Rapport déposé.

Mme le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

### Arrêtés en conseil relatifs à la Loi des Travaux publics

**Mme Ouellette:** Conformément à l'article 55 de la Loi des Travaux publics, je dépose, pour l'année financière 1978/79, copie des arrêtés en conseil sanctionnés en vertu de la section XI de cette même loi.

**Le Président:** Documents déposés.

Dépôt de rapports de commissions élues.  
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Article c) du feuillet d'aujourd'hui, M. le Président.

## Projet de loi no 13

### Première lecture

**Le Président:** M. le ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire propose la première lecture du projet de loi no 13, Loi sur le registre des électeurs.

M. le ministre.

### M. Robert Burns

**M. Burns:** Ce projet de loi a principalement pour objet de confier au directeur général des élections la responsabilité d'établir un registre des électeurs en vue de la confection des listes électorales devant servir lors d'une élection ou d'une

consultation populaire. Le registre comprendra, pour chaque électeur, les renseignements suivants: son nom de famille, son prénom, son sexe, son adresse, sa date de naissance et le numéro inscrit sur sa carte d'assurance-maladie. Toutefois, sur les listes électorales qui seront expédiées aux habitations, ne devront paraître que le nom, prénom, sexe et adresse des électeurs.

Le registre des électeurs sera établi à partir d'un recensement des électeurs tenu conformément à la Loi électorale. A cette occasion, les recenseurs vérifieront et, s'il y a lieu, corrigeront une liste provisoire des personnes résidant dans chaque section de vote dressée par le directeur général des élections à partir des renseignements qui lui auront été fournis par les ministères ou organismes du gouvernement ou par d'autres personnes en vertu d'ententes que le projet de loi habilite à conclure.

Le projet de loi prévoit que le registre des électeurs sera continuellement mis à jour. A cet effet, il autorise le directeur général des élections à modifier le registre, soit à la demande de l'électeur concerné, soit à partir d'informations que pourront lui transmettre les ministères ou organismes du gouvernement ou les personnes avec lesquelles il aura conclu une entente en vertu des dispositions de la loi. Le directeur général des élections est également autorisé, lorsqu'il le juge à propos, à faire une vérification totale ou partielle du registre au moyen d'un recensement ou d'une révision tenue conformément à la Loi électorale. En période électorale ou en période référendaire, il y aura obligatoirement, en vue du scrutin, une révision des listes.

Le projet permet cependant à tout électeur de s'opposer à ce que son nom soit inscrit sur la liste électorale. Par ailleurs, il prévoit qu'une femme mariée ou une veuve pourra choisir d'être inscrite sur une liste électorale de l'une des trois façons suivantes: son prénom et son nom, son prénom et son nom joints au nom de son mari ou, encore, son prénom joint au nom de son mari. Ce projet de loi retranche de la Loi électorale les dispositions relatives au recensement annuel et aux sections de vote rural. De plus, il apporte à cette loi ainsi qu'à d'autres dispositions législatives des modifications qui visent principalement à en assurer la concordance avec ces nouvelles dispositions proposées.

**Le Président:** Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Il n'y en a pas d'autre, M. le Président.

**Le Président:** Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.  
Période de questions orales.

M. le député d'Outremont.

### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

#### Politique étrangère du gouvernement

**M. Raynald:** M. le Président, ma question s'adresse au leader parlementaire du gouvernement. Je voudrais lui demander si, depuis hier, il a eu le temps de relire les entrevues qu'il a données avec son collègue, le député de Mercier, à la revue L'Appel, revue qui est distribuée en France? Ce que je voudrais savoir aujourd'hui, c'est, dans le régime d'association qui est proposé par le gouvernement, ce qui arrive de la politique étrangère. Dans le cas du leader parlementaire du gouvernement, selon cette entrevue, il aurait dit — si c'est exact — que la politique étrangère du gouvernement serait autonome. En effet, le journaliste dit: Ce qui laisse sous-entendre que vous auriez une politique étrangère... et le leader du gouvernement dit "autonome".

Lorsqu'il s'agit du député de Mercier, la même question est posée par le journaliste: "La politique étrangère demeurera donc commune?" La réponse: "La politique étrangère restera commune d'autant plus que nous n'avons pas grand reproche à faire à la politique étrangère du Canada pour l'instant." Et le député de Mercier, toujours, de confirmer qu'il n'y aura pas de délégation du Québec qui ira siéger aux Nations Unies. Je voudrais donc savoir, étant donné que le gouvernement nous accuse continuellement de jeter la confusion dans les esprits, si dans ce cas-ci il pourrait y avoir une certaine association entre le député de Mercier et le leader parlementaire du gouvernement pour qu'au moins on harmonise les politiques et au moins les déclarations. Laquelle des deux est la plus vraie?

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** M. le Président, je pense que la question ne m'est pas adressée, mais plutôt au député de Mercier. Ce que je peux donner...

**Une Voix:** Un peu de courage!

**M. Charron:**... au député d'Outremont comme réponse, c'est que je m'en suis tenu au programme du Parti québécois dans l'interview que j'ai donnée aux journalistes.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, devant un nouveau cas où le gouvernement, où ministres ou députés continuent de semer la

confusion, est-ce que le leader parlementaire du gouvernement pourrait nous expliquer pourquoi dans la présente campagne électorale dans Jean-Talon le gouvernement, ministres et députés, et le ministre des Affaires intergouvernementales en particulier se refusent à parler de la constitution, de la question constitutionnelle et se réfugient dans le même silence qui a caractérisé l'équipe péquiste à la veille des élections de 1976?

**M. Charron:** M. le Président, je n'ai pas d'objection à répondre à la question du chef de l'Opposition. Je vous ferai remarquer, quand même, qu'il y a une marge entre la question première et la question dite supplémentaire. Je m'aperçois que la question du député d'Outremont n'était que l'entrée de la question du député de Bonaventure. M. le Président, ce matin, le député de Vanier, en intervenant sur le discours du budget, a déjà fourni une réponse au chef de l'Opposition, que je peux lui donner. Dans la campagne électorale de Jean-Talon actuellement, nous n'avons pas évité de parler du programme constitutionnel du parti, mais nous n'avons pas fait porter la campagne électorale sur la question de l'avenir du Québec. Les citoyens de ce comté comme ceux de partout ailleurs savent très bien que cela va venir dans quelques mois à peine où cette seule et unique question sera l'objet du débat. Mais ce dont il est question dans Jean-Talon actuellement, c'est de remplacer un député qui a été littéralement chassé de son parti par un nouveau chef qui ne pouvait plus le sentir et qui lui a rendu la vie insupportable.

**Des Voix:** Bravo!

**M. Charron:** Dans les circonstances, M. le Président, puisqu'un ancien ministre libéral, prestigieux dans ce comté, a préféré quitter la vie politique que de rester avec son nouveau chef, c'est cela l'objet de la discussion. Quel homme allons-nous choisir ou quel candidat allons-nous choisir, dans le comté de Jean-Talon, maintenant? C'est ce qui a expliqué la stratégie du Parti québécois et ce qui l'expliquera jusqu'à la dernière minute dans le comté de Jean-Talon; c'est d'un député dont on a besoin. Est-ce qu'on prend un député qui est le symbole même de l'ancien régime Bourassa qui a été rejeté par les Québécois ou si on prend une femme identifiée à ce que le chef du Parti libéral appelait dans son éditorial...

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** ... du Devoir, le 13 novembre, La porte sur l'avenir, que signifie le Parti québécois?

**Des Voix:** Bravo!  
(15 h 20)

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! Je voudrais rappeler à tous que ce matin on a laissé passer tout le débat sur le discours du budget qui

a été plutôt une campagne électorale. Mais je ne voudrais pas qu'on reprenne la même chose au moment de la période des questions.

M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je note que vous avez laissé beaucoup de latitude, en vertu du règlement, j'imagine, au leader parlementaire du gouvernement. Ma question était bien simple, M. le Président, et n'avait rien à voir avec la campagne électorale du comté de Jean-Talon, mais elle avait précisément pour but de demander à ce gouvernement de cesser de semer la confusion. Un cas venait d'être soumis à cette Chambre par le député d'Outremont. Comme question additionnelle, j'ai posé cette question comme l'illustration du silence du gouvernement à l'heure actuelle, alors que le ministre des Affaires intergouvernementales nous avait promis, il y a déjà un an...

**Une Voix:** Question.

**Le Président:** Voulez-vous formuler la question?

**M. Levesque (Bonaventure):** Je vois que j'ai moins de latitude que notre ami, le leader parlementaire du gouvernement, mais je tiens à rappeler, M. le Président, comme préambule, cependant, que le ministre des Affaires intergouvernementales, le premier ministre et le gouvernement dans son ensemble ont promis — cela depuis plus d'un an — que nous aurions des précisions...

**Une Voix:** Question.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... sur l'option constitutionnelle du gouvernement.

**Une Voix:** L'occasion.

**M. Levesque (Bonaventure):** Or, je demande pourquoi ces précisions ne sont pas encore venues et pourquoi on se refuse, dans le comté de Jean-Talon, à montrer son visage véritable d'indépendantiste qui est le gouvernement actuel...

**Une Voix:** Séparatiste.

**M. Levesque (Bonaventure):** Dès le lendemain de la campagne électorale de 1976, le premier ministre a parlé d'indépendance; il n'avait pourtant pas le mandat de la faire.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement, brièvement, s'il vous plaît. Après, je vous reconnais immédiatement, M. le député de Portneuf.

**M. Charron:** Je veux bien répondre au chef de l'Opposition une fois de plus. Je lui ai dit que tout au cours de la campagne, sans en faire l'objet de décisions comme le Parti libéral a essayé de le faire, nous n'avons pas esquivé le fait de dire que

nous croyons de ce côté-ci de la Chambre, pour les citoyens de Jean-Talon comme pour les autres, que les Québécois sont aptes à contrôler la totalité de leurs impôts et à faire de ce Parlement le seul gouvernement qui puisse avoir autorité sur eux. Nous avons dit en même temps aux citoyens de Jean-Talon que, cette question étant suffisamment importante, le gouvernement québécois a choisi d'en faire une question à part qui, d'ici quelques mois, sera traitée avec toute l'attention qu'elle mérite parce qu'il s'agit de l'avenir des Québécois. Mais, actuellement, dans le cas de Jean-Talon, le 30 avril prochain, ce n'est pas l'avenir du Québec que les citoyens de Jean-Talon sont appelés à décider; ils sont appelés à décider quel député ils veulent avoir. Est-ce qu'ils veulent un député qui s'associe au gouvernement dont ils sont en majorité satisfaits du rendement depuis le début ou s'ils s'associent au parti qui n'a plus aucun thème à offrir?

**Le Président:** Très bien. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** Merci, M. le Président. Pourriez-vous calmer les gens de la majorité ministérielle, M. le Président? Je conviens que les élections du 30 avril les inquiètent.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Pagé:** Ils se savent battus.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Portneuf, est-ce que vous souhaitez toujours formuler votre question?

Allez-y, M. le député de Portneuf.

#### Prise en considération du conflit à la CTCUQ

**M. Pagé:** M. le Président, j'aimerais que cela se fasse dans un climat serein, qu'ils écoutent et que ce soit calme. Le gouvernement du Québec, le Parti québécois ayant attendu presque trois mois avant de prendre sa responsabilité et de nommer un médiateur dans le conflit à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, j'aimerais demander ceci — parce que j'ai été informé qu'un médiateur était nommé ou qu'il était sur le point de l'être par le gouvernement — au leader du gouvernement, en l'absence du ministre du Travail et du premier ministre. Je soupçonne, M. le Président — j'en ferai mon préambule avant d'en arriver à ma question — le gouvernement d'avoir retardé de trois mois et d'agir à la toute dernière minute comme cela strictement pour essayer de sauver les meubles dans Jean-Talon, parce qu'ils se sentent battus dans Jean-Talon, M. le Président. Cela va être un beau cadeau de noces pour le premier ministre, vous allez voir cela.

M. le Président, j'aimerais que le leader du gouvernement nous dise quel est le mandat qui sera donné au médiateur. Est-ce que les parties

ont accepté d'être liées par le rapport qui sera soumis à ces mêmes parties par le médiateur? Dans quels délais auront lieu les premières rencontres? Je pense que le leader du gouvernement devrait interpréter ma question comme étant une suggestion que je formule. Selon moi, les parties devraient se rencontrer, devraient rencontrer le médiateur dans les plus brefs délais; cela devrait normalement être demain selon moi. Est-ce qu'il y a un délai maximal pour que le médiateur puisse soumettre son rapport?

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Conformément à la réponse donnée hier au député de Portneuf, le Conseil des ministres a pris en considération cette question ce matin. Il a pris une décision et, conformément aussi à la réponse que j'ai donnée au député de Portneuf hier, quand j'ai dit qu'au plus tard d'ici vendredi, la réponse serait rendue publique avec, je crois — telle que je puisse la connaître pour le moment — toutes les réponses aux questions et sous-questions que le député de Portneuf vient de glisser dans sa question principale, demain, donc, la décision complète du gouvernement, la raison qui la motive et les conditions qui l'accompagnent seront annoncées.

**Le Président:** M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** M. le Président, dernière question additionnelle là-dessus. J'aimerais que le ministre, le leader du gouvernement en prenne note. J'aimerais qu'il informe cette Assemblée avant que l'Assemblée ajourne, M. le Président, parce que je crains que ce ne soit de la frime tout cela; je crains que ce ne soit de la frime en raison des élections qui sont lundi, et la dernière journée de séance c'est demain. J'aimerais que le leader du gouvernement nous dise demain, premièrement, quel est le mandat, si les parties ont accepté d'être liées par la recommandation du médiateur, dans quels délais les parties auront des rencontres avec ce médiateur et quel est le délai maximal pour que le médiateur soumette son rapport et ses recommandations.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** M. le Président, le député, en même temps que tous les membres de l'Assemblée et tous les citoyens, connaîtra la réponse qui émanera du ministère du Travail demain.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, une question additionnelle.

**Le Président:** Dernière question, M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, si j'ai bien compris le ministre, il y a eu un Conseil

des ministres ce matin, une décision aurait été prise. Si la décision a été prise et qu'un médiateur a été choisi, qu'est-ce qui empêche présentement le gouvernement d'en faire part à l'Assemblée nationale? Est-ce qu'on attend d'avoir une conférence de presse avec la candidate dans Jean-Talon ou je ne sais quoi?

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Peut-être que c'est aussi parce qu'on veut fournir les réponses que le député de Portneuf vient de demander.

**Le Président:** M. le député de Gaspé.

#### Politique relative à l'enseignement privé

**M. Le Moignan:** M. le Président, bien que l'Assemblée nationale, l'édifice soit situé dans le comté de Jean-Talon, je ne voudrais pas engager la politique de ce côté.

Je regarde cependant le ministre de l'Éducation, lui qui sait qu'on parle beaucoup de l'enseignement privé dans Jean-Talon en ce moment, je voudrais dans un très bref préambule lui dire que le 15 décembre dernier, alors que je m'adressais au premier ministre, celui-ci avait déclaré, entre autres, qu'il n'était pas question, ni de près ni de loin, d'empêcher l'enseignement privé de fonctionner et que les énoncés de politiques du gouvernement auront pour but d'améliorer la situation, certainement pas de brimer les gens qui ont le droit fondamental au système d'éducation qu'ils préfèrent. Par la suite, nous savons que le ministre de l'Éducation a décrété un moratoire concernant l'enseignement privé, ce qui a eu pour effet, premièrement, de ne pas permettre l'ouverture de nouvelles écoles d'enseignement général ou d'enseignement professionnel aux niveaux primaire, secondaire ou collégial; deuxièmement, de ne pas autoriser de nouveaux enseignants, au général ou au professionnel, aux écoles qui détenaient déjà un statut dans les niveaux concernés au paragraphe précédent. Et, troisièmement, de ne pas accorder de statut plus avantageux au plan des subventions que ceux que les institutions détenaient précédemment. Voici l'état de la question, pour calmer les appréhensions du député de Portneuf.

L'existence de ce manque de politique claire de la part du gouvernement cause beaucoup de difficultés à plusieurs écoles privées, et ceci à travers la province, et a même suscité cette semaine la fermeture d'une école privée...

**Le Président:** M. le député de Gaspé...

**M. Le Moignan:** ... annoncée pour le mois de mai.

**Le Président:** M. le député de Gaspé, je sais que vous n'abusez pas habituellement, mais je trouve qu'aujourd'hui vous y allez un peu fort. S'il vous plaît!

**M. Le Moignan:** Je vous remercie de votre clémence, M. le Président. Je termine le préambule, j'en arrivais juste à ma question.

On annonce la fermeture de l'école Driscoll, une école privée, à cause des difficultés que cette école rencontre en ce moment avec le gouvernement.

Ma question au ministre est celle-ci: J'aimerais savoir si le ministre entend mettre fin à ce moratoire dans les plus brefs délais et s'il veut faire connaître sa politique sur l'enseignement privé avant l'ajournement de l'été, et si cette nouvelle politique sera conforme à l'engagement du premier ministre de respecter le droit fondamental des parents au système d'éducation qu'ils veulent privilégier pour leurs enfants.

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, le premier ministre, à l'époque a énoncé la politique générale du gouvernement à l'endroit des institutions privées d'enseignement du Québec. Il reste cependant à déterminer les modalités qui viendront compléter la politique énoncée par le premier ministre et reprise, à l'occasion, tant par le ministre des Finances que par le ministre d'État au développement culturel.

Ces modalités font l'objet de travaux depuis plus d'un an maintenant, au sein du ministère de l'Éducation, de même qu'au sein du ministère d'État au développement culturel. Nous croyons être en mesure, d'ici quelques semaines, de déposer devant cette Chambre l'énoncé de politique qui indiquera aux institutions privées quelles sont les règles du jeu et quelles seront les modalités du financement de l'enseignement privé.

Je ne sais pas que "l'absence de politique", puisqu'elle correspondait, de fait, au statu quo, ait eu le moindre inconvénient pour les établissements privés du Québec. Bien sûr, lorsqu'on nous a demandé d'ouvrir de nouveaux établissements à Sorel, à Matane, à Roberval et dans une autre ville du Québec — je crois que c'était Rivière-du-Loup — nous avons décidé de consulter les commissions scolaires régionales pour connaître leur sentiment et mesurer l'impact qu'aurait l'ouverture de nouvelles institutions privées sur le système public.

En effet, notre première priorité, pour ce qui est en particulier de la qualité de l'enseignement, c'est le système public. Le principal objectif du gouvernement actuel est la qualité de l'enseignement dans le réseau public. C'est là-dessus que nos efforts ont porté depuis des mois. Maintenant que nous avons lancé un plan d'action pour les niveaux primaire et secondaire, maintenant que nous avons rendu public un énoncé de politique sur les collèges, nous nous tournons vers le secteur privé en vue de déterminer les détails de notre politique. Le premier ministre a déjà énoncé les principes qui seront appliqués.

Le député de Gaspé mentionne le cas d'un collège, le collège Driscoll, lequel, à la suite d'un litige devant les tribunaux, vient d'accepter un

règlement hors cours et nous a demandé de fermer ses portes. Je voudrais simplement attirer l'attention du député de Gaspé sur le fait que le collège Driscoll, ce ne sont pas les Ursulines; ce n'est pas du tout le même genre d'établissement. Ce collège a été fermé à la demande de l'ancien gouvernement libéral.

**Une Voix:** Conseillé par qui?

**M. Laurin:** Conseillé par Jean-Claude Rivest.

**M. Morin (Sauvé):** Je ne sais pas d'ailleurs qui était ministre de l'Éducation à cette époque. Vous en avez tellement eu, dans les derniers mois du régime libéral, que je ne saurais vous dire qui a pris la décision. Cela remonte à plusieurs mois avant la chute du gouvernement libéral.

**M. Laurin:** Conseillé par Jean-Claude Rivest.

**Le Président:** M. le député de Gaspé.

**M. Le Moignan:** Question additionnelle, M. le Président. Je ne connais pas la politique de l'ancien gouvernement vis-à-vis de cette école privée. Je voudrais demander au ministre s'il entend poursuivre ce qui existe déjà dans quelques régions du Québec, c'est-à-dire confier aux commissions scolaires qui sont dévaluées des projets d'ouverture de nouvelles écoles privées sur leur territoire. Le ministre ne croit-il pas que cette fonction d'évaluation devrait être confiée à la Commission consultative de l'enseignement privé plutôt qu'aux commissions scolaires qui sont dans une situation de conflit d'intérêts — on sait pourquoi — vu leur mandat d'administrer le secteur public de l'enseignement?

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, nous faisons une distinction entre des établissements existants, qui sont quelquefois de caractère historique — certains font même partie de notre patrimoine national, notre patrimoine culturel — et ceux qu'on voudrait ouvrir, qui viendraient s'ajouter au nombre actuel d'établissements privés. Nous sommes très inquiets de la diminution de clientèle dans le secteur public. C'est le député de Gaspé lui-même qui, hier, attirait mon attention sur des fermetures d'écoles dans le secteur public. M. le Président, quand on ouvre une nouvelle institution privée, on hâte forcément la fermeture des écoles publiques dans le même quartier. C'est là un problème auquel le gouvernement ne peut demeurer insensible et c'est la raison pour laquelle, avant d'ouvrir une nouvelle école privée, j'ai tenu, depuis que je suis titulaire de l'Éducation, à consulter les commissions scolaires. Je continuerai de le faire.

Les commissions scolaires sont bien placées pour nous dire quel peut être l'impact de l'ouverture d'une nouvelle école secondaire privée, par exemple, sur leur clientèle scolaire et sur le finan-

cernent de leurs activités. Je répète que le gouvernement a le souci de ne pas fermer plus d'écoles publiques qu'il n'est nécessaire.

**M. Le Moignan:** Dernière question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Gaspé.

**M. Le Moignan:** Je suis d'accord avec les propos du ministre et je veux être logique avec mes propos que j'ai tenus dans le passé vis-à-vis de l'école publique et de l'école privée. Mais quand j'écoute les propos de la candidate du Parti québécois dans Jean-Talon, qui insiste énormément sur l'enseignement privé, sur son maintien et ses subventions, c'est là où je suis le plus inquiet, c'est là où je me demande où se trouve la cohérence dans votre gouvernement.

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, que je sache, j'ai lu attentivement les propos du député — non pas du député, elle le sera, mais de la candidate — du Parti québécois dans Jean-Talon. Elle n'a fait que répéter ce que le député de Gaspé faisait dire au premier ministre il y a un instant. Elle a tout simplement énoncé le principe que nous n'avions pas l'intention d'abolir l'enseignement privé, M. le Président.

J'ajouterai ceci: De toute façon, le futur député de Jean-Talon, "la" future députée pourra très bien faire valoir son point de vue au sein du parti au lendemain de l'élection qui doit avoir lieu la semaine prochaine.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question additionnelle a deux volets. Le premier donne suite aux dernières paroles du ministre de l'Éducation qu'il n'était pas question d'abolir l'enseignement privé. Est-ce que c'est dans le même sens que l'on doit prendre cela que lorsque le gouvernement disait qu'il n'avait pas l'intention d'abolir l'impôt foncier scolaire et qu'on a laissé aux commissions scolaires simplement les inadmissibles? On a tenu parole mais on a rapetissé passablement. Le deuxième volet: J'espère que le ministre pourra préciser — et je lui demande de le faire — ce qu'il a dit tout à l'heure quant au gouvernement libéral précédent quant à une décision qui aurait été prise relativement à l'école Driscoll. J'ai eu l'occasion, depuis que le ministre a répondu, de consulter plusieurs de mes collègues qui étaient au cabinet des ministres et nous aimerions bien voir l'arrêté en conseil ou la décision, ou est-ce que c'était une question que se posaient certains fonctionnaires.

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, permettez-

moi d'abord de traiter du cas de Driscoll. Effectivement, la décision de fermer le collège Driscoll a été prise par l'un de mes prédécesseurs.

**Une Voix:** Ah!

**Une Voix:** Qui?

**M. Morin (Sauvé):** Vous avez changé tellement souvent le ministre de l'Éducation, M. le Président...

**M. Levesque (Bonaventure):** Qui?

**M. Morin (Sauvé):**... que je ne sais lequel des ministres libéraux, mes prédécesseurs, a pris la décision. Cependant, j'aurai la réponse...

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, j'aurai la réponse demain.

**Le Président:** Une question de privilège, M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, lorsque l'on porte de telles accusations, on doit être prêt à les préciser et à dire lequel des ministres aurait fait cela, et à donner le contexte également et déposer les documents. On ne se cache pas derrière des déclarations comme celle-là et, après cela, reculer et dire qu'on ne sait pas. On ne le sait pas.  
(15 h 40)

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, dans les derniers temps du régime libéral, le ministère de l'Éducation changeait de titulaire si souvent que je ne sais plus lequel est responsable, mais je le saurai d'ici demain! Tous les trois ou quatre mois, il y avait un nouveau ministre de l'Éducation, ce qui montre bien le cas que vous faisiez de l'éducation.

De toute façon, permettez-moi d'ajouter quelques renseignements là-dessus. J'ai décidé de verser, en dépit de toutes les difficultés, une subvention de \$211 668.65 à ce collège le 20 avril, il y a quelques jours. Oui. Non, pas dans le contexte...

**M. Levesque (Bonaventure):** Dans le contexte des élections partielles.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, dans le contexte d'un règlement hors cour aux termes duquel cette maison d'enseignement fermera ses portes. Je tiens à le dire. C'est important pour que soit comprise la portée de ce dossier. Il est intervenu un règlement hors cour aux termes duquel j'ai accepté de financer le collège Driscoll cette année, mais il ferme ses portes et c'est une décision qui lui appartient. Merci, M. le Président.



**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Morin (Sauvé):** Ah! Je n'ai pas terminé, M. le Président. Me permettez-vous...? Le chef de l'Opposition excelle à faire dire à ses voisins d'en face ce qu'ils n'ont pas dit. Jamais nous n'avons dit aux commissions scolaires que nous ne transférerions point l'impôt foncier scolaire aux municipalités. Au contraire, le langage qui a été tenu, tant par le ministre des Finances que par moi-même, a toujours été le même. Nous avions l'intention, dans le cadre de la réforme fiscale, de transférer aux municipalités l'impôt foncier normalisé. Nous disions également aux commissions scolaires que nous avions l'intention de maintenir à leur profit l'impôt foncier pour les fins de ce qu'on appelle les dépenses non admissibles ou non subventionnées. La volonté du gouvernement n'a pas changé et c'est toujours la même décision qui s'applique.

**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

#### **Dossiers à la Commission de la protection de territoire agricole**

**M. Cordeau:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. M. le ministre, lors de votre passage dans le comté d'Argenteuil, vous avez constaté qu'il y avait plusieurs dossiers accumulés concernant les nombreux problèmes que doivent affronter les agriculteurs de ce comté, spécialement dans le domaine du zonage agricole. Je dois vous informer que l'accumulation des dossiers non étudiés à la Commission de la protection du territoire agricole ne touche pas seulement les électeurs du comté d'Argenteuil, mais aussi tous les citoyens habitant la zone verte définie arbitrairement par le gouvernement péquiste actuel. M. le Président, je demande au ministre de l'Agriculture, premièrement, s'il est conscient qu'il y a à la commission plusieurs milliers de dossiers non encore étudiés et, deuxièmement, s'il entend prendre des mesures nécessaires et immédiates pour remédier à cette désastreuse situation qui affecte en particulier le domaine de la construction.

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture.

**M. Garon:** M. le Président, c'est inexact qu'il y a à la commission plusieurs milliers de dossiers non encore étudiés puisque 50% des dossiers à peu près qu'il y a à la commission sont des déclarations de droits acquis. La commission vérifie tout simplement si les droits acquis étaient vraiment des droits acquis ou non. Cela se fait très rapidement. Il arrive souvent qu'il y a des gens qui font leur demande à la commission et dont le dossier n'est pas complet. Il manque des renseignements. C'est la principale raison qui retarde la décision dans les dossiers où les décisions tardent. Mais, d'une façon générale, il n'est pas exact de dire qu'il y a des milliers de dossiers qui

n'ont pas reçu d'analyse. Au contraire, immédiatement, les gens communiquent... Mais il est normal, dans les premières semaines de la commission... La commission a commencé moins rapidement que je ne l'avais escompté pour une raison très simple que je vais vous dire. Il y avait un chose qu'on n'avait pas anticipée, c'est la popularité de la commission parce qu'il y a eu des postes qui ont été annoncés dans les journaux — un certain nombre de postes — et on n'avait jamais prévu qu'il y aurait 3000 demandes pour ces postes. Alors, évidemment...

**Une Voix:** Des chômeurs.

**M. Garon:** Mais non, ce n'étaient pas des chômeurs. Ce sont des personnes spécialisées en agronomie, en urbanisme, etc., des avocats, des notaires, etc.

**Une Voix:** Des avocats en chômage.

**M. Garon:** Non, ils n'étaient pas en chômage; on demandait plusieurs années d'expérience.

**Une Voix:** Des chômeurs expérimentés.

**M. Garon:** Ils souhaitaient pouvoir travailler à cette Commission de protection du territoire agricole parce qu'ils voyaient qu'ils pourraient réaliser une oeuvre importante pour l'avenir du Québec.

**Une Voix:** Voilà, voilà.

**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Cordeau:** M. le ministre, vous avez avoué qu'il y avait plusieurs milliers de dossiers encore à l'étude pour différentes raisons. Par contre, combien de fonctionnaires avez-vous engagés depuis le commencement? En effet, si vous en avez engagé seulement cinq, cela a pris beaucoup de temps. Ma deuxième question: Quelles mesures entendez-vous prendre, dans un bref avenir, pour remédier à cette situation qui devient réellement catastrophique pour le domaine de la construction?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture.

**M. Garon:** Je n'ai rien avoué du tout, contrairement à ce que vous avez dit. J'ai dit que les dossiers étaient étudiés au fur et à mesure qu'ils entraient à la commission. Quand les dossiers étaient complets, ils pouvaient être acheminés à la commission pour une prise de décision. J'ai dit qu'il y avait différents types de dossiers. Il y a des dossiers qui ne demandent pas de décision, mais simplement une vérification pour savoir si la déclaration de droits acquis concerne un droit qui a vraiment été acquis. C'est 50% des dossiers, ce type de déclarations qui ne demandent pas de décision de la commission, mais une analyse. J'ai dit tout simplement que la commission s'est mise en branle. Elle a commencé à fonctionner. Elle a

rendu plusieurs décisions. D'ailleurs, on m'a laissé entendre qu'au cours de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture en commission parlementaire on voudrait me poser des questions là-dessus. Je pourrai vous communiquer toutes les données sur les dossiers. Vous allez être surpris de voir combien de décisions la commission a rendues, déjà en quatre mois, et à quel point elle fonctionne rapidement. C'est évident qu'au début il y a des analyses, il y a des discussions avec les municipalités. Il y a aujourd'hui — je ne sais plus le nombre exactement — autour d'une centaine de municipalités qui ont reçu leur avis de négociation. Voyez dans le journal de ce matin, ce n'est pas moi qui le fais dire au maire, mais la ville de Laval dit, dans une déclaration, que cela a l'air de bien aller et que c'est un territoire important pour le député qui est à côté habituellement du député de Bonaventure, je ne sais pas le nom du comté.

**Une Voix:** Laval.

**M. Garon:** Le député de Laval. Alors, cela inquiétait. Je dois dire qu'il y a beaucoup de discussions d'entamées avec les municipalités. D'après les rapports que j'ai, cela va très bien. Il arrive, par exemple, que des gens font une demande à la commission et, la journée même où ils font la demande à la commission, ils vont voir leur député — cela m'est arrivé aussi — pour dire: Cela traîne. Vérification faite, leur dossier n'est même pas encore arrivé à la commission. Il peut arriver également que, dans la classification du dossier...

**M. Charbonneau:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** Question additionnelle, M. le député de Verchères.

**M. Charbonneau:** M. le Président, je voudrais poser une question additionnelle au ministre parce que je partage une partie des appréhensions du député de Saint-Hyacinthe. Contrairement à ce qu'il a laissé entendre, il y a des choses qu'il n'a pas mentionnées et je voudrais que le ministre précise s'il n'est pas exact que la commission a pris, pour les premiers dossiers, un temps plus important pour rendre des décisions à cause d'un problème de jurisprudence à établir parce que la commission devra se fier sur ces décisions-là pour rendre des décisions ultérieures.

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de règlement, M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Nous sommes très larges, M. le Président, comme vous nous demandez de l'être, dans l'interprétation du règlement, mais, lorsque nous voyons ce qui vient de se passer, il s'agit bien plus d'un complément de réponse que d'une question.

**Le Président:** Il a des exemples à suivre, M. le chef de l'Opposition. Brièvement, s'il vous plaît, M. le député de Verchères.

**M. Charbonneau:** Je comprends que cela inquiète un petit peu le député de Bonaventure. On ne peut pas s'attendre, de ce côté-là, qu'il nous donne la vérité, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Verchères, s'il vous plaît!

**M. Charbonneau:** Mon comté est dans une zone beaucoup plus affectée par la spéculation que celui du député de Bonaventure. J'espère qu'il va me laisser au moins le temps de terminer.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, question de privilège.  
(15 h 50)

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Le député de Verchères vient d'induire la Chambre en erreur; mon comté n'est pas couvert par la loi présentement.

**Le Président:** M. le député de Verchères.

**M. Charbonneau:** Ce n'est pas ce que j'ai dit, M. le député.

**M. Levesque (Bonaventure):** C'est ce qu'il a dit, M. le Président. Il a parlé de spéculations dans notre cas.

**M. Charbonneau:** Ceci étant dit, M. le Président, je voudrais demander au ministre, d'abord si mes informations sont exactes, s'il y avait effectivement ce problème de jurisprudence qui causait certains ralentissements. D'autre part, est-ce que le ministre pourrait nous dire si les gens peuvent s'adresser à des bureaux régionaux du ministère de l'Agriculture pour faire compléter leurs formulaires afin que, par la suite, lorsqu'ils sont acheminés à la commission, on n'ait pas à revenir trois ou quatre fois pour les faire compléter? Est-ce qu'il y a un mécanisme prévu actuellement?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture.

**M. Garon:** Le ministère de l'Agriculture n'est pas là pour remplir les formulaires des gens qui font des demandes. Ce n'est pas sa fonction. Quand les gens, habituellement, ont une demande d'exclusion, une demande d'inclusion ou une demande à des fins autres que l'agriculture, ou encore une question de droits acquis lors de la demande d'un permis de construction, je pense que la meilleure façon de le faire c'est de demander à leur notaire, qui pourra l'utiliser, de toute façon, pour les fins de leur contrat, de remplir le formulaire avec eux, plutôt que de demander à des gens d'ailleurs ou du ministère de le faire. Ce n'est

pas leur rôle, de la même façon que ce n'est pas le rôle des gens de la commission de remplir les formulaires. Il y a plusieurs personnes qui viennent directement au bureau de la commission demander de remplir leur formulaires, mais ce n'est pas le rôle des gens de la commission.

Je dois dire, sur ce que le député de Verchères a dit au début de sa question, qu'il est évident que, dans un premier temps, alors que les demandes s'achèvent, la commission regroupe les demandes par types de questions, par types de problèmes, pour en arriver à établir une jurisprudence concernant la protection du territoire agricole.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie.

### Grève à l'Université du Québec à Montréal

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Depuis le 6 mars dernier, 14 000 étudiants à l'Université du Québec sont privés de cours suite à une grève qui perdure depuis maintenant près de deux mois. Le ministre de l'Éducation pourrait-il nous dire quelles sont les raisons qui expliquent le retard apporté par le conseil d'arbitrage qui devait rédiger, selon les dispositions de la loi 45, une première convention collective, quelles sont les raisons qui expliquent le retard apporté à la rédaction de cette convention et qui feront que, maintenant, non seulement la session d'hiver est tout à fait compromise, mais que même la première session d'été, nous dit-on, le serait également?

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, une fois que le conseil d'arbitrage a été nommé dans un litige comme celui-là, le gouvernement ne peut faire de pressions ni sur les parties ni, encore moins, sur le conseil d'arbitrage pour que celui-ci accélère la procédure ou la décélère. Le gouvernement est obligé de respecter la compétence du tribunal d'arbitrage qui a été mis en place. C'est la raison pour laquelle je ne suis pas en mesure de répondre.

Même si je connaissais la réponse, je pense qu'il ne conviendrait pas que je commente publiquement les agissements d'un tribunal d'arbitrage.

Ce qui, cependant, intéresse le ministère de l'Éducation rejoint l'autre partie de la question posée par le député de L'Acadie. Il s'agit de notre souci de nous assurer que l'année universitaire n'est pas entièrement sabordée et de nous assurer aussi que ne sont pas compromis les cours d'été. Tout ce que je puis dire là-dessus, c'est que le ministère suit l'évolution de la situation de jour en jour et presque d'heure en heure. Nous en sommes, en effet, arrivés au point où chaque jour additionnel de grève compromet de plus en plus l'année universitaire. Nous en sommes tous conscients. Tout ce que je puis faire publiquement, c'est de souhaiter que ce conseil d'arbitrage

aboutisse le plus rapidement possible dans son effort de rapprochement des parties.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie.

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, je réalise une fois de plus que le ministre de l'Éducation — j'ai tardé à poser cette question parce que je connais la complexité de ce genre de grève dans le milieu de l'éducation, dans le milieu universitaire. Je pense qu'on ne peut pas laisser aller indéfiniment des universités en grève. Je précise, ma deuxième question est la suivante. Quelles sont les mesures de récupération qui seront prises pour que les étudiants reçoivent vraiment la formation à laquelle ils ont droit? Il en va de la qualité de la formation des étudiants, il en va de la crédibilité de l'Université du Québec à Montréal, sans compter que les étudiants qui sont là, dans les six dernières sessions qu'ils ont eues, ont connu des perturbations majeures au moins dans quatre semestres sur six semestres. La question est importante, je sais que cela relève de l'université. Est-ce que le ministre garde un droit de regard sur la récupération qui sera proposée?

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, je partage entièrement l'anxiété du député de L'Acadie. L'Université du Québec à Montréal a été très éprouvée depuis quelques années. Faut-il rappeler d'ailleurs que lorsque j'ai été nommé au ministère de l'Éducation le gouvernement précédait nous avait laissé sur les bras deux grèves universitaires que nous avons réglées? Nous espérons bien pouvoir contribuer à régler celle-ci comme les autres. Toutefois, comme dans les deux premiers cas, il y a un principe qui, je pense, est reconnu par Mme le député, qui est celui de l'autonomie universitaire. Le gouvernement ne peut pas se désintéresser de la situation et nous la suivons, comme je l'ai dit d'heure en heure. Du même coup, nous ne pouvons intervenir arbitrairement dans une question aussi délicate, compte tenu de l'autonomie que les universités revendiquent et que les enseignants revendiquent pour leur profession.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie, dernière question.

**Mme Lavoie-Roux:** Je voudrais faire remarquer au ministre que, quand je lui parle de récupération c'est que je ne voudrais pas, en dépit des réassurances qu'il nous donne, que les étudiants se retrouvent dans une position où finalement la récupération se fera cahin-caha, comme certains CEGEP l'ont connu au mois de décembre. On sait fort bien que la récupération s'est faite par des travaux à la maison et non pas par des cours dans les CEGEP. Il ne faudrait pas avoir la même chose. Ma question précise...

**Le Président:** Un moment, s'il vous plaît.

**M. Morin (Sauvé):** Ce que vous venez de dire est inexact, madame.

**Mme Lavoie-Roux:** Non, ce n'est pas inexact, je pourrais vous nommer un CEGEP.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie, s'il vous plaît, c'est la troisième question supplémentaire. Le préambule est un peu long et je n'aurai pas le temps de rejoindre le chef de l'Union Nationale, qui voudrait poser une question.

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, je ne sais pas si c'est une question de règlement. Vous me dites que mon préambule est long. J'en ai entendu d'autres avant moi, et des réponses de ministres qui ne finissent plus. Je n'abuse jamais. Je pense que je n'abuse pas du temps de cette Chambre, M. le Président, et la question est extrêmement importante.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie, s'il vous plaît.

**Mme Lavoie-Roux:** Ma dernière question touche les étudiants en formation des maîtres. Le ministre est fort au courant que le bureau de placement du secteur de l'éducation du ministère de l'Éducation doit envoyer aux commissions scolaires, à une certaine date, les noms des étudiants qui terminent et qui veulent travailler pour les commissions scolaires. A ce moment-ci, l'information que j'ai, je l'ai par écrit, c'est qu'on ne peut pas transmettre le nom de ces étudiants parce qu'on n'a pas d'attestation de la part de l'université à l'effet que les étudiants auront terminé leurs études en septembre. Pour rassurer les étudiants et ne pas leur enlever la chance de travailler l'an prochain, est-ce que le ministre pourrait intervenir dans le sens que, peut-être conditionnellement, ces inscriptions ou le nom de ces étudiants pourraient être quand même dirigés dans les commissions scolaires, compte tenu que la situation ne dépend pas d'eux mais d'un conflit d'enseignants?

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** Le malheur, dans tous ces conflits qui touchent les établissements d'enseignement, c'est que cela se fait toujours sur le dos des étudiants. Ce sont ceux-ci qui paient les pots cassés et, en l'occurrence, c'est un bon exemple de conséquences fâcheuses que cela entraîne pour les étudiants. Je ne puis certainement dicter à l'Université du Québec, à sa constituante de Montréal, son comportement, mais je vais voir ce que je puis faire dans ce cas concret et tenter de savoir s'il y a moyen d'aider à régler ce problème.

D'autre part, M. le Président, pour ce qui est de la récupération, j'ai été rassuré — peut-être pas entièrement, mais au moins partiellement — rassuré d'entendre l'autre jour les enseignants de l'Université du Québec à Montréal faire savoir à la population et aux étudiants, qui sont les premiers

intéressés, par la voix de leur syndicat qu'ils ont le souci de récupérer le temps perdu. Je crois savoir que l'année universitaire va devoir être prolongée de manière à rattraper le temps perdu.  
(16 heures)

**Le Président:** Fin de la période de questions.

Nous en sommes aux motions non annoncées.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Avis à la Chambre.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

#### Questions inscrites au feuillet

**M. Charron:** Avant de donner les avis à la Chambre, M. le Président, je voudrais inviter certains de mes collègues à donner des réponses à des questions qui ont été posées au feuillet par des membres de l'Assemblée.

A la question no 4), au nom de M. Brochu, c'est M. Lessard qui doit fournir la réponse. Je le ferai en son nom, M. le Président.

M. Lessard a lu la question et répondu à M. Brochu. (voir annexe)

A la question no 6), de M. Goulet, la réponse vient de M. Parizeau. Je dépose la réponse au nom de M. Parizeau, M. le Président. Lu et répondu, (voir annexe)

A la question no 21), au nom de M. Springate, la réponse doit venir de M. Morin. Je fais motion pour que cette réponse soit transformée en dépôt de document.

**M. Morin (Sauvé):** Permettez-moi de déposer le document, M. le Président.

**Le Président:** Document reçu.

**M. Charron:** A la question no 24) de M. Marchand, la réponse vient de M. Tremblay.

**M. Tremblay:** M. le Président, j'ai lu la question et j'y réponds, (voir annexe)

**M. Charron:** A la question no 44) au nom de M. Ciaccia, la réponse vient de M. Tremblay également.

**M. Tremblay:** M. le Président, j'ai pris connaissance de la question et j'y réponds.

**M. Charron:** A la motion no 48) de M. Springate, le document vient de M. Johnson. Je dépose le document.

**Le Président:** Est-ce que la motion sera adoptée?

**M. Levesque (Bonaventure):** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**M. Charron:** Je dépose le document au nom de M. Johnson.

Et finalement, à la motion no 61) au nom de M. Pagé, le document déposé vient de M. Johnson. Je dépose le document.

**Le Président:** Est-ce que la motion sera adoptée?

**M. Levesque (Bonaventure):** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Avis à la Chambre

**M. Charron:** M. le Président, avant de faire les motions d'usage pour permettre à des collègues de se retrouver en commission parlementaire pour continuer le travail, je voudrais...

**M. Bellemare:** En vertu de l'article 34, M. le Président.

**M. Charron:** D'accord, en vertu de l'article 34.

**Le Président:** En vertu des dispositions de l'article 34, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** Je voudrais être informé, si c'est possible, en vertu de l'article 174, si la question avec débat sera reportée, n'aura pas lieu vendredi, à cause de la réunion des ministres de l'Education. Est-ce que le débat a toujours lieu au même endroit?

**M. Charron:** Oui, M. le Président. La réunion des ministres de l'Education de pays francophones a lieu au salon rouge, mais cela ne perturbe pas l'utilisation de cette salle.

**M. Bellemare:** Elle aura lieu, telle qu'annoncée vendredi.

**M. Charron:** Vendredi matin à dix heures, oui, M. le Président.

**M. Bellemare:** Merci.

**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Cordeau:** En vertu de l'article 34, M. le leader, concernant le projet de loi no 107, Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, est-ce que ce projet de loi va être réimprimé ou vers quelle date pensez-vous que la deuxième lecture va être présentée à l'Assemblée nationale?

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** M. le Président, tout cela dépend. Je fonctionne par information incomplète, je dois le dire au député, mais je lui transmets ce dont je suis au courant. Le ministre responsable de ce

dossier de l'habitation, le ministre des Affaires municipales, doit soumettre très prochainement des amendements découlant de la consultation qui a été menée par la commission. C'est selon le nombre des amendements qui seront acceptés au texte original par le Conseil des ministres et leur ampleur que, par la suite, se prendra la décision à savoir s'il est opportun de réimprimer la loi ou pas. Dès que la décision sera prise de façon finale, je la communiquerai à l'Assemblée, M. le Président.

S'il n'y a pas d'autres questions en vertu de l'article 34 de notre règlement, je voudrais donner un aperçu des travaux... Le ministre d'Etat au développement culturel aurait aussi une réponse à une motion, à l'article 59 du feuillet, au nom de M. Caron. Le document serait déposé par M. Laurin, si on y consent.

**M. Levesque (Bonaventure):** D'accord.

**Le Président:** Il y a consentement?

**M. Levesque (Bonaventure):** Oui.

**Le Président:** Il y a consentement.

**M. Charron:** Je dépose le document.

**Le Président:** Adopté.

**M. Charron:** M. le Président, je voudrais donner un aperçu.

**M. Bellemare:** En vertu de l'article 34...

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** ... je voudrais simplement vous demander si la loi du ministère des Affaires sociales sera appelée mardi prochain.

**M. Charron:** J'allais le dire, M. le Président.

**M. Bellemare:** Est-ce que les amendements au projet de loi no 126 sont prêts à être déposés? Le ministre Johnson nous avait dit que cela aurait lieu dans les jours suivants. Je remarque qu'il y a déjà une semaine que nous attendons les amendements et nous ne les avons pas reçus.  
(16 h 10)

**M. Charron:** Je l'ai dit brièvement à la Chambre hier: Le ministre du Travail est retenu à la maison par la maladie. J'espère, en tout cas, qu'il est encore à la maison. Il pourra soumettre au gouvernement, au Conseil des ministres — c'est un peu la même réponse que celle que je donnais sur le projet de loi no 107 tantôt — les amendements à apporter. Je vous dis tout de suite que je crois que le projet de loi 126 sera réimprimé avant d'être acheminé en commission après sa deuxième lecture.

**M. Bellemare:** Il a dit, dans son discours de deuxième lecture, que cela avait été soumis au Conseil des ministres.

**M. Charron:** Je crois que cela l'a été effectivement.

**M. Bellemare:** Cela l'a été. Alors, il se préparait à les déposer.

**M. Charron:** La loi est actuellement en réimpression. Si j'ai d'autres informations, je me corrigerai immédiatement pour n'induire personne en erreur. La loi est en réimpression actuellement.

Cet après-midi, c'est la motion de l'Opposition. Demain après-midi, après la période des questions, nous allons achever le débat en deuxième lecture sur le projet de loi no 1 concernant le supplément au revenu de travail qui sera offert aux citoyens du Québec à compter de l'automne. Par la suite, nous allons faire la deuxième lecture du projet de loi no 16 au nom du ministre de l'Agriculture qui concerne la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires. Par la suite — je le donne dans l'ordre et, si cela devait dépasser jeudi, ce sera décalé à mardi — on finira, le discours de deuxième lecture — je crois que nous en étions à la réplique finale du ministre — du projet de loi no 2 qui concerne l'institut de recherche en matière culturelle.

Mardi prochain — après consultation avec l'Opposition, je crois qu'il est opportun de retarder cela à mardi — l'étude du projet de loi au nom du ministre des Affaires sociales sur l'adoption. Nous achèverons mardi prochain les deux heures de débat, incluant la réplique du ministre des Finances, sur le discours du budget. Pour le reste de la semaine prochaine, je n'ose pas m'avancer puisque mes collègues sont grippés les uns après les autres et que je dois organiser les travaux de la Chambre en fonction de leur disponibilité physique.

Je voudrais d'abord donner avis que demain matin trois commissions parlementaires se réuniront. A la salle 81-A, la commission des affaires municipales continue l'audition des mémoires sur la loi 125; à la salle 91-A, on reprend l'étude des crédits du ministre délégué à l'énergie et, si les crédits des communications ne sont pas terminés pour 18 heures ce soir, cette commission se réunira à nouveau demain matin, mais cette fois à la salle 101-B puisque le salon rouge est occupé par la Conférence internationale des ministres de l'Éducation.

Je fais motion, après avoir donné ces avis, pour que cet après-midi, tout de suite, à la salle 81-A, jusqu'à 18 heures se réunisse la commission des affaires municipales toujours sur le projet de loi no 125 et qu'à la salle 91-A se poursuive, par la commission des communications, l'étude des crédits de ce ministère.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Levesque (Bonaventure):** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

Aux affaires du jour, M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Les deux commissions peuvent se réunir immédiatement.

Je vous prie d'appeler l'article 34) du feuillet d'aujourd'hui.

### **Motion relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes**

**Le Président:** J'appelle maintenant la reprise du débat sur la motion de M. le député d'Outremont proposant "que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révisé sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes." Je crois que l'ajournement du débat avait été réclamé par le chef de l'Union Nationale.

M. le chef de l'Union Nationale.

### **M. Rodrigue Biron**

**M. Biron:** On se souvient qu'il y a deux semaines, alors que nous avions abordé l'étude de cette motion qui demandait au gouvernement de réviser sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes, nous avions entendu le ministre des Finances nous donner sa version des choses. C'était beau de l'entendre parler, c'était à peu près comme à l'occasion du discours du budget. Cela a été du "flâsage." On n'a pas répondu aux questions que les travailleurs autonomes se posent à travers le Québec, à celles qu'ils se posent présentement, cette semaine, en faisant leur rapport d'impôt. On n'a pas répondu aux questions de ces gens-là. Sur-tout, on n'a pas répondu aux demandes urgentes afin qu'on puisse les taxer décentement au Québec et non pas les surtaxer comme le fait présentement le gouvernement péquiste et comme le fait le ministre des Finances actuel.

(16 h 10)

Le ministre nous a fait un long "flâsage" sur le "red book" et tout ce qui se passait dans le domaine de l'automobile. Il a oublié une seule chose: Le travailleur autonome qui quitte sa maison, sa demeure, le lundi ou le mardi matin, et qui revient le jeudi soir ou le vendredi, ou qui fait de l'assurance et qui est obligé de quitter à peu près chaque soir sa demeure, il laisse sa femme et ses enfants à la maison et ceux-ci ont besoin d'une autre automobile pour sortir. Ils ne veulent pas être prisonniers dans une cage à la maison. Le ministre des Finances a oublié cela complètement. Il a tenu pour acquis que le travailleur autonome, d'une façon ou d'une autre, était obligé d'avoir une automobile. Bien sûr, il est obligé d'avoir une automobile mais il n'est pas obligé d'en avoir une deuxième et, la plupart du temps, il est obligé d'acheter une deuxième automobile pour sa femme et ses enfants. Bien sûr, on va me dire: Il va acheter une petite automobile. C'est sûr. comme deuxième automobile, il va acheter une petite automobile mais, comme première automobile, il est obligé d'acheter un petit peu plus gros que ce qu'il achèterait normalement s'il n'était pas dans l'assurance-vie, s'il n'était pas voyageur de commerce, s'il n'était pas avocat ou médecin ou s'il

n'était pas parti souvent de sa demeure, de chez lui.

Cette taxe qu'on a imposée aux travailleurs autonomes, qui varie de \$50, \$100 ou \$200 jusqu'à \$1000 additionnels qu'on est allé chercher dans les poches du travailleur autonome par le gouvernement péquiste, cette taxe est une autre taxe. C'est une taxe hypocrite qu'on est allé chercher. Au lieu de taxer directement la population, les travailleurs autonomes, et dire: On vous taxe \$500 ou \$600 ou \$800 de plus, on est allé faire une taxe hypocrite et la chercher dans les poches du travailleur autonome.

Cela me fait penser au début des années soixante, alors que le gouvernement libéral de M. Lesage arrivait au pouvoir. Pendant quelques années, c'était beau, de toute beauté. On dépensait l'argent à gauche et à droite, la politique de grandeur. On se souvient tous de cela. On avait qualifié le ministre des Finances de l'époque, qui était à la fois premier ministre, M. Lesage, du surnom de Ti-Jean-la-taxe. On se souvient de cela. M. le député de Johnson, je pense que vous vous en souvenez. Vous vous souvenez du surnom de Ti-Jean-la-taxe pour l'ancien ministre des Finances, l'ancien premier ministre. Aujourd'hui, si on se promène dans les rues du Québec, dans les maisons du Québec un peu partout dans la province, on donne maintenant un surnom à notre excellent ministre des Finances — entre guillemets — on l'appelle "Parizeau-la-taxe". C'est comme cela qu'on l'appelle, parce qu'on invente de nouvelles taxes et qu'on pénalise davantage toujours les travailleurs québécois. Tous ceux qui veulent travailler et qui ont un peu de cœur au ventre, on les pénalise chaque jour davantage, que ce soit par l'impôt sur le revenu, que ce soit par les dépenses d'automobile, que ce soit par l'impôt sur les droits de succession ou que ce soit par une taxe sur les meubles, en particulier. On a inventé une taxe de 8% sur le meuble, cela fait un mois, pour pénaliser les industries du meuble et les travailleurs du meuble au Québec. Ce sont de nouvelles taxes qu'on invente.

Le pire, vis-à-vis de la taxe pour les travailleurs autonomes sur leurs dépenses d'automobile, alors que ces gens étaient détaxés, dans le fond, parce qu'ils avaient besoin de leur automobile pour gagner leur vie, c'est une taxe hypocrite. On ne voit pas cela chaque semaine. On voit cela après un an, par exemple, lorsqu'on est obligé de faire son rapport d'impôt. Le ministre des Finances aura sa réponse prochainement parce que les travailleurs autonomes du Québec sont obligés de faire leur rapport d'impôt et de payer cette taxe hypocrite au gouvernement péquiste et au ministre, M. Parizeau-la-taxe. Probablement que cette taxe hypocrite est pour payer les dépenses de propagande péquiste à la télévision, propagande de toutes sortes qu'on fait en faveur du Parti québécois.

Il y a une chose que le ministre a oubliée, comme je le disais tout à l'heure, c'est la voiture que le travailleur autonome utilise. On va prendre l'exemple d'un vendeur d'assurance. Il y en a

beaucoup à travers le Québec, il y en a 5500 ou 6000. Le vendeur d'assurance est obligé de s'acheter une automobile un peu plus grosse que la moyenne parce qu'il va faire 50 000 ou 60 000 kilomètres par année, qu'il est obligé d'aller voir des clients et, quand même, d'avoir un certain standing de vie. S'il était chez lui et s'il faisait autre chose, il ne serait pas obligé d'acheter aussi gros comme automobile et il ne serait pas obligé de dépenser autant. Il est obligé aussi, pour sa femme et ses enfants, d'acheter une plus petite automobile, même si c'est une Volkswagen ou autre. Mais le ministre des Finances, lui, dans sa conception de la société nouvelle et moderne du Québec, la société péquiste, va aller pénaliser le travailleur autonome, cet agent d'assurance, pour l'intérêt sur ses dépenses d'automobile, sur son achat d'automobile. Lorsqu'on achète une automobile et qu'on l'achète avec un plan de finance, on est obligé de payer l'intérêt, on n'a pas le choix. Quand on a besoin d'une automobile pour gagner sa vie, non pas d'une deuxième automobile mais d'une première, on est obligé de payer l'intérêt là-dessus. En payant l'intérêt, c'est une obligation pour gagner un revenu et cela devrait être non taxable vis-à-vis de notre revenu. Mais le ministre des Finances, lui, dit que l'intérêt est taxable.

Les frais d'immatriculation, c'est taxable aussi. Les frais d'assurance, c'est taxable aussi. Y a-t-il un travailleur autonome qui a le moyen de se permettre de sortir dans la rue avec une automobile non assurée? Mais non, voyons! Cela lui prend de l'assurance. Aujourd'hui, il est obligé. Mme Payette, d'une façon ou d'une autre, est allée chercher cela dans ses poches. Cela lui prend de l'assurance, d'une façon ou d'une autre; une autre taxe hypocrite, cela aussi, l'assurance automobile. On est allé chercher cela dans ses poches. Mais, maintenant qu'on l'oblige à s'assurer, sa plaque d'immatriculation est taxable aussi. Demandez à un agent d'assurance de se prononcer à travers le Québec sans plaque d'immatriculation. Vous allez voir la Sûreté du Québec qui va l'arrêter, ce ne sera pas tellement long. On n'a pas le choix. Il faut avoir certains services avec l'automobile et il faut avoir certaines dépenses. Là-dessus, véritablement, le ministre des Finances est passé complètement à côté de la question en se promenant et en lisant son "red book" et en disant: Cela vaut tant, une automobile, et tout cela. On est passé à côté de la question. On a tout simplement voulu pénaliser des milliers sinon des dizaines de milliers de travailleurs autonomes au Québec. On a voulu les pénaliser avec une taxe hypocrite dans ce domaine.

En plus, ce qui est pire, on alloue au travailleur autonome \$0.09 le kilomètre pour ses dépenses d'automobile mais, pendant ce temps, on alloue aux employés des secteurs public et parapublic \$0.12 le kilomètre. On appelle cela de la justice? Moi, j'appelle cela de l'injustice. J'appelle cela une façon hypocrite, comme je l'ai dit tout à l'heure, de taxer et d'aller chercher de l'argent dans les poches de nos contribuables. En plus, ce n'est pas

fini, lorsqu'on fait notre rapport d'impôt — les agents d'assurance et les travailleurs autonomes vont le savoir — on a une franchise, dépenses d'affaires admissibles, au niveau du gouvernement fédéral. Le gouvernement péquiste aime critiquer le gouvernement fédéral lorsqu'il dit que le gouvernement fédéral, ce n'est pas bon et c'est ceci et c'est cela. Mais, lorsqu'un travailleur autonome fait son rapport d'impôt à l'heure actuelle, il s'aperçoit que le gouvernement fédéral est meilleur que le gouvernement du Québec. Le gouvernement fédéral va lui allouer une franchise de \$5400 sur des dépenses d'affaires admissibles, au gouvernement fédéral, pour une automobile. Pendant ce temps, le gouvernement provincial, lui, ne lui alloue que \$2410. Lequel est meilleur? Le gouvernement fédéral alloue plus de déductions de dépenses d'automobile parce que c'est essentiel pour gagner sa vie et c'est essentiel pour travailler. Mais la philosophie péquiste est toujours la même: Pénalisons celui qui travaille un peu plus. Pénalisons celui qui travaille dix, douze ou quinze heures par jour, cinq ou six jours par semaine. On va le pénaliser. Essayons de faire en sorte d'appauvrir tout le monde, et, s'il travaille un peu plus, on va aller dans ses poches. On va le pénaliser parce qu'il veut travailler, parce qu'il veut se débrouiller dans la vie. C'est la philosophie sociale-démocrate du gouvernement péquiste à l'heure actuelle. C'est de pénaliser davantage tous ceux et celles qui veulent travailler au Québec, qui veulent produire au Québec.

Hier, Mme la Présidente, on étudiait un autre projet de loi. On essaie de mettre un peu de supplément au revenu de travail pour ceux qui reçoivent de l'aide sociale, de l'assurance-chômage et qui travaillent un peu. On veut les encourager à travailler. Mais, pendant que le ministre les encourage à travailler, l'autre ministre de l'autre côté s'en va fouiller dans toutes les poches des contribuables en même temps. Personnellement, comme contribuable du Québec, que le gouvernement fouille dans une de mes poches, je n'aime pas cela, mais je vais endurer cela. Mais lorsque le ministre des Finances, qu'on appelle Parizeau-la-taxe, comme on appelait Ti-Jean-la-taxe autrefois, fouille dans les quatre poches en même temps, cela fait mal. Et on n'aime pas cela. Mais c'est ce qui se passe présentement, particulièrement vis-à-vis des travailleurs autonomes. On refuse de reconnaître la réalité. On s'aperçoit qu'on a un homme comme ministre des Finances qui ne s'est jamais cassé la tête pour administrer quelque chose sérieusement. Il est peut-être très compétent pour donner des cours, mais dans la pratique, par exemple, cela n'arrive pas.

Dans la pratique, quand on fait un rapport d'impôt, qu'on a travaillé un peu et qu'on a eu des dépenses d'automobile, cela n'arrive pas, notre affaire. Il faut se plaindre véritablement. Les travailleurs autonomes, les agents d'assurance et tous ceux qui sont de vrais travailleurs au Québec, de vrais producteurs au Québec, ceux qui se plaignent amèrement vis-à-vis du gouvernement péquiste et qui se plaignent de Parizeau-la-taxe, je

vais les appuyer là-dessus. Il est temps que les travailleurs du Québec, tous ceux qui veulent travailler et en particulier les travailleurs autonomes disent au gouvernement du Québec: Assez, c'est assez! Trop, c'est trop! Et vous allez apprendre à vivre selon vos moyens à compter d'aujourd'hui. Je pense qu'on en a parlé à l'occasion du discours inaugural et du discours sur le budget. Le ministre des Finances a beau me dire qu'il a besoin d'argent. Il n'a qu'à couper les dépenses superflues, les dépenses de fou quelque part, les dépenses de publicité, les dépenses de propagande, les dépenses pour la Maison du Québec à Paris, les dépenses pour le nouvel ami qui s'en va comme délégué du Québec à Paris, monsieur — comment s'appelle-t-il? — Yves Michaud, un autre ami du Parti québécois qui vient de se trouver une belle "job" à Paris, délégué général du Québec à Paris, avec notre argent à nous, avec l'argent qu'on va chercher dans les poches des travailleurs autonomes du Québec. On va lui payer plusieurs voyages en France, on va lui payer des réceptions somptueuses et grandioses là-bas.

(16 h 20)

Avez quel argent? Avec l'argent qu'on va aller chercher hypocritement dans les poches des travailleurs autonomes du Québec, de tous ces agents d'assurance, de ces petits commerçants, de ces petits épiciers, de ces petits garagistes, de ces avocats et de ces médecins, de tous ceux-là qui se servent de leur automobile pour gagner un revenu, qui se servent de leur automobile pour créer un petit peu d'emplois au Québec, qui se servent de leur automobile pour créer un petit peu de stimulant économique au Québec. On va aller chercher cela. Tous ceux qui sont dans l'immeuble; des agents d'immeuble, il y en a beaucoup au Québec. Tous ceux-là sont pénalisés par cette taxe hypocrite du ministre des Finances à l'heure actuelle, qui va certainement servir à payer d'autres voyages et d'autres salaires aux petits amis du Parti québécois.

C'est cela qui arrive. Il y en a des milliers et des milliers de travailleurs autonomes. Ils n'ont pas demandé d'être traités sur une base à part. Ils ont juste demandé au ministre des Finances d'être traités honnêtement et décemment et sur un pied d'égalité avec les autres Canadiens des autres provinces canadiennes. C'est cela qu'ils ont demandé au ministre des Finances. Le ministre des Finances se refuse à vouloir traiter également et avec justice les travailleurs autonomes du Québec.

On a, Mme la Présidente, beaucoup de lettres de toutes sortes d'associations de travailleurs autonomes, que ce soient les assureurs-vie, l'Association provinciale des assureurs-vie, le Barreau du Québec, l'Association de l'immeuble du Québec, les médecins du Québec. On a plusieurs lettres de toutes sortes d'associations qui se plaignent justement de la façon ignoble dont le ministre des Finances les traite en les taxant davantage parce qu'eux travaillent davantage, parce qu'ils ont une meilleure formation, parce qu'ils ont voulu étudier plus longtemps et parce qu'ils peuvent gagner un revenu quelconque. Ils ont



besoin d'une automobile pour cela en particulier.

C'est cette motion qu'on étudie cet après-midi. J'espère que le gouvernement du Parti québécois, les péquistes qui sont en face de nous autres vont adopter une telle motion, vont justement aider leurs travailleurs autonomes à travers le Québec: les agents d'immeuble, les assureurs, les agents d'assurance, etc. J'espère qu'ils vont accepter cette motion que le gouvernement révisé sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes. Cela n'est pas malin. Il s'agit simplement de les traiter sur un pied d'égalité avec n'importe quel autre Canadien. On ne veut pas être traité plus mal; on veut être traité également, avec équité et avec justice. C'est cela que ces gars-là demandent. Si le gouvernement canadien et les autres provinces leur accordent \$5200 de déductibilité par année pour leurs dépenses, les intérêts sur l'automobile, etc., qu'on les traite avec justice. Je pense que c'est important. Ce n'est pas beaucoup demander, mais c'est cela.

Les gens dans le comté de Jean-Talon et dans le comté d'Argenteuil vont le reconnaître. Des travailleurs autonomes il y en a beaucoup dans ces comtés-là. Ils vont voir que l'élection du 30 avril prochain n'est pas un référendum. Ce n'est pas l'avenir du Canada qui se décide. On va juger des actions du gouvernement péquiste. Est-ce qu'on a un bon gouvernement ou si on a un mauvais gouvernement? Est-ce qu'on est trop taxé ou si on n'est pas assez taxé? Est-ce que le gouvernement intervient trop dans nos vies comme citoyens, comme entreprises, comme entrepreneurs au Québec ou s'il n'intervient pas assez? Ce sera cela la question. Vous aurez la réponse des travailleurs autonomes. Ils vont vous juger très sévèrement à l'occasion de cette élection. Ils ne jugeront pas sur l'avenir constitutionnel du Canada et du Québec; on réglerait cela lorsque le référendum va venir et on s'organisera avec cela dans ce temps-là. Mais à l'heure actuelle on jugera des actions du gouvernement péquiste. En particulier, parce que c'est le 30 avril, la journée où on termine nos rapports d'impôt, la journée au cours de laquelle il faut signer au moins notre rapport d'impôt et envoyer notre chèque au gouvernement du Québec. Tous ceux qui auront à payer des taxes superflues et des taxes hypocrites à Parizeau-la-taxe vont s'en souvenir du 30 avril et ils vont juger sévèrement un tel gouvernement qui traite avec injustice les travailleurs autonomes du Québec.

**M. Bellemare:** Très bien.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Laprairie.

**Une Voix:** Ceux qui ne paient pas de taxe de vente vont s'en souvenir.

**M. Bellemare:** Oui, mais ils vont se souvenir des bébés...

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, s'il vous plaît! Puis-je vous faire remarquer que nous devons

maintenant entendre le député de Laprairie. C'est à lui que j'ai donné la parole.

M. le député.

**M. Gilles Michaud**

**M. Michaud:** Merci, Mme la Présidente. Le député d'Outremont nous présente une motion qui nous demande de réviser sans délai notre politique fiscale relative aux dépenses d'automobile. On nous a même accusés, vous savez, d'avoir adopté hâtivement et sans débat parlementaire cette loi no 65, qui a affecté certains contribuables québécois, concernant la politique fiscale relative aux dépenses d'automobile. Cela n'a pas été hâtif et sans débat parce qu'on a parlé de ce changement dans le discours sur le budget en mars 1978, au dépôt de la loi, à la première lecture le 22 juin, à la deuxième lecture au mois de décembre, en commission parlementaire du 18 au 20 décembre, en troisième lecture le 21 décembre et quand cette loi a été sanctionnée le 22 décembre. C'est donc dire qu'on a pris le temps de l'étudier. C'est même au cours de ce débat-là qu'on a suggéré au député d'Outremont de peut-être aller prendre des cours chez H & R Block parce qu'on en avait besoin pour calculer.

De toute façon, revenons à cette question. C'est une question d'équité sociale parce qu'il y a des millions de propriétaires de voitures au Québec, de travailleurs salariés qui n'ont droit à aucune déduction. 2 millions à 2 500 000 de propriétaires de voitures, qui sont des travailleurs salariés, n'ont droit à aucune déduction, tandis que les travailleurs autonomes avaient une proportion de tous les coûts déductible sur leur rapport d'impôt, ce qui était injuste.

Maintenant, ce qu'on fait, on leur permet de déduire des frais directement reliés à leur fonction. C'est une justice, une équité sociale. Si on dépense des sous spécialement pour aller travailler, c'est normal que cela soit déduit, mais il faut établir une justice sociale pour les millions de travailleurs salariés qui n'ont droit à aucune déduction.

J'aimerais ici prendre deux exemples bien précis. L'exemple du médecin qui est un travailleur autonome et qui, pour aller travailler à son bureau, pouvait déduire une proportion de tous les coûts de sa voiture, alors que sa secrétaire qui pouvait demeurer dans le même quartier, sur la même rue, elle, parce qu'elle n'était pas un travailleur autonome, n'avait droit à aucune déduction. Si vous me dites que c'était de la justice dans le passé, ce n'est pas vrai.

Maintenant, nous avons voulu ramener une certaine équité, une certaine justice sociale pour abaisser un peu des exemptions qui étaient trop élevées, en toute équité sociale. Nous pouvons aussi prendre l'exemple du président de compagnie qui, lui, allait travailler encore au même bureau que sa secrétaire qui demeurait peut-être dans le même quartier. Elle avait un salaire de \$8000, \$10 000, \$12 000 ou \$15 000, mais n'avait droit à aucune déduction alors que l'autre pouvait

avoir une Cadillac. Même certains se sont vantés devant moi en me disant: Ma Cadillac est payée par les déductions; je peux changer de Cadillac à chaque année et ce sont les payeurs de taxes qui paient pour ma Cadillac à chaque année. C'était une injustice sociale. On a voulu rétablir, corriger la situation pour que les travailleurs autonomes puissent déduire une certaine partie des frais directement reliés à leur fonction, mais non une proportion de tous les frais parce qu'il ne faut pas oublier — il ne faut pas être comptable, il ne faut pas être médecin, il ne faut pas être président de compagnie — que, quand on a une voiture, il y a des frais de base.

Il y a 3 millions de Québécois et plus qui ont des voitures et ces citoyens ont des dépenses fixes, des dépenses simi-fixes et des dépenses variables. Toutes ces dépenses, qu'on le veuille ou non, sont les mêmes pour le travailleur salarié et pour le travailleur autonome. Les dépenses fixes, si on peut expliquer cela pour ceux qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas le comprendre, comme le député de Lotbinière et le député d'Outremont, ce sont la plaque et le permis. C'est une dépense à caractère strictement personnel. On achète une voiture; il faut payer la plaque et le permis. C'est le même prix pour tout le monde. Donc, c'est une dépense à caractère strictement personnel et cela ne doit pas être déduit sur notre rapport d'impôt.

Les dépenses semi-fixes: on peut parler des assurances; la partie des assurances qui est attribuable directement à la fonction peut être déduite. Les frais d'immatriculation peuvent varier; c'est semi-variable. Il y a dans cela des frais fixes et la partie des frais d'immatriculation qui sont réellement reliés à la fonction peut être déduite. C'est tout simplement juste et équitable. Il y a aussi les frais d'amortissement qui peuvent être semi-fixes. Donc, la partie reliée à la fonction est déductible.

Il y a les frais variables qui sont reliés directement à l'utilisation. C'est variable parce qu'un automobiliste moyen va parcourir 16 000 kilomètres par année. Ce qui est en plus des 16 000 kilomètres peut être déductible parce que ce sont des frais directement reliés à la fonction pour un travailleur autonome. Il ne faut pas oublier que les travailleurs salariés au Québec, les 2 500 000 qui ont des voitures, cela leur coûte en moyenne \$900 par année et ils n'ont droit à aucun strict minimum. Cela peut être \$1200 ou \$1500 selon la grosseur de la voiture.  
(16 h 30)

Donc, il y a 2 500 000 de citoyens québécois propriétaires de voitures qui doivent payer entre \$900 et \$1200 par année et qui n'ont droit à aucune déduction. Pourquoi pénaliser ceux-là pour encore donner une chance aux travailleurs autonomes qui, eux, avaient une proportion de toutes les dépenses, même la partie qui était pour leurs loisirs? C'est une équité sociale. On y croit ou on n'y croit pas. Nous y croyons, à une équité sociale. On veut rétablir la justice fiscale. C'est normal, cela ne plaît pas à tout le monde. Mais il reste que moi, quand je vois qu'on l'établit une justice pour 2 500 000 à 3 millions de citoyens

québécois, je trouve qu'on ne doit pas perdre deux jours ici, dans cette Assemblée nationale, à crier comme des putois pour essayer de faire changer cela, pour essayer encore de faire une injustice encore plus flagrante.

Donc, Mme la Présidente, étant donné ces faits, je devrai voter contre cette motion du député d'Outremont parce que si on rétablissait l'injustice du passé, réellement on ne mériterait pas d'être ici. On est ici pour rétablir la justice et c'est ce que nous faisons avec ce que nous avons décidé l'an dernier, après de longs débats, en adoptant la loi 65. On rétablit une équité sociale pour tout près de 3 millions de citoyens québécois qui sont propriétaires de voitures. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le député de Laurier.

### M. André Marchand

**M. Marchand:** Mme la Présidente, permettez-moi, au début de mes remarques, de féliciter le ministre des Finances, non pas pour le budget qu'il nous a présenté, mais au moins pour le travail accompli avec ses conseillers à préparer ce budget. Ayant vu l'ancien ministre des Finances et la somme de travail qu'il s'imposait à préparer un tel budget, même si le ministre des Finances nous présente un budget qui n'est pas adéquat, au moins on doit le féliciter pour la somme de travail. Malheureusement, Mme la Présidente, nous y trouvons plusieurs failles et principalement celle que nous discutons aujourd'hui, c'est-à-dire la motion du député d'Outremont qui se lit comme suit: Que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révisé sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobiles pour les travailleurs autonomes.

Ces travailleurs autonomes, on les appelait anciennement, et je pense que c'est encore le cas, les voyageurs de commerce. En effet, Mme la Présidente, il faut être au courant de ce que représente un vendeur autonome, un voyageur de commerce, que ce soit un agent d'assurance, un vendeur d'automobiles, un vendeur de "marchandise sèche", un vendeur de ferronnerie en gros, un vendeur de chaussures, un vendeur d'imprimerie. Il faut être plus au courant du travail et de l'importance de ces hommes, de ces femmes qui sont des bougies d'allumage de l'industrie, des bougies d'allumage du commerce, qui sont les représentants directs du travailleur sédentaire, de l'ouvrier qui, sans eux, seraient sans ouvrage.

Le ministre n'a pas compris que sans ces travailleurs autonomes, sans ces voyageurs de commerce, l'industrie du papier et toutes les autres ne fonctionneraient qu'à demi. Sans eux, vous détruisez toute concurrence vous créez des monopoles sans concurrence qui n'auraient qu'à attendre les commandes. Mais ces mêmes commandes seraient souvent réduites de moitié sans l'initiative de ces vendeurs autonomes. Mme la Présidente, je comprends mal cette agressivité du ministre des Finances, de ce gouvernement vis-à-vis de ces hommes qui sont obligés de se déplacer à l'année

longue à travers tout le pays, risquant leur vie sur des routes souvent glissantes, encombrées.

Je veux vous citer un petit fait. Il y a quelques semaines, je dînais dans un restaurant à Drummondville avec un jeune vendeur de commerce de 31 ans que je venais de connaître. Le jeudi suivant, en retournant à Montréal, en arrêtant au même restaurant, le serveur m'annonçait que le jeune homme venait de se tuer en partant de Drummondville et en se rendant à Trois-Rivières faire une vente. Voilà les risques que comporte la vie d'un vendeur autonome, d'un voyageur de commerce.

Vous avez entendu souvent la Ligue des droits de l'homme, à hauts cris, défendre les droits des travailleurs, parce qu'il y avait des accidentés sur des chantiers. Quand a-t-on déjà vu quelqu'un se lever et défendre ces artisans, ces travailleurs qui parcourent les routes, qui risquent leur vie? Qui a déjà défendu ces hommes qui vont vendre, qui font fonctionner l'industrie de la province de Québec? Le gouvernement lui-même a besoin de ces voyageurs de commerce, ces vendeurs autonomes. La preuve c'est qu'on les paie plus cher qu'on veut en donner ici. Mais qui n'a pas besoin d'un voyageur de commerce dans une industrie? Il faut être bien peu au courant. Il faut n'avoir jamais rien administré pour faire une telle loi, adopter un tel règlement, Mme la Présidente.

On me parle des agents d'assurance. Tout le monde sait quelles sont leur nécessité et leur importance. Mais, qui s'est penché sur ces risques courus par ces vendeurs qui sillonnent les routes de la province de Québec, qui ont droit à une reconnaissance, non pas du gouvernement, mais de toute la population, de tous les travailleurs sédentaires? Ce sont eux qui vont chercher les commandes, ce sont eux qui font vivre un commerce. Sans ces vendeurs autonomes, sans ces marchands de la route, la plupart de nos commerces seraient fermés ou appartiendraient, comme je vous l'ai dit plus tôt, à des monopoles qui n'auraient qu'à attendre des commandes et qui s'arrangeraient ensemble pour fixer les prix. Il s'agit d'une concurrence et ce sont les vendeurs autonomes qui font la concurrence dans tout le commerce de la province de Québec, du Canada et de tous les pays du monde.

Bien oui, Mme la Présidente, ce bon gouvernement, leur enlève injustement cette compensation. Non seulement ils ont des dépenses accrues et considérables que leur impose leur travail, mais ils ont cette obligation de laisser leur famille des journées, des semaines et souvent des mois. Ce bon gouvernement décide de punir ces honnêtes travailleurs pour les services rendus à la société.

Savez-vous, Mme la Présidente, combien il en coûte pour une automobile qui fait de 25 000 milles à 40 000 milles par année? Est-ce que ce vendeur, premièrement, peut se permettre le luxe d'avoir une petite automobile qui serait, la plupart du temps, en réparation et avec beaucoup moins de sécurité? Savez-vous, Mme la Présidente et M. le ministre, que le montant de \$7500 est un minimum et qu'il est bien souvent de \$10 000 à

\$12 000? Naturellement, le ministre a augmenté ce montant de \$7500 à \$12 000, mais nous comparons tout de même une automobile à prix moyen de \$7500. Anciennement, cette automobile de \$7500 donnait une déduction au vendeur autonome de \$4387. Maintenant, ce même homme aura droit à \$2140, pour une pénalité au vendeur autonome de \$2247. Pour répondre aux affirmations qu'a déjà faites en cette Chambre le député de Mercier, je voudrais lui dire, le dire à toute cette Chambre et à la population du Québec: Une Pinto — je ne crois pas que ce soit une grosse voiture — avec un Z savez-vous combien cela coûte par mois? Cela coûte \$180 par mois, \$2160 par année, à louer une petite Pinto. Il y en a des Z sur des petites Pinto. Ceux qui ne connaissent pas cela, c'est parce qu'ils n'ont jamais travaillé dans leur vie. Ceux qui l'ont fait dans leur vie le savent qu'il y en a des Pinto. J'ai des amis qui en ont. On en a dans l'imprimerie des Pinto aussi. Une Grenada, qui est une voiture très moyenne, coûte \$230, \$2760 par année. Une Ford LTD, \$3000 par année, et cela sans luxe, sans vitres électriques, sans air climatisé.

(16 h 40)

Vous avez à ajouter à ces dépenses les assurances, le service, les changements d'huile et le graissage, l'essence, ce qui fait, au total, qu'une automobile, pour un vendeur autonome, coûte dans les \$6000 à \$8000 annuellement pour celui qui fait de 20 000 à 40 000 milles par année. Et cela s'il ne frappe pas un citron! Vous savez tous ce qu'est un citron. Si vous n'en avez jamais frappé, vous êtes chanceux ou vous n'avez pas voyagé beaucoup. Moi, j'en ai déjà frappé un citron. Vous changez vite, et vous doublez votre montant à la fin de l'année.

Je comprends le ministre. Avec les coûts exorbitants des dépenses de la publicité préférentielle, avec la baisse des impôts reçus et des taxes reçues, par le manque à gagner des commerces, par le manque à gagner des travailleurs qui ont moins d'ouvrage, avec le chômage, je comprends facilement que le ministre des Finances soit obligé d'attaquer certaines personnes dans la société, d'attaquer ces honnêtes travailleurs pour aller chercher des fonds. Je suis obligé de vous dire que c'est le coût que les Québécois paieront pour la séparation du Québec. Cela commence par les vendeurs autonomes, les voyageurs de commerce; cela commence par les hommes d'affaires et toute personne qui a le courage de gagner sa vie.

On s'en va vers le coût de la séparation du Québec. Cela commence là, par le manque à gagner. Le tourisme s'en va. Déjà, les fonctionnaires du ministère du Tourisme ont déclaré qu'on aurait 15% de moins de touristes au Québec l'an prochain. Pourquoi? Devant cette façade, devant cette façon d'agir de ce parti, de ce gouvernement qui veut mettre tout le monde dehors, qu'est-ce que se disent les personnes des autres pays? On n'y va plus, au Québec, on va en Ontario, on reste aux États-Unis. C'est le coût de la séparation du Québec.

J'espère au moins que dans Jean-Talon on l'a compris. J'en suis assuré. On aura au moins 3000 de majorité dans Jean-Talon et 8000 dans Argenteuil. On veut se débarrasser de ce gouvernement et vous en aurez la preuve lundi prochain.

Merci, Mme la Présidente.

M. Bellemare: Mme la Présidente, ce matin...

**M. Lessard:** Je peux vous laisser la parole, c'est la présidente qui va décider.

**La Vice-Présidente:** Je vous l'avais bien dit, ce matin...

**M. Bellemare:** ... on m'a dit que j'avais déjà fait mon intervention mais pas là.

**M. Lessard:** D'accord, Mme la Présidente.

**M. Bellemare:** C'est un peu le tour...

**La Vice-Présidente:** Je vous l'ai bien dit ce matin, M. le leader de l'Union Nationale, que vous alliez parler tantôt.

**M. Bellemare:** Merci.

**La Vice-Présidente:** C'est vous qui avez la parole.

**M. Bellemare:** Vous aviez parfaitement raison et ce n'est pas de trop.

M. Lessard: Mme la Présidente, je me plie devant le...

**M. Bellemare:** Le doyen.

**M. Lessard:** ... doyen de l'Assemblée nationale.

**M. Maurice Bellemare**

**M. Bellemare:** Avec plaisir, je voulais, ce matin, lors du discours du budget, rétablir un fait survenu dans mon comté. J'aurais aimé saisir l'occasion de rendre témoignage au ministre pour ce qu'il m'a accordé avec beaucoup de complaisance concernant le rang de l'Égypte, avec l'honorable premier ministre, c'est sûr, mais j'avais dit au ministre que je ferais la correction et je l'ai faite. Mission accomplie.

**La Vice-Présidente:** Sur la motion.

**M. Bellemare:** Je reviens à la motion de l'honorable député d'Outremont sur la politique fiscale relative aux dépenses d'automobile. Cette nouvelle taxe, comme le dit mon chef, hypocrite et faite surnoisement, a surpris bien du monde. Savez-vous quand? Il y a quelques jours, quand les cadres qui sont restés chez nous — qui ne sont pas partis vers une autre province ou qui n'ont pas quitté Québec — se sont aperçus que selon le

budget de 1978 ils étaient obligés à une nouvelle taxe. Ils ont fait le saut. Ils ont dit: encore une maudite taxe du "PQuiou!" Encore une maudite taxe! Pourquoi faire? Pour faire de beaux voyages, pour envoyer M. Pierre Harvey au congrès socialiste en France. La voilà, l'indépendance! Les beaux conarès des "PQuiou" en France!

Les dépenses d'automobile ont été imposées pour satisfaire cela. Un document épouvantable a été publié en premier sur les dépenses des tournées ministérielles en 1977. Le deuxième qui a été publié par le "PQuiou" pour faire de la publicité à même les taxes qu'il nous impose, un autre voyage de l'honorable premier ministre en France, M. le Président. Vous pensez que tout cela est gratuit? Des milliers de copies ont été faites; cela a coûté au-delà de \$100 000 de publicité. Et vous pensez que les cadres qui sont appelés à payer de petites taxes hypocrites ne se réveilleront pas demain matin, quand ils vont voir toutes ces dépenses qui ont été faites et surtout après le joli programme fait en 1976, révisé en 1978 — c'est une nouvelle copie que je viens d'avoir ce matin — et qui donne des nouvelles très intéressantes sur le changement que vous avez adopté dans votre politique. Ils étaient indépendants au début, avec Bourgault, avec D'Allemagne, avec Ferretti, avec Chaput. Ils étaient indépendants francs. On est contre la séparation, on est pour l'indépendance. Oui, j'y reviens, Mme la Présidente.

C'est pour vous dire que ces gens aujourd'hui qui sont des "PQuiou" au pouvoir ont changé leur mentalité et sont devenus des gens du pouvoir. Ils ont abandonné leur maudite séparation; ils ont peur d'en parler depuis qu'ils sont indépendants. Pour cela, ils nous taxent. Ils nous taxent pour faire faire des imprimés comme celui-là. Imaginez ce que cela coûte! Des tournées ministérielles de 1977, imaginez ce que cela peut coûter pour faire de la propagande PQ, pas d'autre chose. C'est pour cela qu'on taxe aujourd'hui des cadres qui s'en vont dans d'autres provinces du Canada, là où on les taxe moins, là où on prend conscience véritablement de ce qu'ils sont pour la nation et particulièrement pour le Québec qui rend d'immenses services à tout le Canada.

Dans l'indépendance que veut nous donner le parti "PQuiou"... Mais cela n'arrivera pas! C'est un vieux politicien qui vous le dit: Jamais le Québec ne votera pour l'indépendance! Quand on demandera un mandat pour négocier, c'est hypocritement encore, comme quand ils ont dit que c'était un bon gouvernement qu'il fallait élire. Jamais! Mais quand on voit dans le budget \$5 milliards de déficit dans deux ans et demi de ce gouvernement, on se demande pourquoi taxer. Oui, \$2 milliards; pendant deux ans, \$5 milliards. Et si vous voulez que je vous en donne la preuve...

**M. Lessard:** \$5 milliards en deux ans?

**M. Bellemare:** \$5 milliards de déficit dans le budget, à la page 11, à la page 12. Un instant! Je l'ai ici, Mme la Présidente. Environ \$4 900 000 000 pour être juste. Je l'ai ici dans le livre que nous

avons du discours du budget. Un instant! Un instant! Ne riez pas trop fort. On va vous en donner des preuves. On va vous en donner des preuves. C'est écrit dans vos propres budgets, à la page 15 du deuxième discours du budget prononcé par Jacques Parizeau, le "taxeux" du ministère des Finances. A la page 15, on voit cela avec plaisir, pour 1977/78, \$1350 000 000 de déficit. Pour 1978/79, \$1 553 000 000.

**M. Lessard:** Cela fait combien?

M. Bellemare: Puis le déficit de...

**M. Lessard:** Dans deux ans, cela fait combien?

**M. Bellemare:** Un instant! Le déficit de 1976...

**M. Lessard:** Voulez-vous ma machine à calculer, ma petite calculatrice, cela va bien faire?

**M. Bellemare:** Non, non. En 1976...

**La Vice-Présidente:** A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! ... S'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît!... Voulez-vous vous asseoir tous les deux une seconde, s'il vous plaît? M. le ministre des Transports, c'est vous qui nous avez fait signe tantôt que vous alliez intervenir immédiatement après M. le député. M. le leader de l'Union Nationale, je profite de cette interruption pour vous rappeler que nous en sommes à discuter de la motion de M. le député d'Outremont. Les raisons que vous devez invoquer, à savoir si vous allez voter pour ou contre cette motion, doivent être bien évidentes. Je vais vous relire cette motion: "Que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révise sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes". M. le ministre des Transports, je sais que vous intervenez immédiatement après; alors, je vous demanderais de laisser M. le leader de l'Union Nationale finir son intervention.  
(16 h 50)

**M. Lessard:** Mme la Présidente, je soulève une question de privilège.

**La Vice-Présidente:** Alors, si c'est une question de privilège...

**M. Lessard:** Je pense que la vérité a ses droits et c'est dans ce sens que je suis resté extrêmement surpris lorsque le leader parlementaire de l'Union Nationale...

**M. Bellemare:** Mme la Présidente...

**M. Lessard:** Mme la Présidente, je vais indiquer dans...

**M. Bellemare:** ... en vertu du règlement. J'invoque l'article 96 du règlement, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, s'il vous plaît! Un instant! Une question de privilège. L'acceptation de la question de privilège, c'est que les privilèges d'un membre de cette Assemblée peuvent être brimés. M. le ministre, je pense que vous auriez pu faire une intervention en donnant à M. le leader de l'Union Nationale de lui poser une question, mais puisqu'il refuse de le faire...

**M. Bellemare:** ... un bon petit "PQuiou".

**La Vice-Présidente:** S'il vous plaît! La façon dont vous faites actuellement votre question de privilège, M. le ministre des Transports, ne m'apparaît pas comme une véritable question de privilège et je pense que, de toute façon, M. le leader de l'Union Nationale est en train de rétablir ce que vous aviez rétabli, si je ne préjuge pas de votre intervention. Je ne veux pas vous refuser une question de privilège, M. le ministre des Transports. Posez votre question de privilège de façon que nous soyons bien sûrs que cela en est une. Cela ne m'apparaissait pas comme devant en être une à l'heure actuelle.

**M. Lessard:** Mme la Présidente, je vous invite à lire l'article 48 du règlement de cette Assemblée nationale.

**La Vice-Présidente:** M. le ministre, j'ai déjà lu l'article 48.

**M. Lessard:** Vous avez déjà lu l'article 48. Je le répète, Mme la Présidente. "Une violation des droits de l'Assemblée ou d'un de ses membres constitue une question de privilège". Je soulève, Mme la Présidente, une question de privilège parce que l'affirmation qui...

**M. Bellemare:** La décision est rendue, Mme la Présidente, en vertu du règlement. Il faut...

**M. Lessard:** ... a été donnée tout à l'heure...

**M. Bellemare:** ... que lui, pareil comme les autres, se soumette et me laisse mon temps parce que là, on l'épuise.

**La Vice-Présidente:** M. le leader de l'Union Nationale, j'en tiendrai compte.

**M. Bellemare:** Parfait.

**M. Lessard:** L'affirmation qui a été faite tout à l'heure, Mme la Présidente, par le député de Johnson viole les droits de la Chambre dans le sens suivant. C'est que les députés à cette Assemblée nationale ont été mal informés, ont été trompés lorsque le leader parlementaire de l'Opposition a affirmé que, pendant une période de deux ans, on avait accumulé un déficit de \$5 milliards. C'est complètement faux, ce chiffre élevé qui vient de nous être donné tout à l'heure. Sur deux ans, sur deux budgets, nous avons, Mme la Présidente, accumulé un déficit de

\$1 300 000 000; l'année qui vient, \$1 500 000 000. C'est donc, comme je le disais, sur une période de deux ans. Si le leader parlementaire prenait une petite machine à calculer, il constaterait que c'est \$2 800 000 000 et cela, pour donner de meilleurs services aux citoyens du Québec et détaxer les citoyens qui, actuellement, n'ont pas de taxe...

**M. Bellemare:** A l'ordre, Mme la Présidente!

**La Vice-Présidente:** M. le ministre. M. le ministre. M. le député de Frontenac, une véritable question de privilège, pas pour la même...

**M. Grégoire:** Les additions étaient erronées et fausses. Ma question de privilège, c'est que la Chambre a été réellement induite en erreur parce qu'il n'a pas cité les vrais chiffres dans le budget. Il a cité — je l'ai ici — Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** M. le député de Frontenac, s'il vous plaît! M. le leader de l'Union Nationale, vous étiez en train de citer des chiffres. Ne vous trompez pas de page, mais citez-les donc, voulez-vous? On va en terminer avec ces fameuses questions de privilège. Allez-y donc. C'est vous qui avez la parole.

**M. Bellemare:** Je prends la déclaration de l'honorable ministre des Transports. Mme la Présidente, c'est \$1 350 000 pour l'année qui vient de finir. Pour la fin de 1976, tout le monde sait quel a été le déficit. Et 1978/79, celle que nous allons vivre, c'est \$1 553 000. Et comme la différence de l'année passée était de \$350 millions, elle va se rendre à un déficit de \$2 millions cette année. Le ministre répond...

**M. Grégoire:** Ce ne sont pas les bons chiffres.

**M. Bellemare:** ... Mme la Présidente, vous verrez à la page 12 dans le discours du budget un montant de \$7 973 000 000 de dettes que la province de Québec a aujourd'hui pour payer des folies, des dépenses incalculables sur de la publicité PQ. Je dis et je répète, Mme la Présidente, que c'est dans le comté de Jean-Talon, dans l'élection présentement en cours, là où il y a le plus de cadres affectés par la motion de l'honorable député d'Outremont sur les dépenses d'automobile, que les gens vont se prononcer. Les gens vont donner raison — vous allez voir — à notre candidat; ce sera bien différent de ce que pensent les maudites, les "mautadits" sondages qui sont venus nous détruire. Je pense que le ministre d'Etat à la réforme parlementaire et électorale va apporter, à la suggestion que nous lui avons faite, une motion spéciale pour interdire ces sondages en périodes électorales. C'est scandaleux de vouloir brimer le peuple.

**La Vice-Présidente:** Sur la motion, M. le leader. Sur la motion.

**M. Bellemare:** Oui, je reviens. Mais je dis que les cadres qui sont là et qui sont aujourd'hui taxés

sur les automobiles, ce sont eux autres qui vont répondre parce qu'ils ont présentement en main leur déclaration d'impôt sur le revenu et ils vont donner la réponse au gouvernement. Taxeux, taxeux pour des dépenses épouvantables sur des livres comme ceux-là — qu'est-ce que cela donne — sur les tournées ministérielles, sur les voyages de l'honorable premier ministre. Qu'est-ce que cela peut coûter, Mme la Présidente? C'est effrayant. Il faudrait quasiment déchirer cela. Cela vous fait mal, c'est cela. Cela vous surprend qu'on vous pique un peu les jarrets, qu'on vous montre quelles sont vos bévues, quelle est votre administration, comment vous employez le temps et l'argent du peuple que vous taxez — les automobilistes, aujourd'hui, les cadres — pour faire des folies semblables.

Mme la Présidente, cela se paiera lundi prochain. Merci, Mme la Présidente. Cela se paiera et je dis et je répète que je n'ai pas peur. Je suis allé dans le comté de Jean-Talon hier et on m'a reçu chaleureusement. Je dis, Mme la Présidente, que j'ai rencontré là des cadres qui sont affectés par la motion qui est faite aujourd'hui par le député d'Outremont. Ils m'ont dit: Pensez-vous qu'on est assez bête pour aller renouveler ce mandat-là à des "PQuiou" qui nous ont trompés sciemment? Jamais. On va voter contre cette fois-ci. Mane, thecel, pharès: Ils ont été pesés, ils ont été jugés et vos jours sont comptés. Les sondages sont faits par des gens qui sont déjà, mon cher, vendus à un homme. Déjà, on a connu cela dans le comté de Johnson. Dans le comté de Johnson, le même homme avait écrit que j'étais battu. J'ai été élu par 1200 voix. En 1976, on a dit: Bellemare, c'est un des derniers qui sera élu. J'ai gagné par 5000 voix de majorité. Le même homme qui a écrit les choses sur le parti de l'Union Nationale. Pensez-vous que l'Union Nationale est un parti de qu'en-lès? Vous allez vous en apercevoir. Un des deux partis, le Parti libéral ou vous autres, va disparaître au référendum. Un des deux va disparaître. Certain, vous allez voir.

**La Vice-Présidente:** M. le leader de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** Oui, vous êtes aujourd'hui des gens qui disent: Pas moi, Seigneur! Je ne suis pas comme le reste, ces publicains qui sont là.

**La Vice-Présidente:** M. le leader de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** Vous êtes aujourd'hui des pharisiens, des sépulchres blanchis. Oui, des sépulchres blanchis: Après avoir promis la vertu, vous pratiquez le vice aujourd'hui. Oui, le vice du patronage à tous les échelons. Mme la Présidente, je vous remercie. Je pensais que vous alliez me rappeler à l'ordre.

**La Vice-Présidente:** M. le ministre des Transports.

**M. Lucien Lessard**

M. Lessard: Mme la Présidente, il faudrait quand même revenir au débat quoique je pourrais prouver que, comme d'habitude, le député de Johnson dit n'importe quoi ici en cette Assemblée nationale. Il accumule des déficits, il accumule des remboursements d'emprunts. J'ai l'impression, Mme la Présidente, que le député de l'Union Nationale ne sait pas compter.

Mais, Mme la Présidente, ce n'est pas là l'objet du débat. L'objet du débat — on n'en a pas entendu tellement parler pendant l'intervention du député de Johnson — c'est d'essayer de remettre un peu d'équité sociale en ce qui concerne les dépenses pour le travail pour un certain nombre de personnes. Mme la Présidente, c'était à peu près dans tout le Québec une situation véritablement scandaleuse auprès de l'ensemble des citoyens, auprès de l'ensemble des petits citoyens, des citoyens ordinaires, qui, par exemple, dans mon comté, travaillaient à Manic 5, devaient utiliser leur automobile à chaque fin de semaine pour revenir à la maison et le lundi matin pour retourner à Manic 5 et qui n'avaient pas la possibilité de déduire des dépenses pour leur automobile, des dépenses de voyage parce qu'ils allaient travailler, les individus prenaient autant de risques que ceux dont nous parlait tout à l'heure le député de Laurier, qui tentait de nous faire pleurer sur les travailleurs autonomes.  
(17 heures)

L'objectif, Mme la Présidente, n'est pas d'écraser le travailleur autonome. L'objectif n'est pas de faire disparaître le travailleur autonome. Au contraire, nous reconnaissons aux travailleurs autonomes, en fait, un certain nombre de choses. Nous reconnaissons leur utilité mais nous ne pouvons plus, comme cela se faisait dans le passé, reconnaître des privilèges qui étaient exclusifs à ces gens-là alors que des milliers de travailleurs n'avaient pas accès à ces dépenses, n'avaient pas accès à ces montants d'argent qu'ils pouvaient enlever de leur rapport d'impôt.

Parlons-en justement de ces montants, Mme la Présidente. Nous voulons mettre tous les citoyens sur un même pied. Je pense que c'est cela la justice sociale. Je comprends que le Parti libéral comme l'Union Nationale ne peuvent pas comprendre ce qu'est la justice sociale parce que, justement, financés par les gros, continuellement — avant le projet de loi 2 qui nous a permis justement de régulariser les caisses électorales — financés par ces grosses caisses électorales, financés par ces propriétaires de grandes compagnies multinationales, ils ont tout le temps favorisé, aux dépens du petit, les personnes qui gagnaient \$45 000, \$50 000 ou \$75 000 par année.

Nous ne voulons pas écraser ces individus, mais nous leur disons: Les privilèges qui vous ont été reconnus dans le passé, qui vous ont été reconnus par les autres partis, les privilèges qui vous ont été reconnus par le Parti libéral comme par l'Union Nationale depuis des années et des années, maintenant, dans une société sociale-

démocrate, dans une société de justice sociale, nous ne pouvons plus faire cela parce que les ouvriers... Maintenant, ce n'est pas comme dans le temps de Maurice Duplessis où on disait qu'il ne fallait pas faire instruire le peuple parce qu'après cela, on ne pouvait pas le gouverner.

M. Bellemare: A l'ordre, Mme la Présidente!

M. Lessard: Les ouvriers, maintenant, Mme la Présidente...

M. Bellemare: Je soulève un point de règlement. Je soulève une question de privilège moi aussi. La citation que vient de faire l'honorable ministre...

Une Voix: C'est vrai.

M. Bellemare: Jamais! Jamais! Trouvez-moi cela dans un texte. Ce n'est pas vrai. M. Duplessis n'a jamais dit cela. Il a menti. C'est clair, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le ministre des Transports.

M. Lessard: Mme la Présidente, les ouvriers, maintenant, sont informés des lois aussi. Les ouvriers savent maintenant qu'il y avait des privilèges qui étaient acquis pour ces gens alors qu'eux aussi exigeaient — et pourquoi pas? — les mêmes privilèges. Pourquoi, par exemple, un ouvrier qui se rendait à Manic 5 n'avait-il pas le même privilège que le médecin ou l'avocat? Quand je vous dis, comme on le soulignait tout à l'heure, qu'il y avait des médecins Mme la Présidente... Un médecin me disait qu'il avait une Cadillac Seville de \$16 000 et il m'indiquait que, pour lui, c'était plus payant de choisir une grosse auto parce que cela lui permettait d'avoir de plus fortes déductions.

Or, Mme la Présidente, qu'est-ce que nous faisons dans le nouveau budget? Nous disons tout simplement — et je pense que le ministre des Finances l'a très bien expliqué — que tout le monde sera sur un même pied. C'est-à-dire que, maintenant, l'homme d'affaires, le travailleur autonome ne pourra pas déduire ses plaques d'immatriculation parce que, comme n'importe quel travailleur, s'il avait à utiliser son automobile soit pour sa jouissance personnelle, pour un travail non autonome ou un travail pour un autre, il devrait payer sa plaque d'immatriculation comme tout autre travailleur. Est-ce qu'on voudrait s'opposer à cela, Mme la Présidente?

S'opposer à cela, c'est refuser des droits élémentaires à la majorité des travailleurs du Québec, on dit: Ce sont en fait des coûts fixes; vous allez devoir les défrayer. On leur dit, Mme la Présidente: Tout ce qui est assurance ordinaire — moi, comme individu, par exemple, si j'ai une automobile pour mon usage personnel, je dois prendre une assurance — pour les fins de ma jouissance personnelle...

**M. Scowen:** Mme la Présidente...

**M. Lessard:** ... ne pourra pas, justement...

**La Vice-Présidente:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, à quel propos, s'il vous plaît?

**M. Scowen:** Je m'excuse de déranger le ministre durant ce beau discours, mais je voudrais simplement demander si nous avons quorum.

**La Vice-Présidente:** Nous vérifions immédiatement si nous avons quorum.

M. le ministre des Transports.

**M. Lessard:** Nous disons, Mme la Présidente, que, comme tous les citoyens du Québec, les travailleurs autonomes doivent payer une assurance régulière pour leur automobile. Nous leur disons: Toute cette partie d'assurance normale, ordinaire, établie d'ailleurs en vertu des critères et de normes qui sont précisés par l'agent d'assurances, tout ce qui est normal, ce qui est, en fait, nécessaire pour l'ensemble des citoyens, ce n'est pas déductible de l'impôt. Avant, c'était de l'injustice vis-à-vis des travailleurs de permettre à ces gens de déduire de l'impôt sur ces montants d'argent. Nous disons, par exemple, aux travailleurs autonomes: Tout ce qui est au-delà de cela, c'est-à-dire ce qu'on appelle l'assurance d'affaires... Lorsque j'utilise mon automobile pour mon travail comme voyageur de commerce, en plus de payer une assurance ordinaire, je dois payer ce qu'on appelle l'assurance d'affaires. On dit: C'est relié directement à votre travail, c'est relié directement à votre fonction. Cela est déductible de l'impôt. Est-ce que ce n'est pas normal, cela?

En plus, Mme la Présidente, nous leur disons ceci et je pense que ce n'est pas exagéré: En ce qui concerne les dépenses touchant votre automobile, sur les premiers \$75 par mois, soit \$900 par année, vous ne payez pas d'impôt comme tout citoyen ordinaire. Au-delà de cela, vous allez devoir en payer. On calcule qu'un citoyen ordinaire — et je pense que c'est le minimum — doit payer \$900 par année pour son automobile régulière.

Mme la Présidente, nous ne venons pas écraser les travailleurs autonomes. Nous venons tout simplement corriger une situation qui était dénoncée depuis des années et des années, corriger une situation qui était anormale. Ce n'est pas pour aller chercher plus de taxes dans les poches des contribuables. Non, Mme la Présidente. Quand on dit Parizeau, le "taxeur", il faudrait quand même souligner combien de taxes ont disparu dès le premier budget Parizeau. On a fait disparaître \$300 millions de taxes. Deuxième budget de Parizeau, \$500 millions de taxes. Nous avons fait disparaître la taxe de vente. Je pense que le petit travailleur, comme le travailleur autonome, est capable de vérifier cela au cours des prochaines élections, Mme la Présidente.

Nous corrigeons une situation qui était dénoncée. Après avoir discuté, quant à moi, avec des

agents d'assurances, je comprends que c'est dur. Ils étaient habitués à des privilèges exorbitants; ils étaient habitués à des privilèges qui, à un moment donné, leur étaient reconnus. Enlever des privilèges, arracher une dent, cela fait mal. Or, comme le disait le ministre des Finances, nous avons dû arracher une dent, mais en même temps créer de l'équité sociale pour l'ensemble des citoyens du Québec. Je pense que les citoyens du Québec sont capables de comprendre cela et je pense que les travailleurs autonomes aussi sont capables de comprendre cela, parce qu'eux-mêmes savaient qu'ils étaient extrêmement bien traités, qu'ils avaient des privilèges même exorbitants.  
(17 h 10)

**La Vice-Présidente:** M. le député de Maskinongé.

**M. Yvon Picotte**

**M. Picotte:** Mme la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole cet après-midi sur la motion de mon collègue, le député d'Outremont, au sujet de la politique fiscale du gouvernement concernant les travailleurs autonomes. Ce n'est pas surprenant que ce problème revienne à ce moment-ci, puisque, comme on l'a souligné tantôt, le 30 avril est une date pour les travailleurs du Québec dont ils se rappellent chaque année, c'est la date limite où ils doivent produire leur rapport d'impôt. Aussi, ce n'est pas surprenant, pour d'autres raisons, si vous vous rappelez dans quel contexte ces lois fiscales ont été étudiées, article par article, à la fin de l'année 1978. Ces lois fiscales ont été étudiées au moment même où la Chambre siégeait presque 20 heures par jour et où le ministre des Finances avait une hâte débordante d'adopter ces projets de loi. Si elles n'avaient pas été adoptées avant l'ajournement des Fêtes, certaines politiques fiscales que le gouvernement avait appliquées depuis le discours du budget du mois d'avril précédent, en supposant que la Chambre adopterait ces projets de loi, auraient été déclarés caduques, vu qu'elles n'auraient pas été adoptées avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant le 31 décembre.

Donc, dans tout ce brouhaha, dans tout ce contexte, il y a certaines choses qui n'ont pu être étudiées de façon particulière et c'est la raison pour laquelle on se retrouve devant un problème. J'écoutais tantôt le ministre des Transports dire qu'il y avait des problèmes, que quand il fallait arracher une dent, il fallait l'arracher, même si cela faisait mal. Ce que le ministre des Transports a oublié, c'est qu'aujourd'hui c'est tellement perfectionné, du côté de la dentition, qu'avant d'arracher une dent, il y a peut-être moyen de l'obtenir, il y a peut-être moyen aussi de la travailler pour que l'individu la conserve. Ce que je veux dire par là, Mme la Présidente, c'est que c'est beau devant les caméras de télévision quand on dit aux Québécois: On veut mettre tout le monde sur un pied d'égalité. Le petit travailleur qui se promène dans un comté, qui n'a pas le droit, lui, d'avoir des comptes de dépenses, c'est-à-dire de déduire, sur



son rapport d'impôt, ses dépenses d'automobile, il a le droit d'être traité de la même façon que tous les autres Québécois.

Quand on compare ces choses, on prend les exemples extrêmes. On dit: Un médecin, par exemple, c'est épouvantable, qui gagne \$40 000, \$50 000, \$60 000 et peut-être \$100 000 par année, dans certains cas, peut déduire ses dépenses d'automobile sur son rapport d'impôt. C'est vrai que c'est épouvantable. On dit que c'est épouvantable qu'un président de compagnie, qui gagne \$75 000, \$100 000, puisse déduire ses dépenses d'automobile, sur son rapport d'impôt. C'est vrai, c'est exact. Ce qu'on a oublié de vous mentionner, par exemple, c'est qu'on aurait pu, pour corriger cette lacune, parce qu'on doit admettre qu'il existait des lacunes, faire des catégories de travailleurs autonomes.

A ce que je sache, le voyageur de commerce qui se fait un salaire de \$20 000, \$25 000, \$30 000 par année dans les cas maximums, puis il y en a pas mal moins que cela, quand il a fini de déduire et qu'il a payé ses dépenses d'automobile, il travaille, à certaines occasions, pour pas bien plus que le salaire minimum. S'il compte le nombre d'heures d'ouvrage qu'il fait pour exercer sa profession, des fois il gagne \$4, \$4.25 l'heure. Ce n'est pas exagéré. C'est ce gouvernement qui voulait défendre les gagne-petit. Quand on parle d'agents d'assurances qui doivent faire des milliers de milles par année, ils doivent faire des centaines de portes. En l'espace de deux milles de chemin, ils doivent faire dix, douze ou quinze arrêts. Ce sont des dépenses additionnelles.

On a parlé du relèvement du plafond, de \$7500 à \$12 000; je vais répondre ce que le ministre des Communications nous répond souvent quand on parle des dépenses éhontées du gouvernement du côté de la publicité: Il n'y a rien là! Il y a des millions, mais il n'y a rien là! Il n'y a rien là non plus dans le relèvement du plafond de \$7500 à \$12 000. Savez-vous ce que cela veut dire? Cela veut dire que la réduction d'impôt nette est de \$89. Là non plus il n'y a rien là comparativement aux dépenses du gouvernement. Cela donne \$89 de plus aux travailleurs autonomes.

J'ai eu l'occasion de faire du porte-à-porte dans Argenteuil et dans Jean-Talon. Croyez-le ou non, je me suis fait parler de ce problème. Les gens écoutent les débats télévisés, ils savent que le député d'Outremont a présenté une motion et ils nous ont demandé de la défendre. C'est malheureux, à part cela, qu'on ait seulement deux mercredis pour la défendre. C'est malheureux qu'on ne puisse pas faire comprendre au ministre des Finances que c'est une injustice envers les travailleurs autonomes. C'est malheureux que les gens d'en face, par démagogie, se servent des présidents de compagnie et des médecins qui gagnent de gros salaires pour tout oublier, pour condamner les travailleurs autonomes ordinaires. C'est malheureux!

Si ces gens ont demandé au gouvernement de réviser la politique fiscale du gouvernement dans ce domaine, c'est parce qu'ils se sont fait faire des

promesses il n'y a pas si longtemps. Le député de Roberval pourrait vous en dire quelque chose. Il y a au-delà d'une centaine de lettres, de la correspondance avec le ministre des Finances, avec les fonctionnaires du ministère des Finances, avec des travailleurs autonomes. Un nombre de 160 plus exactement, je pense, au moins 100 lettres. Dans toute cette correspondance depuis avril 1978, puisque la loi a été adoptée au mois de décembre, mais cela a été décidé au dernier budget, au mois d'avril 1978, il y a même des députés ministériels en cette Chambre qui ont été visiter... On leur a dit: On est en train d'évaluer ça, on est en train de considérer ça. Cela va arriver à un moment donné, on ne vous oubliera pas, on va penser à tout cela. On va voir M. Parizeau, le ministre des Finances.

D'une fois à l'autre, on leur a fait croire que cela s'améliorerait, qu'on prendrait en main le sort — dans le cas des agents d'assurance entre autres — des 5500 agents d'assurance au Québec. On leur a fait croire que possiblement cette politique serait adoucie pour les endormir, quand on sait très bien qu'il y a certains législateurs qui osent nous dire: Ce n'est pas important qu'on s'occupe d'eux, les agents d'assurance, ils sont 5000 dans la province de Québec. Ce n'est rien pour virer le monde à l'envers. Ce n'est que 5000 votes de moins au référendum. On ne s'occupe pas d'eux, ils ne sont pas assez nombreux. Un beau raisonnement! Je n'ai qu'un enfant; comme je n'ai pas assez une grosse famille, je ne m'occuperai pas de mon enfant! Si j'avais un collège, peut-être que je pourrais m'en occuper, mais je n'en ai qu'un, cela ne vaut pas la peine. Voyons donc! Quel raisonnement de fou, parce qu'ils sont 5500 agents d'assurance!

Dans un autre domaine, les voyageurs de commerce, c'est encore une quantité négligeable. Ils sont quelques milliers, 5000 ou 10 000, à peu près. Tout cela, ce beau paquet de monde, si on met à part les médecins qui pouvaient déduire leurs dépenses d'automobile et les présidents de compagnie, cela fait de 12 000 à 15 000 personnes, cela ne vaut pas la peine qu'on s'occupe d'eux. Ce ne sont pas des Québécois comme les autres, eux. Ce sont des gens d'affaires, on sait bien. On a horreur des gens d'affaires au Québec, on aime mieux qu'ils disparaissent et qu'ils aillent dans d'autres provinces. On a horreur de cela. Ce ne sont pas des Québécois comme les autres.

Il serait encore temps. On serait prêt à apporter notre concours. Je ne veux pas parler à la place du député d'Outremont, mon collègue, mais nous serions prêts à apporter notre collaboration pour que cette politique soit amendée, changée, qu'on fasse une certaine catégorie de travailleurs autonomes, que les vrais travailleurs autonomes puissent bénéficier... Comme mon collègue des Communications pourrait le dire, s'il n'y a rien là de dépensé pour la publicité avec \$3 millions ou \$4 millions pour le gouvernement du Québec, si cette politique fiscale du gouvernement dans ce domaine était regardée de plus près et changée, si on permettait la même exemption que celle que le

gouvernement fédéral donne aux travailleurs autonomes — et les autres gouvernements — c'est-à-dire \$5000 à \$6000, à ce moment-là, c'est vrai qu'il n'y aurait plus rien là. Tout le monde s'en porterait mieux.

(17 h 20)

Même s'ils sont un petit nombre, ce sont des Québécois comme tout le monde et ils pourraient au moins améliorer leurs conditions de vie parce que, comme je vous l'ai dit tantôt, au nombre d'heures qu'ils font, les voyageurs de commerce et les agents d'assurance gagnent strictement le salaire minimum. C'est bien loin d'être à la charge du ministre des Transports. Il serait donc temps qu'il "plombe" les dents et essaie d'organiser la bouche des Québécois pour qu'ils soient regardables au lieu de leur enlever tout ce qu'ils ont dans la bouche. Parce qu'en plus de cela, il va leur enlever le pain tantôt avec ses politiques fiscales. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Champlain.

#### M. Marcel Gagnon

**M. Gagnon:** Mme la Présidente, je voudrais tout simplement ajouter quelques mots au débat de cet après-midi, non pour vendre la mesure qui se retrouve dans le budget de M. Parizeau. J'y crois énormément et je pense que le ministre des Transports... Excusez!

**La Vice-Présidente:** Vous avez dit "M. Parizeau", cela vous a échappé, sans doute. C'est M. le ministre des Finances et du Revenu.

**M. Gagnon:** Je m'en excuse. Je pense aussi que le ministre des Transports, tantôt, ainsi que le député de Laprairie, ont très bien expliqué le sens de cette mesure de justice envers les travailleurs du Québec. J'ai été moi-même travailleur autonome, je connais quantité de travailleurs autonomes. Il y en a un bon nombre qui sont venus me voir à mon bureau pour se faire expliquer jusqu'à quel point cette mesure est une mesure de justice. Connaissant le milieu, je n'ai pas eu trop de difficultés à leur montrer qu'il y avait dans le passé une énorme différence, une énorme injustice envers un certain nombre de travailleurs. Le député de Laprairie vous a mentionné l'exemple du docteur avec sa secrétaire. Je peux vous dire que j'ai tenu moi-même ce qu'on appelle un caucus ou une assemblée dans un garage au Cap-de-la-Madeleine, où il y avait un certain nombre de travailleurs, une dizaine de travailleurs de l'automobile. Il y avait aussi un ou deux voyageurs, qu'on appelle des travailleurs autonomes et, évidemment, ceux-ci se demandaient si la mesure ou les réformes qu'on faisait étaient juste à leur endroit. C'est l'ensemble des travailleurs qui ont commencé à leur poser des questions en disant: Par exemple, je fais 40 milles par jour pour venir travailler au garage pour réparer ton automobile. Toi, tu fais 40, 50, 60, 70 milles par jour pour faire ton travail.

Comment se fait-il que tes dépenses pourraient être déductibles de l'impôt à 70%, comme c'était le cas autrefois, et que dans mon cas je n'ai pas de dépenses déductibles d'impôt? Je pense que les travailleurs sont assez conscients pour voir dans cette mesure une forme de justice qu'on aurait pu avoir depuis longtemps.

Je ne voudrais pas vendre la mesure, je crois qu'elle est largement vendue. Ce qui me déçoit ou me taquine un peu, dans un débat comme celui d'aujourd'hui, c'est la partie stérile de l'Opposition. Cela se répète. J'ai l'impression que l'Opposition et surtout l'Union Nationale répètent le même discours d'une loi à l'autre. Je me souviens que sur la loi 67, par exemple, on a fait peur à l'ensemble du Québec. On a dit: C'est épouvantable l'assurance-automobile, tout le monde va être en faillite, il n'y a plus personne qui sera assuré, cela va prendre cinq policiers pour traverser les frontières. On a tout dit ce qu'on pouvait dire pour essayer de détruire le bon côté de cette loi. On a eu la loi 116, la loi la plus normale pour l'amélioration de l'agriculture au Québec, et on a vu encore ces gens semer la confusion à travers le Québec, semer le trouble à travers le Québec. Sur la loi 90, demandée depuis longtemps par l'ensemble des Québécois, encore une fois, on s'est spécialisé à donner de faux renseignements. Quant à la loi 69 sur l'environnement, un des députés de l'Union Nationale voyait toute l'industrie du Québec en faillite, par suite de cette loi. C'est cette partie qui me déçoit. Un débat comme celui d'aujourd'hui pourrait être un débat instructif, un débat qui apporte finalement à la population du Québec de l'éclairage, mais on en fait un débat basement partisan. C'est ce que je déplore.

On dit maintenant dans le Québec: "Parizeau-la-taxe". Je peux vous dire que j'ai visité personnellement une partie du Québec. Il y en a qui parlent du comté de Jean-Talon, d'autres du comté d'Argenteuil. Moi, je peux vous parler du comté de Champlain et des environs, aussi du comté d'Argenteuil, mais je n'ai jamais entendu cette expression. Il y a des expressions, par exemple, que j'ai entendues et que je crois justifiées, comme Biron, l'incompétent. J'ai entendu cela. Je m'excuse, mais je le dis ainsi parce que tantôt on a mentionné Parizeau; on n'a pas mentionné M. le ministre. Puisque qu'on a dit qu'on entendait ces choses dans le Québec, je me permets aussi de faire exactement la même impolitesse.

Tantôt aussi, dans le genre de faussetés qu'on lance, on a dit: On veut négliger 5500 travailleurs parce que, face au référendum, ce n'est pas important. On essaie de lancer à la face de la population du Québec qu'il y a un certain groupe de travailleurs au Québec qui ne sont pas importants pour nous, alors que la vérité est qu'on veut la justice pour l'ensemble des travailleurs au Québec. On veut que tous les travailleurs soient traités sur le même pied d'égalité. J'espère qu'à un moment donné on va en venir à avoir un genre de débats un peu plus élevés. Les membres de l'Opposition ont le droit de questionner, de dire ce

qu'ils croient bon ou pas bon dans une réforme gouvernementale, mais arrêtons donc de lancer des faussetés. Je peux vous dire que "Parizeau-la-taxe", on ne l'a jamais entendu et c'est bien l'inverse. Tantôt, le ministre des Transports a mentionné jusqu'à quel point on avait réduit les taxes depuis que nous sommes au pouvoir. La population et même des gens qui ne sont pas de notre parti nous disent: C'est assez extraordinaire, vous formez le meilleur gouvernement au Québec qu'on ait jamais vu. Disons donc la vérité à la population.

Mme la Présidente, je ne voudrais pas aller tellement plus loin là-dessus. Je voulais tout simplement manifester mon dégoût vis-à-vis de ce genre de débat stérile. J'aimerais qu'un jour on puisse en venir à donner de véritables informations et je peux vous dire que les travailleurs autonomes au Québec seront traités justement. J'en connais quantité dans mon comté et dans la Mauricie et les gens sont satisfaits. Ils m'ont mentionné: C'est vrai ce que vous établissez une justice. Admettez que cela nous fait mal un peu. Admettez qu'on était un peu gâté. Qu'on soit légèrement déçu, c'est un fait, mais les gens sont d'accord; c'est une justice qu'on établit pour tous les travailleurs du Québec.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Roberval.

#### M. Robert Lamontagne

**M. Lamontagne:** Mme la Présidente, je voudrais rappeler que la motion du député d'Outremont à l'intention du ministre des Finances se lit comme suit: "Que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révise sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes."

Mme la Présidente, quant à moi, je voudrais faire porter exclusivement mon intervention sur l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec. En effet, comme le soulignait pour moi tout à l'heure le député de Maskinongé, depuis très tôt en 1978, j'ai eu l'occasion presque au moins à 100 reprises de communiquer avec le ministre des Finances au nom d'à peu près tous les assureurs-vie du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Je pense qu'il est normal qu'à ce stade-ci du débat nous voulions, au moins à l'intention du ministre des Finances — et le faire publiquement — reproduire leur opinion. D'ailleurs, c'est dans cet esprit que le Parti libéral du Québec, l'Opposition officielle, par le truchement du député d'Outremont, a voulu rendre publique cette situation qui touche un très grand nombre de nos concitoyens.

Bien sûr, comme tout le monde — je pense qu'on peut se mettre d'accord — on souhaite que tous les travailleurs, quels qu'ils soient au Québec, soient sur le même pied. Qu'on soit travailleur autonome ou autrement, on dit: C'est un travailleur, qu'il soit sur le même pied qu'un autre. C'est la règle générale. Mais le fond du problème, c'est que, pour être sur le même pied, il

faut parfois donner un certain équilibre à certaines personnes. C'est là qu'on retrouve le travailleur autonome. Et ce n'est pas sans raison. Tout de même, pour utiliser une expression de chez nous: "On ne peut pas être tous fous en même temps." (17 h 30)

Si tous les assureurs-vie du Saguenay-Lac-Saint-Jean, unanimement, individuellement et collectivement, se donnent la peine d'écrire à leur député et au ministre des Finances, ces derniers étant des gens de bonne foi autant que nous-mêmes, il me semble qu'il y a un problème majeur auquel on doit porter une attention.

Je voudrais mentionner les nombreuses rencontres qui ont eu lieu avec des fonctionnaires et avec le ministre des Finances, et ce qui ressort de ces rencontres. Je voudrais rappeler celle du mois de juillet 1978 que le ministre des Finances a eue avec les représentants de l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec. Le ministre s'en souvient fort bien; il le confirmera ou il le niera s'il le veut, mais il a promis des modifications à la loi 65. C'est le président qui le confirme dans une copie de lettre que j'ai ici, adressée au ministre des Finances. Le ministre des Finances avait reconnu, à ce moment-là, qu'il y avait certaines injustices dans le secteur des travailleurs autonomes et qu'il se proposait, à l'occasion de l'adoption de la loi 65, de présenter certains amendements. Je prends connaissance de la correspondance que j'ai en main entre le ministre des Finances et M. Gilbert J. Mullie, président de l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec.

Il est arrivé, Mme la Présidente, autant par cette loi-là que pour d'autres lois, qu'à l'occasion de la période des Fêtes, cette loi a été adoptée sans amendement, malgré des représentations nombreuses qui avaient été faites et des engagements verbaux, mais tout de même officiels, faits par les officiers du ministère des Finances. Dès le début de 1979, les assureurs-vie du Québec ont évidemment recommencé leurs représentations auprès du ministre des Finances et on a fait différentes suggestions, qu'il serait trop long à énumérer, mais auxquelles le ministre des Finances croit avoir répondu par le discours du budget de 1979. Il a porté de \$7500 à \$12 000 le total des dépenses admissibles. Comme le député d'Outremont l'a mentionné, cela paraissait beau. Je dois dire, Mme la Présidente, qu'à la lecture du discours du budget, au mois de mars dernier, par le ministre des Finances, j'ai été impressionné par le chiffre de \$12 000. Enfin, on vient de répondre adéquatement aux demandes des travailleurs autonomes. Mais la vérité, telle que mentionnée par le député d'Outremont et d'ailleurs reconnue par le ministre des Finances, c'est une réduction d'impôt maximale possible de \$89.10. Tout de même; cela ne paie même pas les timbres des assureurs-vie du Québec, et les miens, entre autres, parce que j'ai écrit souvent au ministre des Finances et à ses officiers depuis plus d'un an relativement à ce problème-là.

Je voudrais, Mme la Présidente — seulement pendant quelques minutes et le député d'Outre-

mont, dans sa réplique, fera cela d'une façon plus générale — rappeler quelques principes contenus dans la lettre adressée le 12 avril dernier, soit après l'intervention du ministre des Finances dans le présent débat, seulement quelques traits généraux de cette lettre du président de l'Association provinciale des assureurs-vie lorsqu'il s'adresse au ministre des Finances. Le ministre des finances n'a pas tenu compte des exemples concrets portés à sa connaissance au cours de la dernière année et je suis un de ceux qui ont porté de nombreux exemples à sa connaissance. Je lis un texte, par exemple: "Il a été démontré, dans un exemple typique, que le contribuable autonome ne pourra déduire de son revenu qu'un maximum de \$0.09 du kilomètre — \$0.10 en 1979 — s'il achète une nouvelle voiture de \$12 000, alors que l'employé continuera de recevoir des remboursements non imposables de \$0.12 du kilomètre dans les secteurs public et parapublic, et de \$0.15 1/2 du kilomètre dans le secteur de l'entreprise privée, c'est-à-dire de 33% et 72% respectivement plus élevé que les déductions permises aux travailleurs autonomes."

Mme la Présidente, seulement cet exemple nous démontre bien, aux députés qui veulent approfondir cette situation, que lorsqu'on prêche, qu'on souhaite et qu'on désire que tous les travailleurs soient sur un pied d'égalité, on s'aperçoit que, du côté des travailleurs autonomes, tel que mentionné dans la lettre du président de l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec, il y a lieu à une modification à la loi 65. C'est dans ce but qu'on propose cette motion au ministre des Finances.

Egalement quelques traits généraux. Le principe des déductions de dépenses effectuées pour gagner un revenu est reconnu dans le contexte où l'on vit actuellement. Dans l'établissement de l'allocation du coût en capital déductible au chapitre des dépenses effectuées pour gagner un revenu, on doit prendre en considération... D'abord, une automobile destinée à être utilisée pour affaires doit être de qualité. Je pense, Mme la Présidente, aux députés, entre autres, qui ont à voyager. En tout cas, moi, du comté de Roberval, 30 000 milles par année, c'est une petite année. Prenons une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean; les assureurs-vie de cette région ont un grand territoire. J'ai vérifié auprès d'une très grande quantité d'assureurs-vie au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est un nombre considérable, presque aussi élevé que le nôtre, de kilomètres qu'ils font au cours de chaque année. Il faut en tenir compte. On n'est pas, dans une région étendue comme la nôtre, dans un secteur urbain concentré. Or, ces gens doivent, en plus de voyager énormément, voyager malheureusement sur des routes qui ne sont pas complètement asphaltées, dans un secteur rural; nous avons les rangs, nous avons de grands rangs où il y a des clients éventuels.

Le ministre des Finances, en voulant généraliser ces déductions, ne tient aucun compte de ce qui se passe dans les régions comme la nôtre, et c'est cela que les assureurs-vie d'une région aussi

étendue que la mienne, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, veulent porter à l'attention du ministre des Finances. Les faits mentionnés dans la lettre du président de l'Association des assureurs-vie du Québec sont, à mon avis, fort pertinents et se retrouvent très bien dans notre région.

Une voiture au Saguenay-Lac-Saint-Jean... Le ministre des Transports, qui demeure dans une région un peu comme la mienne, sait très bien qu'une auto s'use beaucoup plus rapidement dans nos milieux que dans la ville de Québec. Je pense que la région du Saguenay, la mienne et la mienne... On s'en plaint privément: Vous êtes bien chanceux, les gars de la ville, vous avez de meilleures routes, un moins long circuit. C'est encore cela que soumettent à notre attention les assureurs-vie; pour eux, comme pour nous, c'est leur gagne-pain.

Mme la Présidente, en terminant, je comprends votre point de vue, le député, par exemple, s'en vient ici avec son automobile. On n'a pas d'autre automobile à la maison ou on achète une voiture secondaire pour vaquer aux occupations personnelles. C'est la même chose pour l'assureur-vie. L'assureur-vie qui a sa clientèle, qui doit voir les gens le soir — parce qu'ils travaillent le jour et les fins de semaine ou parce qu'ils sont à l'extérieur sur semaine — il a besoin de son véhicule à toute heure raisonnable du jour pour aller voir ses clients de sorte que, bien souvent, il doit avoir une petite automobile personnelle pour permettre aux membres de sa famille de l'utiliser. C'est un peu cela, en résumé; c'est une situation qui est exceptionnelle. Nous demandons, à nouveau, Mme la Présidente, que le ministre des Finances veuille bien, dans sa réplique, nous annoncer qu'il va étudier un peu plus en profondeur la situation des travailleurs autonomes au Québec.

**M. Grégoire:** Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le député de Frontenac, une courte intervention. Je ne pourrais pas vous donner la parole si vous alliez utiliser vos dix minutes entièrement. Il faut quand même ménager le temps de la réplique, qui est de dix minutes, et faire l'appel du vote.

**M. Grégoire:** D'accord.

La Vice-Présidente: M. le député, si votre intervention était très courte...

**M. Grégoire:** Deux minutes tout simplement.

La Vice-Présidente: ... et si vous me promettez à l'avance...

**M. Grégoire:** Oui.

La Vice-Présidente: Si je vous donne la parole, vous me verrez dans la situation de vous la laisser pour dix minutes.

**M. Grégoire:** Très bien, madame, deux minutes.

**La Vice-Présidente:** Voulez-vous me dire tout de suite combien de temps vous allez utiliser?

**M. Grégoire:** Deux minutes, trois minutes; moins vingt, madame.

**La Vice-Présidente:** D'accord.

**M. Gilles Grégoire**

**M. Grégoire:** Evidemment, personne n'aime les impôts et les taxes; c'est partout pareil dans tous les pays. Dans tous les partis de tous les côtés de la Chambre, on pense tous la même chose, à l'exception que depuis deux ans... On a entendu, cet après-midi, les membres de l'Opposition nous dire: Il y a des taxes; il y a des taxes. On le sait mais je voudrais simplement mentionner qu'il y a eu également des réductions d'impôt et des réductions de taxes tout de même depuis deux ans et demi. Il faudrait rétablir les faits et dire que la situation s'est nettement améliorée. Mes bons amis d'en face n'oublieront tout de même pas que la taxe de vente de 8% sur les vêtements, les chaussures, le textile, les meubles a été enlevée. Mes bons amis d'en face n'oublieront pas non plus qu'il y a eu des réductions d'impôt pour les salariés célibataires qui gagnent moins de \$20 000, pour les salariés mariés qui gagnent moins de \$30 000...

**M. Lévesque (Bonaventure):** Ce n'est pas le discours du budget.  
(17 h 40)

**M. Grégoire:** Non, ce n'est pas le discours du budget, mais quand on dit qu'il y a des taxes là, il ne faut pas oublier de voir l'autre côté de la médaille aussi. Il y en a eu des réductions d'impôt et des réductions de taxes depuis deux ans. Je crois que c'est parfaitement normal de le dire. Il y a également l'indexation des déductions d'impôt qui a été adoptée dans le dernier budget et qui va être effective à partir du 1er janvier 1980. Cela aussi, Mme la Présidente, il faudrait le mentionner. Il y a le crédit d'impôt foncier qui sera remboursé dès la fin de cette année 1979. Cela fait cinq réductions d'impôt que je vous mentionne. Il y a également les réductions d'impôt pour ceux qui veulent investir dans des actions de compagnies. Le programme d'épargne-actions, comme on l'appelle. Cela fait six réductions d'impôt en deux ans.

**La Vice-Présidente:** On fait appel à la pertinence du débat, M. le député.

**M. Grégoire:** Mme la Présidente, je crois qu'il valait la peine de mentionner qu'il y en a eu des réductions d'impôt et que ces réductions ont touché les gagne-petit, ceux qui en ont le moins, de revenus, ceux dont les salaires sont les moins élevés. Qui profite de la taxe de vente qui est enlevée, de la coupure de 8% de la taxe de vente?

Les petits, les travailleurs, les travailleurs autonomes également. Qui bénéficie des réductions d'impôt pour ceux qui gagnent moins de \$20 000 ou \$30 000? Les petits encore, ceux qui gagnent le moins. Qui est-ce qui profite de l'épargne-actions? C'est encore ceux qui gagnent le moins. Mme la Présidente, je crois — mes deux minutes sont terminées — qu'il valait la peine de mentionner cela. C'est vrai qu'il y a des impôts, c'est vrai qu'ils sont élevés, je l'admets, mais grâce à qui? Quand on a pris le pouvoir en 1976, ils étaient déjà très élevés. On a commencé en deux ans à les diminuer.

**La Vice-Présidente:** Sur la motion, M. le député.

**M. Grégoire:** C'est l'objectif du gouvernement de continuer à les diminuer. Le chef de l'Opposition n'aime pas qu'on mentionne les bons coups du gouvernement non plus. C'est dans l'ordre de mentionner qu'il y a eu des réductions et j'espère que le chef de l'Opposition en fera son profit également. Merci, Mme la Présidente.

**M. Raynauld:** Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** M. le député d'Outremont, votre réplique.

**M. André Raynauld**

**M. Raynauld:** ... en fait je suis assez heureux que le député de Frontenac ait pu parler parce qu'il a montré vraiment, ce que d'autres ont fait avant lui, qu'on peut affirmer du côté du gouvernement à peu près n'importe quoi. On va réduire toute la réalité en disant: Nous sommes des justes, les autres commettaient des injustices. Là le député de Frontenac vient de mentionner, dans son envolée en faveur des pauvres, que même le programme d'achat d'actions était fait pour les petits, quand il sait très bien que c'est exactement l'inverse. C'est fait pour les hauts salariés. Le ministre des Finances l'a répété à plusieurs reprises. C'est bien l'exemple! Comme le ministre des Transports tout à l'heure, comme un député l'a fait aussi également, il suffit pour ce gouvernement d'affirmer des choses. On ne sent jamais le besoin, mais jamais le besoin de prouver quoi que ce soit de ce qu'on dit. Ce sont des affirmations gratuites pour essayer simplement de passer un message publicitaire, un message électoral, mais jamais, jamais on va se donner la peine d'essayer de prouver les affirmations qu'on fait.

La dernière fois, quand ce débat a commencé, il y a deux semaines, avec cette motion que j'ai soumise à l'Assemblée, j'ai essayé de montrer pourquoi il me semblait qu'une injustice avait été commise. Je n'ai pas discuté sur le système actuel. Je n'ai pas dit que le gouvernement péquiste commettait des injustices d'une façon systématique. J'ai dit: Dans ce cas, je pense qu'il y a une injustice commise. Pensez-vous que j'ai eu une réponse? Absolument aucune réponse. Personne n'a voulu essayer de discuter des arguments et des faits que j'ai présentés.

Le député de Roberval vient juste de répéter pour le bénéfice de cette Chambre ce qu'on nous a présenté comme étant des faits indiscutables, que, lorsque l'on prend des gens qui doivent travailler et qu'on sépare ceux qui sont remboursés par leur employeur et ceux qui peuvent récupérer ces dépenses d'automobile via le système fiscal, il y avait une différence considérable. Les gens qui peuvent déduire leurs dépenses de l'impôt, en vertu du projet de loi no 65, se font rembourser à peu près l'équivalent de \$0.10 le kilomètre. Ceux qui travaillent pour une entreprise se font rembourser \$0.12 le kilomètre. D'autres se font rembourser \$0.15 le kilomètre. Cela a été démontré, ce sont des documents qui établissent cela. Pensez-vous que le ministre des Finances a dit: Je vais répondre à cela et c'est faux? Il n'a pas dit un mot. Il a dit: Je vais réexpliquer quel est le fondement de cette politique. Il n'a pas dit un mot là-dessus. Est-ce qu'il y en a d'autres qui ont pris la peine de comparer la situation de gens qui travaillent et qui voyagent pour gagner un revenu pour essayer de voir si vraiment il y avait une injustice ou si c'était la justice?

On nous affirme: Nous sommes des justes, nous voulons protéger le petit salarié. Ce n'est pas cela le problème. On veut être juste autant que ceux qui sont de l'autre côté de cette Chambre. Il y a aussi d'autres gens, il y a d'autres pays, il y a d'autres gouvernements dans le monde qui ont fait face à ce problème. Comment se fait-il qu'ils n'ont pas trouvé la même solution que le Parti québécois? Est-ce que c'est parce que ce sont tous des gens injustes? Il y a seulement le Parti québécois qui peut introduire la justice dans le monde! C'est absolument lamentable. On déplore le niveau du débat. Je pense que j'avais essayé de placer ce débat sur une question factuelle pour essayer de voir si oui ou non les gens sont sur le même pied, si oui ou non ils se font rembourser des dépenses d'automobile de la même façon, d'une façon équitable. J'ai donné des chiffres; j'ai mentionné que ce n'était pas le cas, suivant les informations que nous avons de ce côté-ci de la Chambre.

On nous répète: Non, non, nous sommes des justes, nous voulons défendre les gens. J'irai plus loin que cela. Le principe que le ministre des Finances a appliqué est un principe qui est faux sur le plan économique; c'est un principe qui, par conséquent, est également inéquitable. Je vais essayer d'expliquer ce qu'il a fait. Il a dit: Je suppose qu'un travailleur autonome a une automobile de toute façon pour des fins personnelles et je vais accepter seulement des déductions pour les frais supplémentaires, les frais variables. C'est cela qui est son principe. Ce principe est équivalent à ceci. Si j'ai une pièce d'équipement qui sert à fabriquer deux fauteuils, parce que j'ai besoin de ma pièce d'équipement pour fabriquer le premier fauteuil, je vais imputer dans le prix du premier fauteuil la totalité des dépenses de la pièce d'équipement. Et, pour le deuxième fauteuil, je vais mettre seulement les frais variables dedans. C'est cela que le ministre des Finances a fait cette

fois-ci. Il a dit: Un vendeur a besoin d'une automobile; donc, on va imputer à des fins personnelles tous les frais fixes. C'est indiscutable, c'est cela qu'il a dit. Il impute cela à des fins personnelles. C'est exactement comme si on disait: On a deux fauteuils; le premier vaut \$2000 et le deuxième vaut juste \$500, parce que, de toute façon, la machine, on en a besoin pour le premier. C'est un principe faux économiquement et c'est un principe qui, sur le plan de l'équité, est également faux.

Je vais aller plus loin que cela. Je pense que le ministre des Finances vous a aussi induits en erreur lorsqu'il nous a parlé depuis le début des travailleurs autonomes. J'ai été moi-même très surpris. Je ne suis pas un avocat, mais on a attiré mon attention sur les articles 56 et 57 de la loi où l'on dit, par exemple à l'article 57, qu'un particulier peut déduire les montants qu'il dépense dans l'année pour voyager dans l'exercice de ses fonctions s'il est ordinairement tenu de les exercer ailleurs qu'au lieu d'affaires de son employeur ou à différents endroits et s'il est tenu, en vertu de son contrat d'emploi, d'acquitter les frais de voyage qu'il encourt dans l'accomplissement de ses fonctions.

Ce n'est pas un travailleur autonome, c'est un salarié. C'est un homme qui travaille pour un employeur. Il est tenu de payer ses propres dépenses de voyage. A ce moment-là, la Loi de l'impôt prévoit qu'il peut déduire ces dépenses. On a aussi attiré mon attention sur le fait qu'il y a eu de la jurisprudence sur ces cas. Je citerai ici le cas de Allaire vs le sous-ministre du Revenu de la province de Québec. Je lis: Il s'agissait alors d'un employé de La Presse auquel était fournie une automobile, mais qui devait payer l'essence. La Cour d'appel du Québec, en 1978, permit à cet employé salarié de déduire ses dépenses d'automobile et plus spécifiquement ses dépenses d'essence. Pourtant, il s'agissait bien ici d'un salarié. Donc, cette loi ne s'applique pas seulement à des travailleurs autonomes, elle s'applique également à des salariés.

Une autre affaire. Berkovitz vs le sous-ministre du Revenu du Québec, encore une fois, dans une cause d'avril 1978. Il s'agissait d'un travailleur salarié qui réclama avec succès ses dépenses d'automobile. Donc, quand on parle de travailleurs autonomes, on passe un peu à côté du problème. Ce n'est pas vrai que ces modifications à la loi ne s'appliquent qu'aux travailleurs autonomes, cela s'applique également à des salariés.  
(17 h 50)

Enfin, je dirai, sur le plan de l'équité, qu'il ne suffit pas de dire qu'il faut être équitable pour avoir résolu quelque problème que ce soit, il s'agit de savoir de qui on parle. Lorsqu'on compare, par exemple, des gens qui ne voyagent pas avec des gens qui voyagent, à ce moment-là, on pourra bien parler d'équité tant qu'on voudra, c'est comparer des poires et des oranges. Si on veut être équitable, il faut parler de tous ceux qui, effectivement, ont besoin de voyager. Lorsqu'on fait cela, on s'aperçoit que la mesure qui a été présentée par le

ministre des Finances n'est pas équitable parce que les différentes catégories de personnes qui voyagent ne sont pas rémunérées, ne sont pas remboursées suivant le même taux. C'est pour cela qu'on dit que cette mesure n'est pas équitable.

J'ajouterai deux petits points pour terminer. Une chose doit être soulignée. Apparemment, c'est la première fois que le revenu imposable sera différent au gouvernement provincial du Québec et au gouvernement fédéral. On m'a dit que jusqu'à maintenant on pouvait avoir des différences dans les taux, on pouvait avoir des différences dans la façon dont on pouvait payer de l'impôt aux deux niveaux de gouvernement, mais c'est la première fois que le revenu imposable va être différent. Cette différence est beaucoup plus importante, elle va imposer des coûts considérables en termes de frais de comptables, en termes d'interprétation, plus que si on avait laissé le système comme il était ou que si on avait corrigé les injustices supposément existantes de cette façon plutôt que d'une autre.

Pour toutes ces raisons, Mme la Présidente, je demande que l'Assemblée se prononce sur la motion que j'ai présentée. Ce n'est pas une motion bien révolutionnaire, elle demande simplement au ministre des Finances de réexaminer la situation, de bien se rendre compte que s'il voulait corriger une injustice, il en a commis une deuxième par les modifications qu'il vient d'apporter. Par conséquent, il y aurait lieu qu'il révise sa position, qu'il revoie le problème et qu'il apporte le plus tôt possible les amendements nécessaires. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Cette motion de M. le député d'Outremont qui se lit comme suit: "Que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révise sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes" est-elle adoptée?

**M. Charron:** Rejeté sur division, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Vote enregistré?

**M. Charron:** Etes-vous cinq? Vous n'êtes pas cinq. Ils ne sont pas cinq.

**Une Voix:** Cinq, à ma place, je m'excuse.

**M. Duhaime:** Il n'est pas à sa place.

**M. Charron:** Mme la Présidente, ils ne sont pas cinq.

**Une Voix:** Accepté sur division. Accepté.

**La Vice-Présidente:** Alors, vote enregistré. Qu'on appelle les députés.

Suspension à 17 h 53

Reprise à 18 h 1

### Mise aux voix de la motion

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, s'il vous plaît! Cette Assemblée est appelée à mettre aux voix la motion de M. le député d'Outremont qui se lit comme suit: "Que, de l'avis de cette Assemblée, le ministre des Finances révise sans délai sa politique fiscale relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes." Que ceux qui sont pour cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Goldbloom, Ciaccia, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Biron, Bellemare, Goulet, Brochu, Le Moignan, Cordeau.

**La Vice-Présidente:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Charron, Laurin, Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Proulx, Lessard, Vaugeois, Martel, Paquette, Marcoux, Chevrete, Bertrand, Michaud, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, de Bellefeuille, Gendron, Mercier, Marquis, Gagnon, Ouellette, Clair, Lavigne, Dussault, Boucher, Beaupré, Baril, Bordeleau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet.

**La Vice-Présidente:** Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire:** Pour: 22 — Contre: 39 — Abstentions: 0

**La Vice-Présidente:** Cette motion est rejetée. M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Mme la Présidente, je voudrais rappeler que demain matin, puisqu'on m'informe que l'étude des crédits du ministère des Communications n'est pas terminée, cette commission se réunira à nouveau, mais à la salle 101-B; que celle des affaires municipales sur le projet de loi 125 poursuivra son travail à la salle 81-A et que la commission de l'énergie se réunira pour étudier les crédits de ce ministère, demain matin, à la salle 91-A. Je propose l'ajournement de la Chambre à demain, 14 heures.

**La Vice-Présidente:** Cette Assemblée ajourne ses travaux à demain, 14 heures.

Fin de la séance à 18 h 4

## A N N E X E

## Questions inscrites au feuillet

## Question no 4

## Question de M. Brochu 7 mars

Concernant le dossier de la Transquébécoise, quel est le chiffre exact des dépenses encourues jusqu'ici pour le tronçon entre Saint-Albert et Richmond:

- a) pour la préparation des plans et devis;
- b) pour l'achat de terrains;
- c) pour les expropriations?

## Réponse de M. Lessard

- a) Pour la préparation des plans et devis:  
\$1 328 200.
- b) Pour l'achat de terrains:  
aucun achat de terrain n'est complété;
- c) Pour les expropriations:  
\$450 622 versés en indemnités provisionnelles dans les 109 dossiers impliqués.

## Question no 6

## Questions de M. Goulet

1. Quel est le nom de la firme de consultants dont les services professionnels ont été retenus par SODIC Québec Inc. pour faire une étude sur l'étendue de l'industrie des chevaux de course du Québec?
2. Quelle a été la procédure suivie pour le choix de cette firme?
3. A quelle date a-t-elle remis son rapport au Conseil d'administration de SODIC?
4. Quelles recommandations le Conseil d'administration de SODIC a-t-il soumises au ministre des Finances?
5. A quel moment le gouvernement entend-il prendre une décision définitive dans ce dossier spécifique?

## Réponses de M. Parizeau

1. SODIC Québec Inc. a retenu les services de la firme Econosult Inc. pour faire une certaine étude économique sur l'industrie de l'élevage des chevaux de course au Québec.
2. Quelques firmes ont été invitées à préparer une offre de service pour effectuer l'étude requise. Le Conseil d'administration de SODIC Québec Inc. n'a reçu qu'une seule offre ferme. Après étude de cette offre et rencontre avec les représentants de la firme conseil mentionnée ci-haut, les administrateurs lui ont confié le mandat.
3. Le rapport a été remis au Conseil d'administration de SODIC Québec Inc. le 26 avril 1978.
4. Le Conseil d'administration de SODIC Québec Inc. m'a fait un certain nombre de recommandations qui devraient être étudiées dans les semaines à venir.
5. Je crois bien qu'à l'automne, je serai en mesure de faire des recommandations au gouvernement dans ce dossier.

Québec le 23 avril 1979.

## Question no 24

## Question de M. André Marchand inscrite à l'article 28 du feuillet du 22 mars 1979.

## Question de M. André Marchand

"Quel montant le MIC a-t-il versé à la Société populaire Tricofil Inc., depuis le 1er octobre 1978 jusqu'au 28 février 1979"?

## Réponse de M. Rodrigue Tremblay

"Aucun montant".